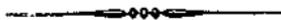


TABLE

ALPHABÉTIQUE ET ANALYTIQUE

DES

PROCÈS-VERBAUX DU SÉNAT



SESSION DE 1863



BUREAU DU SÉNAT

PENDANT LA SESSION DE 1863.

PRÉSIDENT.

S. Ex. le premier Président TROPLONG.

VICE-PRÉSIDENTS.

M. DE ROYER, premier Vice-président,

S. Ex. le maréchal comte BARAGUEY D'HILLIERS,

S. Ex. le maréchal comte REGNAUD DE SAINT-JEAN-
D'ANGÉLY,

S. Ex. le maréchal PÉLISSIER, duc DE MALAKOFF.

GRAND-RÉFÉRENDAIRE.

M. le général marquis d'HAUTPOUL.

SECRÉTAIRE.

M. le baron DE LACROSSE.

SECRÉTAIRES ÉLUS.

M. le baron DE HEECKEREN.

M. BONJEAN.

VICE-SECRÉTAIRES ÉLUS.

M. LE ROY DE SAINT-ARNAUD.

M. le général comte DE GOYON.



TABLE.

NAPOLÉON III (Sa Majesté l'Empereur). — Réception du 1^{er} janvier, t. 1, p. 3. — Discours de Sa Majesté à l'ouverture de la session de 1863, t. 1, p. 9. — Réponse de Sa Majesté à la députation chargée de lui présenter l'Adresse du Sénat, t. 1, p. 184.

NAPOLÉON (S. A. I. le Prince). — Assiste à la réception du Sénat aux Tuileries à l'occasion du 1^{er} janvier, t. 1, p. 4; — à la séance d'ouverture de la session législative, t. 1, p. 9; — aux séances des 29 janvier, t. 1, p. 43; 30 janvier, t. 1, p. 143; 14 mars, t. 2, p. 143; 17 mars, t. 2, p. 173; 18 mars, t. 2, p. 259; 19 mars, t. 2, p. 379. — Est nommé Membre de la Commission chargée d'examiner le projet de Sénatus-consulte relatif à la constitution de la propriété en Algérie, dans les territoires occupés par les Arabes, t. 2, p. 136. — Est entendu dans la discussion sur les pétitions relatives à la Pologne, t. 2, p. 313, 423.

A

Abonnements aux journaux. — Pétition du sieur Barbier demandant que les directeurs des bureaux de poste puissent être chargés de ces abonnements. — Rapport par M. le baron de Lacrosse, t. 4, p. 172. — Ordre du jour.

ACHARD (M. le général baron). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 23, 28 février; 12, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 25, 28 avril; 1^{er}, 2, 3, 7 mai. — Est désigné, par le sort, pour faire partie de la députation chargée de présenter l'Adresse à Sa Majesté, t. 1, p. 175.

Actes de l'état civil des Princes de la Famille Impériale. — Envoi par S. Ex. le Ministre d'État de l'acte de

naissance du Prince issu du mariage du Prince Napoléon avec la Princesse Clotilde, t. 1, p. 22.

Actes notariés. — Pétitions du sieur Lelarge demandant l'adoption de certaines mesures concernant le tarif des actes notariés. — Rapport par M. de Thorigny, t. 4, p. 363. — Ordre du jour.

Adresse du Sénat à l'Empereur.

Commission chargée de rédiger le projet d'Adresse, t. 1, p. 31. — Décret de l'Empereur qui nomme les Commissaires du Gouvernement chargés de prendre part à la discussion de l'Adresse, t. 1, p. 34. — Lecture du projet d'Adresse par S. Ex. le Président du Sénat, t. 1, p. 35. — Discussion générale : M. le baron Dupin, t. 1, p. 50. — Adoption des paragraphes 1, 2, 3, 4, t. 1, p. 80 à 82. — Texte du § 3, t. 1, p. 82. Discussion : M. le marquis de Boissy, t. 1, p. 83. Adoption, t. 1, p. 87. — Texte du § 6 (*Mexique*), t. 1, p. 87. Discussion : M. le marquis de Boissy, t. 1, p. 87; M. le général Husson, t. 1, p. 92; M. de Forcade La Roquette, t. 1, p. 94. Adoption, t. 1, p. 95. — Texte du § 7 (*Italie; Question romaine*), t. 1, p. 95. Discussion : M. Thouvenel, *ibid.*; M. le général Gemeau, t. 1, p. 115; M. le marquis de La Rochejaquelein, t. 1, p. 125; S. Ex. M. Billault, *Ministre sans portefeuille*, t. 1, p. 140. Adoption, t. 1, p. 142. — Incidents à l'occasion de cette discussion : M. le marquis de Lavalette, t. 1, p. 143, 148; M. le marquis de La Rochejaquelein, t. 1, p. 144; M. le vicomte de La Guéronnière, t. 1, p. 146; M. le Président, t. 1, p. 151. — Texte du § 8 (*Amérique*), t. 1, p. 152. Discussion : M. le marquis de Boissy, t. 1, p. 153. Adoption, t. 1, p. 156. — Adoption du § 9, *ibid.* — Texte du § 10 (*Algérie*), *ibid.* Discussion : M. le général Daumas, t. 1, p. 157, 168; M. le général marquis d'Hautpoul, t. 1, p. 167. Adoption, t. 1, p. 169. — Texte du § 11, *ibid.* Discussion : M. le marquis de Boissy, *ibid.* — Adoption des § 11, 12 et 13, t. 1, p. 171, 172. — Vote au scrutin sur l'ensemble de l'Adresse, t. 1, p. 172. — Adoption, t. 1, p. 175. — Tirage au sort de la députation chargée de présenter l'Adresse à l'Empereur, *ibid.* — Réception aux Tuileries de

cette députation, t. 1, p. 177. — Lecture de l'Adresse par M. le Président, t. 1, p. 178. — Réponse de Sa Majesté, t. 1, p. 184.

Administration municipale.

1. — Pétition de plusieurs habitants de Ségalas, qui adressent des plaintes au sujet de certains actes de leur maire. — Rapport par M. le baron de Chapuys-Montlaville, t. 1, p. 307. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Henry Mourchou signalant comme irréguliers certains actes de l'administration municipale de Marseille. — Rapport par M. de Ladoucette, t. 3, p. 486. — Ordre du jour.

3. — Pétition des sieurs Lerat, Roulland et Ploquet réclamant contre certains actes du maire de Roncherolles-en-Bray. — Rapport par M. le comte de Lesseps, t. 4, p. 161. — Ordre du jour.

Agriculture.

1. — Pétition du sieur Derbesse recommandant l'usage des baux à long terme comme propres à améliorer l'agriculture. — Rapport par M. de Ladoucette, t. 1, p. 493. — Discussion : MM. le comte de Beaumont, t. 1, p. 490, 498 ; le Rapporteur, p. 497 ; Tourangin, p. 499. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Turge demandant que les cours d'eau servant de moteurs aux usines soient rendus à l'agriculture. — Rapport par M. Mallet, t. 3, p. 708. — Ordre du jour.

3. — Pétition du sieur Carmignac-Descombes réclamant diverses améliorations en faveur de l'agriculture. — Rapport par M. le baron de Chapuys-Montlaville, t. 4, p. 435. — Renvoi au Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

4. — Pétition du sieur Pralin présentant des considérations sur les concours régionaux et proposant certaines mesures dans l'intérêt de l'agriculture. — Rapport par M. de Ladoucette, t. 4, p. 481. — Ordre du jour.

5. — Pétition du sieur Celles demandant que chaque

arrondissement ait une somme de 1500 fr. applicable à l'achat de machines aratoires qui seraient tenues à la disposition des agriculteurs. — Rapport par M. de Ladoucette, t. 4, p. 493. — Ordre du jour.

6. — Pétition du sieur Gosset demandant qu'il soit institué une banque de l'agriculture. — Rapport par M. le baron de Lacrosse, t. 4, p. 519. — Ordre du jour.

7. — Pétition du sieur Reydemorande exposant ses idées sur les moyens de régénérer l'agriculture. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 576. — Ordre du jour.

Algérie.

1. — Projet de Sénatus-consulte relatif à la constitution de la propriété arabe en Algérie. — (*Voy.* Sénatus-consulte, n° 2.)

2. — Loi ayant pour objet de modifier le mode de perception du droit de tonnage dans les ports de l'Algérie. — (*Voy.* Tonnage.)

Algérie. — Rapport par M. le baron Dupin sur des pétitions de dix-sept mille huit cent cinquante-trois habitants de l'Algérie réclamant la constitution politique et administrative de l'Algérie, t. 2, p. 482. — Discussion : MM. le général Charon, t. 2, p. 595 ; le Rapporteur, p. 613. — Renvoi au Ministre d'État et au Ministre de la guerre.

Aliénés. — Pétition du sieur Legrand de Saule demandant la création d'un établissement central spécialement destiné à recevoir les condamnés atteints d'aliénation. — Rapport par M. Ferdinand Barrot, t. 4, p. 138. — Ordre du jour.

ALLARD (M. le général), *Président de section au Conseil d'État.* — Assiste, en qualité de Commissaire du Gouvernement, à la délibération du projet d'Adresse, t. 1, p. 50, 146 ; — à la présentation du projet de Sénatus-consulte relatif à la constitution de la propriété en Algérie, dans les territoires occupés par les Arabes, t. 2, p. 16 ; — à la lecture du rapport sur ce projet de Sénatus-consulte, t. 2, p. 618 ; — à la délibération de ce même projet, t. 3, p. 18, 105 ; — à la lecture du rapport sur la loi relative aux suppléments de crédits de l'exercice 1862, t. 2, p. 434 ; — à la

délibération de cette loi, t. 2, p. 541; — de la loi qui tend à ouvrir au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1863, un crédit de 2 260 000 fr., pour acquisitions de terrains et travaux neufs dans les établissements militaires, t. 2, p. 546; — de la loi relative à un appel de 100 000 hommes sur la classe de 1863, t. 3, p. 183; — de la loi relative à l'organisation du cadre de l'état-major général de l'armée navale, t. 4, p. 45.

Allumettes chimiques. — Pétition des directeurs de douze sociétés d'assurances mutuelles contre l'incendie demandant que le Gouvernement interdise la fabrication et la vente des allumettes phosphoriques. — Rapport par M. Dumas, t. 1, p. 525. — Renvoi au Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au Ministre des finances.

Annonces commerciales. — Pétition demandant que tout commerçant soit tenu de mettre son nom sur ses annonces et enseignes. — Rapport par M. le baron de Lacrosse, t. 4, p. 168. — Ordre du jour.

Appel du contingent. — Loi relative à un appel de 100 000 hommes sur la classe de 1863, pour le recrutement des armées de terre et de mer, t. 2, p. 577. — Rapport par M. le général marquis d'Hautpoul, t. 3, p. 183. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 3, p. 187.

Armée navale. — Loi sur la composition de la première section du cadre de l'état-major général de l'armée navale, t. 3, p. 504. — Rapport par S. Ex. l'amiral Romain Desfossés, t. 4, p. 45. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 49.

Armateur. — Pétition demandant une indemnité pour la perte d'un navire. — (Voy. Indemnité, n° 2.)

Arrérages. — (Voy. Rentes, n° 2.)

Arrêtés préfectoraux.

1. — Pétition du sieur Grelleau, demandant l'annulation de certains arrêtés de M. le Préfet du Gard. — Rapport

par M. le baron de Chapuys-Montlaville, t. 1, p. 500. — Ordre du jour.

2. — (Voy. Inconstitutionnalité, n° 1.)

Arsenaux. — Pétition de M. le comte de Palys, demandant que les étrangers ne soient plus admis, en France, à visiter les arsenaux et les places de guerre. — Rapport par M. le baron Brenier t. 2, p. 160. — Renvoi au Ministre de la guerre et au Ministre de la marine.

Assistance judiciaire. — Pétition de la veuve Le Mulois, se plaignant de ne pas avoir été admise au bénéfice de l'assistance judiciaire. — Rapport par M. le baron de Lacroix, t. 4, p. 173. — Ordre du jour.

Assurances agricoles. — Pétition du sieur Bornier, relative aux assurances agricoles. — Rapport par M. de Ladoucette, t. 3, p. 562. — Discussion: MM. le général marquis de Castelbajac, t. 3, p. 565, 581; le Rapporteur, p. 580. — Ordre du jour.

AUDIFFRET (M. le marquis d'). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 25, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est désigné, par le sort, pour faire partie de la députation chargée de présenter l'Adresse à Sa Majesté, t. 1, p. 145. — Est nommé Membre de la Commission de comptabilité, t. 1, p. 31; — de la Commission chargée d'examiner trois lois relatives: la première, au budget ordinaire de l'exercice 1864; la deuxième, au budget extraordinaire du même exercice; la troisième aux suppléments de crédits de l'exercice 1863, t. 4, p. 122. — Fait un rapport sur ces trois lois, t. 4, p. 327. — Dépose le rapport sur le règlement définitif du budget intérieur du Sénat pour l'exercice 1862, t. 2, p. 143; — le rapport sur le budget intérieur du Sénat pour l'exercice 1864, t. 4, p. 53. — Est entendu dans la discussion sur la loi relative aux suppléments de crédits de l'exercice 1862, t. 2, p. 512.

Aveugles. — Pétition d'aveugles demandant l'autorisation d'exercer certaines industries sur la voie publique. — Rapport par M. Ferdinand Barrot, t. 4, p. 136. — Ordre du jour.

B

Banalité (Droit de). — Pétition de cinq habitants d'Hyères, demandant la suppression de la banalité établie dans cette commune. — Rapport par M. Stourm, t. 3, p. 434. — Ordre du jour.

Banque de France.

1. — Pétition du sieur Petit demandant que les actions de la Banque puissent être immobilisées pour servir de remploi aux femmes mariées sous le régime dotal. — Rapport par M. Bonjean, t. 1, p. 231. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Duchon-Doris, demandant la liquidation de la Banque et son remplacement par un autre établissement de crédit de son invention. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 381. — Ordre du jour.

BARAGUEY D'HILLIERS (S. Ex. le maréchal comte), *l'un des Grands-dignitaires du Sénat, Vice-président.* — Prend part au vote dans la séance du 19 mars.

BARBAŒOIS (M. le marquis DE). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 23, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 23, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est désigné, par le sort, pour faire partie de la députation chargée de présenter l'Adresse à Sa Majesté, t. 1, p. 175. — Est nommé Membre d'une Commission chargée d'examiner une loi relative à un échange d'immeubles, t. 2, p. 138; — d'une Commission chargée d'examiner une loi d'intérêt local, t. 4, p. 2; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative aux douanes, t. 4, p. 280. — Est entendu dans la discussion sur des pétitions d'anciens officiers réclamant la création d'un fonds de secours pour les officiers retraités avant la loi de 1861, t. 4, p. 316.

BARBAROUX (M.). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 23, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 8, 9 mai. — Est nommé vice-secrétaire du 1^{er} bureau, 2^e organisation.

t. 1, p. 348. — Est nommé Membre de Commissions chargées d'examiner des lois d'échanges d'immeubles, t. 1, p. 334; t. 2, p. 138; — de Commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 2; t. 3, p. 6; — de la Commission chargée d'examiner le projet de Sénatus-consulte relatif à la constitution de la propriété en Algérie, dans les territoires occupés par les Arabes, t. 2, p. 136; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à la modification des articles 27 et 28 du Code de commerce, t. 3, p. 616; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'établissement d'une taxe supplémentaire sur les lettres expédiées après les levées générales, t. 4, p. 122; — de la Commission chargée d'examiner deux lois relatives: 1^o à la modification du titre VI du livre I^{er} du Code de commerce; 2^o aux Sociétés à responsabilité limitée, t. 4, p. 371; — de la Commission chargée d'examiner la loi ayant pour objet de modifier le mode de perception du droit de tonnage dans les ports de l'Algérie, t. 4, p. 539; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'instruction des flagrants délits devant les tribunaux correctionnels, t. 4, p. 540. — Fait un rapport sur des lois de changements de circonscriptions territoriales, t. 2, p. 116. — Est entendu dans la discussion sur le projet de Sénatus-consulte relatif à la constitution de la propriété en Algérie, dans les territoires occupés par les Arabes: discussion générale, t. 3, p. 63; art. 6, t. 3, p. 166.

BARBIER (M.), *Conseiller d'État.* — Assiste, en qualité de Commissaire du Gouvernement, à la délibération de la loi relative aux suppléments de crédits de l'exercice 1862, t. 2, p. 511; — de la loi relative aux douanes, t. 4, p. 402.

BAROCHE (S. Ex. M.), *Ministre, Président du Conseil d'État.* — Est entendu dans la discussion sur une pétition signalant l'insuffisance des fonds affectés aux dépenses obligatoires des départements, t. 1, p. 470. — Donne lecture du projet de Sénatus-consulte relatif à la constitution de la propriété en Algérie, dans les territoires occupés par les Arabes, t. 2, p. 17. — Dépose, sur le bureau du Sénat, l'exposé des motifs de ce projet, t. 2, p. 20; — l'exposé des motifs et le projet de Sénatus-consulte relatif à un échange entre la Liste civile et M. Barthe, t. 3,

p. 8. — Est entendu dans la discussion sur le projet de Sénatus-consulte relatif à la constitution de la propriété arabe en Algérie : discussion générale, t. 3, p. 126, 147 ; art. 3, t. 3, p. 164 ; — sur une pétition du sieur Houllbrèque réclamant une indemnité pour la perte d'un navire affrété pour le compte de l'administration de la guerre pendant la campagne de Crimée, t. 3, p. 240, 254, 255, 258 ; — sur une pétition réservée lors de la discussion sur les pétitions relatives à la Pologne (exercice du droit de pétition par les étrangers), t. 4, p. 111, 114 ; — sur des pétitions d'anciens officiers réclamant la création d'un fonds de secours en faveur des officiers retraités avant la loi de 1861, t. 4, p. 309.

BARRAL (M. le vicomte DE). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier ; 25, 28 février ; 12, 17, 19, 21, 24 mars ; 13, 15, 21, 25, 28 avril ; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé Membre de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'établissement d'une taxe supplémentaire sur les lettres expédiées après les levées générales, t. 4, p. 122 ; — d'une Commission chargée d'examiner des lois d'échanges d'immeubles, t. 4, p. 281.

BARROT (M. FERDINAND). — Prend part au vote dans les séances des 29 janvier ; 25, 28 février ; 12, 14, 19, 21, 24 mars ; 13, 15, 25, 28 avril. — Est nommé secrétaire du 3^e bureau, 4^e organisation, t. 3, p. 354. — Est nommé Membre de la 2^e Commission des pétitions, t. 1, p. 350. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 380, 387, 405, 420 ; t. 3, p. 299 ; t. 4, p. 136. — Est entendu, dans la discussion comme Rapporteur, sur une pétition signalant comme insuffisantes les mesures prises pour constater les décès, t. 1, p. 384 ; — comme Rapporteur, sur une pétition relative à la Caisse des retraites pour la vieillesse, t. 1, p. 417, 420 ; — dans la discussion générale sur le projet de Sénatus-consulte relatif à la constitution de la propriété en Algérie, dans les territoires occupés par les Arabes, t. 3, p. 18.

BARTHE (M. le premier président). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 24.

Décédé, le 27 janvier 1863.

BASSANO (M. le duc DE). — Prend part au vote dans les séances des 30 janvier; 25, 28 février; 12, 17, 19, 21 mars; 13, 21, 25, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai.

Baux.

1. — Pétition demandant que les hospices et autres établissements publics ne puissent consentir des baux d'une durée moindre de dix-huit années. — (*Voy.* Agriculture, n° 1.)

2. — Pétition du sieur Riché demandant la modification de l'article 1714 du Code Napoléon. — (*Voy.* Code Napoléon, n° 3.)

BAVOUX (M.), Conseiller d'État. — Assiste, en qualité de Commissaire du Gouvernement, à la délibération de lois d'intérêt local, t. 4, p. 415.

BÉARN (M. le comte DE). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25, 28 février; 12, 14, 17, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 25, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est désigné, par le sort, pour faire partie de la députation chargée de présenter l'Adresse à Sa Majesté, t. 1, p. 175. — Est nommé vice-secrétaire du 1^{er} bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 380. — Est nommé Membre d'une Commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 1, p. 351; — d'une Commission chargée d'examiner une loi d'échange d'immeubles, t. 2, p. 2.

BEAUMONT (M. le comte DE). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 25, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai; — Est nommé vice-secrétaire du 4^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 381. — Est nommé Membre de Commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 138, 383; t. 3, p. 105; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'établissement d'une taxe supplémentaire sur les lettres expédiées après les levées générales, t. 4, p. 122; — de la Commission chargée d'examiner des lois qui approuvent les conventions passées entre le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et diverses compagnies de chemins de fer, t. 4, p. 279; — de la Commission chargée d'examiner la loi

ayant pour objet de modifier le mode de perception du droit de tonnage dans les ports de l'Algérie, t. 4, p. 539; — Est entendu dans la discussion sur deux pétitions relatives aux ventes des biens de mineurs, et aux successions de faible importance, t. 4, p. 404; — sur une pétition relative aux baux à long terme en faveur de l'agriculture, t. 4, p. 496, 498; — sur une pétition qui réclame contre l'introduction en franchise des fontes et fers destinés à la réexportation, et contre le système des acquits à caution, t. 4, p. 605; — sur le projet de Sénatus-consulte relatif à la constitution de la propriété en Algérie, dans les territoires occupés par les Arabes, t. 3, p. 146; — sur une pétition du sieur Houllbrèque, réclamant une indemnité pour la perte d'un navire affrété pour le compte de l'administration de la guerre pendant la campagne de Crimée, t. 3, p. 254.

BELBEUF (M. le marquis de). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25, 28 février; 12, 19, 24 mars; 13, 15, 21, 25, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé Membre de la Commission chargée d'examiner la loi relative à la création d'une cinquième chambre civile à la Cour impériale de Paris, t. 2, p. 382; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à la dérogation au paragraphe 1^{er} de l'article 429 et à l'article 434 du Code d'instruction criminelle, en ce qui concerne le ressort de la Cour impériale d'Alger, t. 4, p. 123. — Fait un rapport sur cette loi, t. 4, p. 286. — Est nommé Membre de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'instruction des flagrants délits devant les tribunaux correctionnels, t. 4, p. 540.

BESSON (M.), *Conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de Commissaire du Gouvernement, à la délibération de lois d'intérêt local, t. 4, p. 49, 415.

Betterave. — Pétition du sieur Laurent demandant la limitation de la culture de la betterave. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 580. — Ordre du jour.

Béziers. — Pétition de propriétaires d'obligations du chemin de fer de Graissessac à Béziers sollicitant l'intervention de l'Administration en faveur de leurs intérêts. — Rapport

par M. le baron Brenier, t. 2, p. 159. — Renvoi au Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Bienfaisance. — Pétition du sieur Derbesse demandant l'établissement d'une administration générale et publique de bienfaisance. — Rapport par M. de Ladoucette, t. 1, p. 492. — Ordre du jour.

Biens communaux.

1. — Pétition de l'abbé Guiraud se plaignant de n'avoir pas été pourvu d'un lot dans le partage de jouissance temporaire des biens communaux auquel a procédé l'administration municipale de Montégut. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 2, p. 120. — Ordre du jour.

2. — Pétition des autorités municipales de Fallon (Haute-Saône), demandant que cette commune soit autorisée à vendre des bois, afin de pouvoir subvenir aux frais de construction de son église. — Rapport par M. Amédée Thayer, t. 2, p. 537. — Discussion : S. Ém. le cardinal Mathieu, t. 2, p. 559, 563; MM. le comte Boulay de la Meurthe, p. 562, 565; le Rapporteur, p. 564; Bonjean, p. 566. — Renvoi au Ministre des finances et au Ministre de l'intérieur.

Biens dotaux. — (Voy. Rentes, n° 1.)

Biens disponibles. — Pétition du sieur Percheron demandant la modification de la législation sur la portion des biens disponibles par actes entre-vifs ou testamentaires. — Rapport par M. Stourm, t. 1, p. 560. — Ordre du jour.

BILLAULT (S. Ex. M.), *Ministre sans portefeuille.* — Est entendu dans la discussion sur le § 7 du projet d'Adresse (*Italie; Question romaine*), t. 1, p. 140; — sur des pétitions relatives à la Pologne, t. 2, p. 373, 393.

BILLAULT (M.). — Prend part au vote dans les séances des 30 janvier; 23 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 21 avril; 1^{er}, 2, 5, 8 mai.

BILLIER (S. Ém. le cardinal). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 490. — Prend part au vote

- dans la séance du 25 février. — Est nommé président du 1^{er} bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 348.
- BLANCHE (M. ALFRED), *Conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de Commissaire du Gouvernement, à la délibération de la loi relative au chemin de fer de Perpignan à Prades, t. 4, p. 34.
- BLONDEL (M. le général), *Conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de Commissaire du Gouvernement, à la lecture du rapport sur la loi relative aux suppléments de crédits de l'exercice 1862, t. 2, p. 434; — à la délibération de cette loi, t. 2, p. 511.
- BOINVILLIERS (M.), *Président de section au Conseil d'État*. — Assiste, en qualité de Commissaire du Gouvernement, à la délibération du projet d'Adresse, t. 1, p. 80, 146; — de la loi portant ouverture, sur l'exercice 1863, d'un crédit de 5 millions de fr. en faveur des localités où l'industrie cotonnière est en souffrance, t. 1, p. 48.
- Bois*. — Pétition d'habitants de la commune de Fallon (Haute-Saône), demandant que cette commune soit autorisée à vendre des bois, afin de pouvoir subvenir aux frais de construction de son église. — (*Voy.* Biens communaux, n^o 2.)
- BOISSY (M. le marquis DE). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 23, 28 février; 12, 14, 17, 19, 24 mars; 13, 15, 21, 25, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est désigné, par le sort, pour faire partie de la députation chargée de présenter l'Adresse à Sa Majesté, t. 1, p. 173. — Est entendu dans la discussion sur le projet d'Adresse : § 5 (Admission du public, et spécialement des Députés, aux séances du Sénat), t. 1, p. 83; § 6 (*Mexique*), t. 1, p. 87; § 8 (*Amérique*), t. 1, p. 153; § 11 (Bureaux de télégraphie privée), t. 1, p. 169; — sur une pétition relative à une créance de l'État, pour fournitures militaires faites en 1792 et 1793, t. 1, p. 342, 343. — Soulève un incident relatif à la légalisation des signatures apposées sur les pétitions, t. 1, p. 364, 369. — Est entendu dans la discussion sur une pétition relative à la Caisse des retraites pour la vieillesse, t. 1, p. 446, 449. — Demande l'ajour-

nement de la discussion sur une pétition réclamant contre l'introduction en franchise des fontes et fers destinés à la réexportation, et contre le système des acquits à caution, t. 1, p. 509. — Est entendu dans cette discussion, t. 1, p. 595. — Soulève un incident à l'occasion du retard apporté au rapport d'une pétition présentée, en 1862, par le sieur Leveau, ancien pensionnaire de la maison des aliénés de Bicêtre, t. 1, p. 538, 541, 546. — Est entendu dans la discussion sur cette pétition, t. 3, p. 597, 606. — Soulève un incident sur le retard apporté par *le Moniteur* à la publication de l'exposé des motifs du projet de Sénatus-consulte relatif à la constitution de la propriété en Algérie, dans les territoires occupés par les Arabes, t. 2, p. 90, 93. — Soulève incidemment, à l'occasion des pétitions relatives à la Pologne, la question de savoir si les étrangers peuvent être admis à jouir du droit de pétition, t. 2, p. 145, 157, 158. — Est entendu dans la discussion sur les pétitions relatives à la Pologne (*Question préjudicielle relative au droit de pétition exercé par les étrangers*), t. 2, p. 183, 191; — sur un rapport spécial fait sur cette question, t. 4, p. 53; — à l'occasion du procès-verbal de cette discussion, t. 4, p. 120. — Demande la remise de la discussion sur des pétitions relatives aux tarifs différentiels des chemins de fer, t. 3, p. 347. — Est entendu dans la discussion sur une pétition demandant que le traitement des pasteurs protestants soit augmenté, t. 3, p. 461; — dans un incident sur la substitution d'une pétition à une autre sur le feuillet de pétitions, t. 3, p. 531; — dans un incident relatif aux réponses à adresser aux pétitionnaires, au sujet de pétitions d'anciens militaires demandant des secours, t. 4, p. 176. — Soulève un incident à l'occasion d'un rapport collectif, fait par M. le baron Haussmann, sur soixante pétitions, t. 4, p. 596.

BONAPARTE (S. A. le Prince LOUIS-LUCIEN). — Assiste à la réception du Sénat aux Tuileries, à l'occasion du 1^{er} janvier, t. 1, p. 4; — à la séance d'ouverture de la session législative, t. 1, p. 9; — à la réception aux Tuileries de la députation chargée de présenter l'Adresse à Sa Majesté, t. 1, p. 198. — Fait hommage au Sénat de la suite de ses publications, en 1862, t. 1, p. 44.

BONJEAN (M.), *l'un des Secrétaires élus.* — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 25 avril; 2 mai. — Est élu Secrétaire, pour l'année 1863, t. 1, p. 27. — Est nommé vice-secrétaire du 3^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 349. — Est nommé Membre de la 2^e Commission des pétitions, t. 1, p. 350; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'ouverture au Ministre d'Etat, sur l'exercice 1863, d'un crédit de 30 000 fr. pour les dépenses des funérailles de S. Ém. le cardinal Morlot, t. 2, p. 137; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à la création d'une cinquième chambre civile à la Cour impériale de Paris, t. 2, p. 382; — de la 4^e Commission des pétitions, t. 3, p. 355; — de la Commission chargée d'examiner la loi portant modification de plusieurs dispositions du Code pénal, t. 3, p. 500. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 194, 195, 228, 352, 371; t. 4, p. 147. — Est entendu, comme Rapporteur, dans la discussion sur une pétition faite par un insensé, t. 1, p. 204; — comme Rapporteur, dans un incident relatif à la légalisation des signatures apposées sur les pétitions, t. 1, p. 368; — dans la discussion sur les pétitions relatives à la Pologne, t. 2, p. 194; — sur une pétition relative à la demande, faite par une commune, d'être autorisée à vendre des bois pour subvenir aux frais de construction de son église, t. 2, p. 566.

BOUDET (M.), *Président de section au Conseil d'État.* — Assiste, en qualité de Commissaire du Gouvernement, à la délibération du projet d'Adresse, t. 1, p. 50.

BOULAY DE LA MEURTHE (M. le comte). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 25, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé vice-président du 1^{er} bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 380. — Est nommé Membre de la Commission de comptabilité, t. 1, p. 31; — de la Commission chargée de rédiger le projet d'Adresse, t. 1, p. 32; — de Commissions chargées d'examiner des lois d'échanges d'immeubles, t. 1, p. 351; t. 2, p. 2; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative au règlement définitif du budget de l'exercice 1859, t. 2, p. 94; —

de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'ouverture au ministère d'État, sur l'exercice 1863, d'un crédit de 30 000 fr. pour les dépenses des funérailles de S. Ém. le cardinal Morlot, t. 2, p. 137; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'ouverture au ministère de la guerre, sur l'exercice 1863, d'un crédit de 2 260 000 fr. pour acquisitions de terrains et travaux neufs dans les établissements militaires, t. 2, p. 176; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à la création d'une cinquième chambre civile à la Cour impériale de Paris, t. 2, p. 382; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'ouverture, au ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur l'exercice 1863, d'un crédit de 300 000 fr. pour les dépenses concernant la section française de l'Exposition universelle de Londres, et à l'annulation de pareille somme sur l'exercice 1862, t. 3, p. 6; — de la Commission chargée d'examiner la loi approuvant les stipulations financières contenues dans une convention relative à l'exécution d'un service postal entre Nice et la Corse, t. 3, p. 104; — de la Commission chargée d'examiner le projet de Sénatus-consulte autorisant un échange entre la Liste civile et M. Barthe, t. 3, p. 182; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'ouverture au Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur l'exercice 1862, d'un crédit de 70 000 fr., pour contrôle et surveillance des chemins de fer, t. 3, p. 500; — de Commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 3, p. 617; t. 4, p. 281; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'ouverture au Ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1863, d'un crédit de 1 200 000 fr. en faveur des localités où l'industrie cotonnière est en souffrance, t. 4, p. 372; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative au règlement définitif du budget de l'exercice 1860, t. 4, p. 540. — Fait des rapports sur des lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 1, p. 434; t. 2, p. 107; — sur la loi relative au règlement définitif du budget de l'exercice 1859, t. 2, p. 177; — sur la loi relative à un crédit pour la section française de l'Exposition de Londres, t. 3, p. 188; — sur la loi relative au service postal entre Nice et la Corse, t. 3, p. 201; — sur

le projet de Sénatus-consulte autorisant un échange entre la Liste civile et M. Barthe, t. 3, p. 263; — sur la loi relative au règlement définitif du budget de l'exercice 1860, t. 4, p. 683. — Son observation sur une pétition demandant que la puissance paternelle soit exercée par le tuteur, dans le cas où le père ou la mère survivant aurait une inconduite notoire, t. 1, p. 380. — Est entendu dans la discussion sur une pétition relative à l'insuffisance des fonds affectés aux dépenses obligatoires des départements, t. 1, p. 463; — sur une pétition relative au dégrèvement, pour certaines parties de la population, de la cote personnelle et mobilière, t. 2, p. 83, 144; — sur une pétition relative à la demande, faite par une commune, d'être autorisée à vendre des bois pour subvenir aux frais de construction de son église, t. 2, p. 362, 365.

BOUREUILLE (M. DE), *Conseiller d'État.* — Assiste, en qualité de Commissaire du Gouvernement, à la délibération de la loi portant ouverture au Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur l'exercice 1862, d'un crédit de 70 000 fr. pour contrôle et surveillance des chemins de fer, t. 3, p. 342.

BOURGOING (M. le baron DE). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 23 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 23, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé vice-président du 2^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 30. — Est nommé Membre de la Commission chargée d'examiner la loi relative à la dérogation au paragraphe 1^{er} de l'article 429, et à l'article 431 du Code d'instruction criminelle, en ce qui concerne le ressort de la Cour impériale d'Alger, t. 4, p. 123; — de la Commission chargée d'examiner les lois qui approuvent les conventions passées entre le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et diverses compagnies de chemins de fer, t. 4, p. 280; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à la correspondance télégraphique privée, t. 4, p. 540.

BOURQUENEY (M. le comte DE). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 23, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 21, 23 avril; 1^{er}, 5, 7, 8, 9 mai.

- Est désigné, par le sort, pour faire partie de la Commission chargée de vérifier la constitutionnalité d'un décret qui nomme un nouveau Sénateur, t. 1, p. 21. — Fait un rapport au nom de cette Commission, t. 1, p. 23. — Est nommé Membre de la Commission chargée de rédiger le projet d'Adresse, t. 1, p. 31.

Bourse.

1. — Pétition du sieur Corbin relative aux opérations de bourse, plus particulièrement aux ventes à terme et à découvert. — Rapport par M. Bonjean, t. 1, p. 228. — Dépôt au Bureau des renseignements.

2. — Pétition du sieur Véry relative à certains abus qui entacheraient la négociation des titres vendus à la Bourse. — Rapport par M. Lefebvre-Duruflé, t. 4, p. 496. — Ordre du jour.

3. — Pétition du sieur Lavallée signalant certains abus qui existeraient dans les opérations de la Bourse de Paris. — Rapport par M. Lefebvre-Duruflé, t. 4, p. 501. — Ordre du jour.

Braconnage. — Pétitions réclamant contre la destruction du gibier, et demandant la répression sévère des délits commis par les panneauteurs, etc. — Rapport par M. Larabit, t. 4, p. 739. — Renvoi au Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au Ministre de l'intérieur.

BRÉHIER (M.), *Conseiller d'État.* — Assiste, en qualité de Commissaire du Gouvernement, à la délibération de lois d'intérêt local, t. 2, p. 13; t. 3, p. 191; t. 4, p. 413.

BRENIER (M. le baron). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 23, 28 février; 12, 14, 17, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 23, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé secrétaire du 4^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 345; — secrétaire du 1^{er} bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 380; — vice-secrétaire du 2^e bureau, 4^e organisation, t. 3, p. 334. — Est nommé Membre de la 2^e Commission des pétitions, t. 1, p. 330; — de Commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 2; t. 4, p. 281; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative aux suppléments de crédits de l'exercice 1862,

t. 2, p. 94; — de la Commission chargée d'examiner trois lois relatives : la première, au budget ordinaire de l'exercice 1864; la deuxième, au budget extraordinaire du même exercice; la troisième, aux suppléments de crédits de l'exercice 1863, t. 4, p. 422; — de la Commission chargée d'examiner la loi portant ouverture au Ministre d'État, sur l'exercice 1863, d'un crédit extraordinaire de 345 000 fr. pour les dépenses de l'Exposition des œuvres des artistes vivants, t. 4, p. 372; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à la correspondance télégraphique privée, t. 4, p. 540. — Fait des rapports de pétitions, t. 2, p. 159; t. 3, p. 228, 464, 468. — Est entendu dans la discussion sur une pétition relative à une créance de l'État, pour fournitures militaires faites en 1792 et 1793, t. 4, p. 343; — sur la loi relative aux suppléments de crédits de l'exercice 1862, t. 2, p. 519; — comme Rapporteur, sur une pétition du sieur Houllbrèque qui réclame une indemnité pour la perte d'un navire affrété pour le compte de l'administration de la guerre, pendant la campagne de Crimée, t. 3, p. 253; — comme Rapporteur, sur une pétition demandant que le traitement des pasteurs protestants soit augmenté, t. 3, p. 465; — sur une pétition du sieur de Sercey, qui demande le renvoi à la Cour de cassation d'un jugement prononcé contre lui par un conseil de guerre, t. 4, p. 603.

Budget général de l'État.

1. — Loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1859, t. 2, p. 6. — Rapport par M. le comte Boulay de la Meurthe, t. 2, p. 177. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 2, p. 183.

2. — Loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes ordinaires de l'exercice 1864, t. 4, p. 6.

3. — Loi sur le budget extraordinaire de l'exercice 1864, t. 4, p. 16.

4. — Loi sur les suppléments de crédits de l'exercice 1863, t. 4, p. 17.

Rapport sur ces trois lois par M. le marquis d'Audiffret,

t. 4, p. 327. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 363.

5. — Loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1860, t. 4, p. 529. — Rapport par M. le comte Boulay de la Meurthe, t. 4, p. 683. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 689.

Budget intérieur du Sénat.

1. — Dépôt, par M. le marquis d'Audiffret, du rapport de la Commission de comptabilité sur le règlement définitif du budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1862, t. 2, p. 143. — Formation du Sénat en comité secret pour la délibération sur ce rapport, t. 2, p. 479.

2. — Dépôt, par M. le marquis d'Audiffret, du rapport de la Commission de comptabilité sur le budget intérieur du Sénat, pour l'exercice 1864, t. 4, p. 52. — Formation en comité secret pour la délibération sur ce rapport, t. 4, p. 363.

Budgets départementaux. — (Voy. Fonds commun.)

Bureau de tabac. — Pétition du sieur Deleau demandant, pour sa femme, un bureau de tabac. — Rapport par M. Stourm, t. 2, p. 38. — Ordre du jour.

Bureau du Sénat. — Formation du Bureau provisoire, t. 1, p. 17. — Élection des secrétaires et vice-secrétaires pour l'année 1863, t. 1, p. 26, 27.

Bureaux du Sénat. — Leur formation par la voie du tirage au sort, le 13 janvier 1863, t. 1, p. 22. — 1^{re} organisation des bureaux, t. 1, p. 29. — 1^{er} renouvellement des bureaux, t. 1, p. 239. — 2^e organisation, t. 1, p. 348. — 2^e renouvellement, t. 2, p. 259. — 3^e organisation, t. 2, p. 380. — 3^e renouvellement, t. 3, p. 262. — 4^e organisation, t. 3, p. 354.

C

Cadaastre. — Pétitions demandant le renouvellement des opérations cadastrales dans les communes de Savières et de

Fontaines-les-Grès. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 3, p. 701. — Renvoi au Ministre des finances.

Caisses de retraites.

1. — Pétition du sieur Maincent demandant une révision de la loi sur la Caisse des retraites pour la vieillesse. — Rapport par M. Ferdinand Barrot, t. 1, p. 411. — Discussion : MM. le marquis de Boissy, t. 1, p. 416, 419; le Rapporteur, p. 417, 420. — Dépôt au Bureau des renseignements.

2. — Pétition du sieur Conord demandant la modification des statuts de la Caisse des retraites pour la vieillesse. — Rapport par M. Ferdinand Barrot, t. 1, p. 420. — Dépôt au Bureau des renseignements.

3. — Pétition des sieurs Bousquet et Garot demandant que le maximum de la pension payée par la Caisse des retraites pour la vieillesse soit fixé à 1200 fr. — Rapport par M. Ferdinand Barrot, t. 1, p. 423. — Dépôt au Bureau des renseignements.

4. — Pétition de l'abbé Gerlié demandant l'institution d'une caisse de retraites pour le clergé. — Rapport par M. Tourangin, t. 1, p. 643. — Ordre du jour.

Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations. — Lecture, par M. le baron de Lacrosse, Sénateur, président de la Commission de surveillance de la Caisse d'amortissement et de la Caisse des dépôts et consignations, du rapport de cette Commission sur la situation des Caisses au 31 décembre 1862, t. 3, p. 515.

CAMBACÈRES (M. le duc DE). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 25 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé Membre d'une Commission chargée d'examiner une loi relative à un échange d'immeubles, t. 2, p. 382; — de la Commission chargée d'examiner le projet de Sénatus-consulte relatif à un échange d'immeubles entre la Liste civile et M. Barthe, t. 3, p. 183.

Canaux.

1. — Loi relative au rachat du canal d'Arles à Bouc, t. 4, p. 234.

2. — Loi relative au rachat des canaux de la Somme et de Manicamp, des Ardennes, de l'Oise canalisée et du canal latéral à l'Oise, t. 4, p. 236.

3. — Loi relative au rachat de l'écluse d'Iwuy, sur l'Escaut, t. 4, p. 237. *

4. — Loi relative au rachat du canal de la Sensée, t. 4, p. 238.

5. — Loi relative au rachat du canal d'Aire à la Bassée, t. 4, p. 239.

6. — Loi relative au rachat du canal de Roanne à Digoin, t. 4, p. 241.

7. — Loi relative au rachat du canal de Briare, t. 4, p. 242.

8. — Loi relative au rachat du canal d'Orléans et du Loing, t. 4, p. 243.

Rapport sur ces huit lois par M. Mallet, t. 4, p. 406. —
— Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 411.

Canaux. — Pétition d'habitants de quinze départements du Midi demandant que le canal du Midi et le canal latéral à la Garonne soient rachetés par l'État. — Rapport par M. le baron de Chapuys-Montlaville, t. 4, p. 689. — Renvoi au Ministre de l'Agriculture, du commerce et des travaux publics.

CANROBERT (S. Ex. le maréchal). — Absent pour le service de l'Empereur.

CARRELET (M. le général). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 23, 28 avril; 1^{er}, 2, 5 mai. — Est nommé Membre de Commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 176, 382; — de la Commission chargée d'examiner la loi approuvant les stipulations financières contenues dans une convention relative à l'exécution d'un service postal entre Nice et la Corse.

t. 3, p. 104 ; — de la Commission chargée d'examiner le projet de Sénatus-consulte relatif à un échange d'immeubles entre la Liste civile et M. Barthe, t. 3, p. 183 ; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'ouverture au Ministre de l'Agriculture, du commerce et des travaux publics, sur l'exercice 1862, d'un crédit de 70 000 fr., pour contrôle et surveillance des chemins de fer, t. 3, p. 301. — Est entendu dans la discussion sur des pétitions d'anciens officiers réclamant la création d'un fonds de secours en faveur des officiers retraités avant la loi de 1861, t. 4, p. 313.

CASABIANCA (M. le comte DE). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier ; 25, 28 février ; 12, 14, 19, 21, 24 mars ; 13, 15, 21, 25, 28 avril ; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé président du 2^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 30. — Est désigné, par le sort, pour faire partie de la députation chargée de présenter l'Adresse à Sa Majesté, t. 1, p. 173. — Est nommé Membre de la Commission chargée de rédiger le projet d'Adresse, t. 1, p. 31 ; — de la Commission chargée d'examiner le projet de Sénatus-consulte relatif au désaveu de paternité aux colonies, t. 1, p. 350 ; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative aux suppléments de crédits de l'exercice 1862, t. 2, p. 95 ; — de la Commission chargée d'examiner le projet de Sénatus-consulte relatif à la constitution de la propriété en Algérie, dans les territoires occupés par les Arabes, t. 2, p. 136 ; — de la 4^e Commission des pétitions, t. 3, p. 355 ; — de la Commission chargée d'examiner la loi portant ouverture au Ministre d'État, sur l'exercice 1863, d'un crédit extraordinaire de 345 000 fr. pour les dépenses de l'Exposition des œuvres des artistes vivants, t. 4, p. 372 ; — de la Commission chargée d'examiner la loi portant prorogation de la prohibition du port d'armes en Corse, t. 4, p. 540. — Fait un rapport sur la loi relative aux suppléments de crédits de l'exercice 1862, t. 2, p. 434 ; — sur le projet de Sénatus-consulte relatif à la constitution de la propriété arabe en Algérie, t. 2, p. 618 ; — sur la loi relative à la prohibition du port d'armes en Corse, t. 4, p. 679. — Est entendu dans la discussion, comme Rapporteur, sur la loi relative aux supplé-

pléments de crédits de l'exercice 1862; t. 2, p. 339; — comme Rapporteur, sur l'article 6 du projet de Sénatus-consulte relatif à la constitution de la propriété arabe en Algérie, t. 3, p. 175.

CASTELBAJAC (M. le général marquis de). — Prend part au vote dans les séances des 30 janvier; 25 février; 17, 19, 24 mars; 13, 15, 21, 25, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 8, 9 mai. — Est désigné, par le sort, pour faire partie de la députation chargée de présenter l'Adresse à Sa Majesté, t. 1, p. 175. — Est nommé vice-président du 4^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 349. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 535. — Est entendu dans la discussion sur une pétition demandant que, dans certaines localités, il soit permis d'étendre de la litière dans les rues, t. 2, p. 68; — sur une pétition relative aux assurances agricoles, t. 3, p. 565, 581.

CASTELLANE (S. Ex. le maréchal comte de).

Décédé le 16 septembre 1862.

Cautionnement. — Pétition du sieur Mathieu, relative à la fixation du cautionnement des comptables des postes. — Rapport par M. le comte de Lesseps, t. 4, p. 165. — Ordre du jour.

CÉCILLE (M. le vice-amiral comte). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 25, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé Membre de Commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 1, p. 351; t. 2, p. 438, 383. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 207, 536.

Centimes additionnels. — Pétition du sieur Lepargneux, demandant que le domaine de l'État paye une quote-part des centimes additionnels qui sont applicables aux dépenses des communes. — Rapport par M. le général marquis d'Hautpoul, t. 4, p. 732. — Renvoi au Ministre des finances et au Ministre de l'intérieur.

Cession. — Loi relative à la cession gratuite faite par l'État aux départements de la Savoie et de la Haute-Savoie de la propriété d'immeubles affectés à divers services départe-

mentaux, t. 4, p. 249. — Rapport par M. le général comte de Goyon, t. 4, p. 411. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 413.

CHAIX D'EST-ANGE (M.). — Nommé Sénateur par décret du 2 novembre 1862. — Prête serment à la séance impériale, t. 1, p. 15. — Est admis, t. 1, p. 23. — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 21, 25, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé vice-secrétaire du 3^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 30; — vice-secrétaire du 3^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 349. — Est nommé Membre de la Commission chargée d'examiner le projet de Sénatus-consulte relatif au désaveu de paternité aux colonies, t. 1, p. 350; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'ouverture au budget de la Légion-d'honneur (exercice 1862) d'un crédit de 26 000 fr., t. 2, p. 137; — de la 3^e Commission des pétitions, t. 2, p. 384; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à la création d'une cinquième chambre civile à la Cour impériale de Paris, t. 2, p. 382; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à la modification de plusieurs dispositions du Code pénal, t. 3, p. 500; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à la modification des articles 27 et 28 du Code de commerce, t. 3, p. 616; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à la dérogation au paragraphe 1^{er} de l'article 429 et à l'article 431 du Code d'instruction criminelle, en ce qui concerne le ressort de la Cour impériale d'Alger, t. 4, p. 122; — de la Commission chargée d'examiner deux lois relatives : 1^o à la modification du titre VI du livre I^{er} du Code de commerce; 2^o aux Sociétés à responsabilité limitée, t. 4, p. 274; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'instruction des flagrants délits devant les tribunaux correctionnels, t. 4, p. 540. — Fait un rapport sur le projet de Sénatus-consulte relatif au désaveu de paternité aux colonies, t. 1, p. 426; — sur la loi relative à la création d'une cinquième chambre civile à la Cour impériale de Paris, t. 2, p. 443; — sur la loi relative à la modification des articles 27 et 28 du Code de commerce, t. 4, p. 40; — sur la loi relative à la modification du titre VI du livre I^{er}

du Code de commerce, t. 4, p. 550; — sur la loi relative aux Sociétés à responsabilité limitée, t. 4, p. 556; — sur la loi relative à l'instruction des flagrants délits devant les tribunaux correctionnels, t. 4, p. 668. — Son observation dans la discussion sur une pétition du sieur de Sercey qui demande le renvoi à la Cour de cassation d'un jugement prononcé contre lui par un conseil de guerre, t. 4, p. 607.

Chancellerie. — Pétition du sieur Magnanou, se plaignant de l'élevation des droits de sceau. — Rapport par M. le baron Brenier, t. 3, p. 469. — Ordre du jour.

CHANTÉRAC (M. le comte DE), *Conseiller d'État.* — Assiste, en qualité de Commissaire du Gouvernement, à la délibération de lois d'intérêt local, t. 2, p. 110; t. 4, p. 415.

CHAPUYS-MONTLAVILLE (M. le baron DE). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 45. — Prend part au vote dans les séances des 25, 28 février; 12, 14, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 25, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé vice-secrétaire du 5^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 381. — Est nommé Membre de la 2^e Commission des pétitions, t. 1, p. 350; — d'une Commission chargée d'examiner une loi relative à un échange d'immeubles, t. 2, p. 2; — de Commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 137, 383; t. 3, p. 501; t. 4, p. 281; — de la Commission chargée d'examiner la loi portant approbation des articles 2 et 4 d'une convention relative à l'exécution d'un chemin de fer de Sathonay à Bourg, et à un dessèchement d'étangs dans la Dombes, t. 3, p. 104; — de la 4^e Commission des pétitions, t. 3, p. 355. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 299, 300; t. 2, p. 164; t. 3, p. 494; t. 4, p. 435, 689. — Fait des rapports sur des lois d'intérêt local, t. 2, p. 437; t. 3, p. 547; t. 4, p. 416; — sur la loi relative au chemin de fer de Sathonay à Bourg et à un dessèchement d'étangs dans la Dombes, t. 3, p. 204.

Charité.

1. — Pétition du sieur Amas, soumettant un projet d'organisation de sociétés de charité dans les communes ru-

rales. — Rapport par M. de Ladoucette, t. 1, p. 480 — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Hubert se plaignant que la charité ne donne pas assez pour soulager les pauvres et notamment les ouvriers sans travail de la Seine-Inférieure. — Rapport par M. de Ladoucette, t. 3, p. 486. — Ordre du jour.

3. — Pétition de la demoiselle Delage, proposant le plan d'une œuvre de propagation de charité et de bonnes mœurs. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 583. — Ordre du jour.

CHARNER (M. le vice-amiral). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 23, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé Membre de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'ouverture au budget de la Légion-d'honneur (exercice 1862) d'un crédit de 26 000 fr., t. 2, p. 137; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'ouverture au ministère de la guerre, sur l'exercice 1863, d'un crédit de 2 260 000 fr. pour acquisitions de terrains et travaux neufs dans les établissements militaires, t. 2, p. 176; — de la 3^e Commission des pétitions, t. 2, p. 381; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'organisation du cadre de l'état-major général de l'armée navale, t. 3, p. 617; — de la Commission chargée d'examiner la loi ayant pour objet de modifier le mode de perception du droit de tonnage dans les ports de l'Algérie, t. 4, p. 539. — Fait des rapports de pétitions, t. 4, p. 178, 729.

Charles X. — Pétition du sieur Frédéric Billot, demandant que les cendres de Charles X, de M. le duc et de Mme la duchesse d'Angoulême soient déposées à Saint-Denis. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 573. — Ordre du jour.

CHARON (M. le général). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25, 28 février; 12, 14, 19, 21, 24 mars; 13, 21, 25, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 9 mai. — Est entendu dans la discussion sur des pétitions relatives à l'organisation de l'Algérie, t. 2, p. 595; — sur le projet de Sénatus-consulte

relatif à la constitution de la propriété en Algérie, dans les territoires occupés par les Arabes : discussion générale, t. 3, p. 34 ; incident au procès-verbal de cette discussion, t. 3, p. 104 ; art. 1^{er}, t. 3, p. 148 ; art. 2, t. 3, p. 157.

Chasse.

1. — Pétition du sieur Bellot se plaignant de certaines conséquences de la législation sur la chasse. — Rapport par M. le général marquis de Cramayel, t. 4, p. 186. — Observations de S. Ém. le cardinal Donnet, t. 4, p. 189. Renvoi au Ministre de l'intérieur.

2. — (*Voy. Braconnage.*)

CHASSELOUP-LAUBAT (M. le comte PROSPER DE). — Prend part au vote dans les séances des 30 janvier ; 28 février ; 14, 17, 19, 24 mars ; 13, 15, 21, 25, 28 avril ; 1^{er}, 2, 5, 8, 9 mai.

CHASSIRON (M. le baron DE). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier ; 25, 28 février ; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars ; 13, 15, 21, 25, 28 avril ; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai ; — Est nommé vice-secrétaire du 1^{er} bureau, 4^e organisation, t. 3, p. 354. — Est nommé Membre de la Commission chargée d'examiner la loi approuvant les clauses financières applicables à l'exécution des chemins de fer de Napoléon-Vendée aux Sables-d'Olonne, et de Napoléon-Vendée à Bressuire, t. 4, p. 250 ; — de Commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 137, 176 ; t. 3, p. 6, 501 ; t. 4, p. 122 ; — de Commissions chargées d'examiner des lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 2, p. 382 ; t. 4, p. 280.

Chemins de fer.

1. — Loi ayant pour objet d'approuver les clauses financières applicables à l'exécution des chemins de fer de Napoléon-Vendée aux Sables-d'Olonne et de Napoléon-Vendée à Bressuire, t. 4, p. 247. — Rapport par M. le général comte de Goyon, t. 4, p. 429. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 434.

2. — Loi portant approbation des articles 2 et 4 d'une convention relative à l'exécution d'un chemin de fer de Sathonay à Bourg, et à un dessèchement d'étangs dans la

Dombes, t. 3, p. 14. — Rapport par M. le baron de Chateaufort-Montlaville, t. 3, p. 204. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 3, p. 211.

3. — Loi portant ouverture au Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur l'exercice 1862, d'un crédit de 70 000 fr. (*Contrôle et surveillance des chemins de fer*). — (Voy. Crédits, n° 7.)

4. — Loi relative à l'exécution d'un chemin de fer de Perpignan à Prades, t. 3, p. 503. — Rapport par M. Élie de Beaumont, t. 4, p. 34. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 39.

5. — Loi ayant pour objet d'approuver les articles 3, 4, 5, 7, 8 et 9 d'une convention passée entre le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et la Compagnie des chemins de fer de l'Est, t. 4, p. 275.

6. — Loi approuvant les articles 2, 3, 4, 5, 6 et 7, d'une convention passée entre le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et la Compagnie du chemin de fer de Victor-Emmanuel, t. 4, p. 355.

7. — Loi ayant pour objet d'approuver les articles 2, 3, 4, 7, 8, 9 et 10 d'une convention passée entre le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest, t. 4, p. 386.

8. — Loi ayant pour objet d'approuver les articles 2, 3, 5, 6, 7 et 8 d'une convention passée entre le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et la Compagnie du chemin de fer d'Orléans, t. 4, p. 386.

9. — Loi ayant pour objet d'approuver les articles 2, 3, 4, 7, 8 et 9 d'une convention passée entre le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et la Compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne, t. 4, p. 389.

10. — Loi ayant pour objet d'approuver les articles 2, 3, 4, 7, 8 et 9 d'une convention passée entre le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et la Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, t. 4, p. 389.

11. — Loi approuvant les articles 3, 4, 5, 6, 7 et 9 d'une convention passée entre le Ministre de la guerre et

la Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée (chemins de fer algériens), t. 4, p. 390.

Rapport sur ces sept lois par M. le baron de Lacrosse, t. 4, p. 541. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 550.

Chemins de fer.

1. — Pétition de l'abbé Masbon, demandant que la marche des trains soit suspendue les jours fériés reconnus par la loi. — Rapport par M. Stourin, t. 2, p. 651. — Ordre du jour.

2. — (*Voy. Tarifs différentiels.*)

3. — Pétition des sieurs Garridon et Brunier demandant que des mesures soient prises pour assurer la sécurité publique dans les convois. — Rapport par M. le baron Brenier, t. 3, p. 469. — Ordre du jour.

4. — Pétition du sieur Gaillande se plaignant que le tarif des chemins de fer soit plus élevé les dimanches et fêtes que dans la semaine. — Rapport par M. le comte de Lesseps, t. 3, p. 674. — Ordre du jour.

5. — (*Voy. Viaduc.*)

6. — Pétitions du sieur Marie et du sieur Chopart demandant qu'un waggon spécial soit affecté aux fumeurs et que les trains express soient composés de waggons de première et de deuxième classe. — Rapport par M. Mallet, t. 3, p. 710. — Observations : MM. le baron de Heeckeren, t. 3, p. 713 ; le premier président de Royer, p. 714. — Renvoi au Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

7. — Pétition du sieur Marchal demandant que les militaires en retraite puissent voyager à prix réduits sur les chemins de fer. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 571. — Ordre du jour.

Chemins ruraux. — Pétition du président du comice agricole de Toulon relative à l'entretien des chemins ruraux. — Rapport par M. le baron de Chapuys-Montlaville, t. 2, p. 164. — Ordre du jour.

CHEVALIER (M. MICHEL). — Prend part au vote dans les séances.

ces des 29, 30 janvier; 28 février; 14, 17, 19 mars; 15, 21, 25, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé Membre de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'ouverture, au ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur l'exercice 1863, d'un crédit de 300 000 fr. pour les dépenses concernant la section française de l'Exposition universelle de Londres, et à l'annulation de pareille somme sur l'exercice 1862, t. 3, p. 6; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à la modification des articles 27 et 28 du Code de commerce, t. 3, p. 616; — de la Commission chargée d'examiner deux lois relatives: 1^o à la modification du titre VI, livre I^{er} du Code de commerce; 2^o aux Sociétés à responsabilité limitée, t. 4, p. 371; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative au règlement définitif du budget de l'exercice 1860, t. 4, p. 541. — Est entendu dans la discussion sur une pétition qui réclame contre l'admission en franchise des fontes et fers destinés à la réexportation, et contre le système des acquits à caution, t. 4, p. 582, 593; — sur le projet de Sénatus-consulte relatif à la constitution de la propriété en Algérie, dans les territoires occupés par les Arabes, t. 3, p. 105; — sur une pétition relative à l'interdiction du travail du dimanche, t. 4, p. 474, 477.

Chèvres. — Pétition du sieur Duffau signalant les ravages produits par les chèvres dans le département du Gers. — Rapport par M. de Ladoucette, t. 4, p. 493. — Renvoi au Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au Ministre de l'intérieur.

Christophe-du-Bois (Commune de). — Pétition signalant des irrégularités dans la manière dont on a procédé à la reconstruction de l'église de cette commune. — Rapport par M. Amédée Thayer, t. 4, p. 148. — Ordre du jour.

Circonscriptions électorales. — (Voy. Inconstitutionnalité, n^o 4.)

Circonscriptions territoriales.

1. — Loi relative à l'érection en commune distincte de la section de Louchats, distraite de la commune de Hos-

tens (Gironde), t. 1, p. 249. — Loi relative à la distraction de la section de Saint-Caprais de la commune de Lagruère, et à sa réunion à celle de Senestis (Lot-et-Garonne), t. 1, p. 280. — Loi relative à la réunion à la commune de la Sône de territoires distraits des communes de Chatte et de Saint-Hilaire-du-Rozier (Isère), t. 1, p. 281. — Loi relative à la réunion à la commune de Bénouville d'une portion de territoire distraite de la commune d'Ouistréham (Calvados), t. 1, p. 282. — Loi relative à la réunion à la commune de Tournous-Devant d'une portion de territoire distraite de la commune de Galant (Hautes-Pyrénées), t. 1, p. 282. — Loi tendant à modifier le territoire des communes d'Excideuil, de Saint-Médard, de Saint-Martial et de Clermont (Dordogne), t. 1, p. 261. — Loi relative à la réunion à la commune de Villefranche d'une portion de territoire distraite de la commune de Renneville (Haute-Garonne), t. 1, p. 262. — Loi relative à l'érection en commune des sections de Fontanes et de Lunegarde, distraites de la commune du Bastit (Lot), t. 1, p. 263. — Loi relative à l'érection en commune de la section de Lizac, distraite des communes de Moissac et de Lafrançaise (Tarn-et-Garonne), t. 1, p. 264. — Loi relative au changement de circonscription cantonale de la commune de Kontz-Basse (Moselle), t. 1, p. 263. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 1, p. 438. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 1, p. 441.

2. — Loi relative à la réunion de la commune d'Amezyzieu aux communes de Talissieu et d'Yon (Ain), t. 1, p. 576. — Loi relative à la réunion au canton de Mallestroit des communes de Missiriac et de Saint-Marcel, distraites des cantons de Questambert et de Rochefort (Morbihan), t. 1, p. 577. — Loi relative à la réunion à la commune de la Cauchie d'une portion de territoire distraite de la commune de Bailleulmont (Pas-de-Calais), t. 1, p. 577. — Rapport par M. Barbaroux, t. 2, p. 116. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 2, p. 119.

3. — Loi relative à l'érection en commune de la section de la Bernerie, distraite de la commune des Moutiers (Loire-Inférieure), t. 2, p. 104. — Loi relative à l'érec-

tion en commune distincte de la section du Landreau, distraite de la commune du Loroux-Bottereau (Loire-Inférieure), t. 2, p. 105. — Loi relative à une nouvelle délimitation des communes de Navarrenx, de Castetnau-Camblong et de Susmiou (Basses-Pyrénées), t. 2, p. 106. — Rapport par M. Lefebvre-Durillé, t. 2, p. 139. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 2, p. 143.

4. — Loi relative à la distraction de la section de Laroquebel de la commune de Saint-Jean-et-Saint-Paul et à sa réunion à la commune de Marnhagues-et-Latour (Aveyron), t. 2, p. 376. — Rapport par M. de Ladoucette, t. 2, p. 474. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 2, p. 476.

5. — Loi relative à une nouvelle délimitation des communes de Sainte-Foy, de Saint-Julien-de-Jonzy et de Briant (Saône-et-Loire), t. 2, p. 593. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 3, p. 191. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 3, p. 200.

6. — Loi relative à la modification de la circonscription des arrondissements de Lannion et de Guingamp sur le territoire des communes de Plounevez-Moëdec et de Belle-Isle-en-terre (Côtes-du-Nord), t. 3, p. 407. — Loi relative à la réunion à la commune de Laval de la commune d'Avesnières et d'une portion des communes de Grenoux et de Changé, et à la réunion à cette dernière commune de l'autre portion de la commune de Grenoux (Mayenne), t. 3, p. 407. — Loi relative à l'érection en commune de la section de Quelneuc, distraite de la commune de Carentoir (Morbihan), t. 3, p. 408. — Rapport par M. le baron de Chapuys-Montlaville, t. 3, p. 547. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 3, p. 550.

7. — Loi relative à l'érection en commune du domaine impérial de Solferino, t. 4, p. 33. — Rapport par M. le général comte de Goyon, t. 4, p. 291. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 297.

8. — Loi relative à une nouvelle délimitation des communes de Château-Thierry, d'Étampes et de Chierry (Aisne), t. 4, p. 269. — Loi relative à la fixation des li-

mités des deux cantons d'Angoulême (Charente), t. 4, p. 269. — Loi relative à l'érection en commune, sous le nom de Grossouvre, de territoires distraits des communes de Verreaux, de la Chapelle-Hugon et de Sancoins (Cher), t. 4, p. 270. — Loi relative à l'érection en commune, sous le nom de Planfoy, de portions de territoire distraites des communes de Saint-Genest-Malifaux et de Saint-Étienne (Loire), t. 4, p. 271. — Loi relative à la réunion à la commune de Montargis de portions de territoire distraites des communes de Châlette, d'Amilly et de Villemandeur (Loiret), t. 4, p. 272. — Loi relative à la modification de la circonscription des arrondissements de Valenciennes et de Cambrai (Nord), t. 4, p. 273. — Rapport par M. le baron de Chapuys-Montlaville, t. 4, p. 416. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 419.

Circonscriptions territoriales.

1. — Pétition d'habitants de la commune de Cellule demandant que la section de la Moutade soit érigée en commune. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 3, p. 591. — Ordre du jour.

2. — Pétition du curé de Saint-Julien-de-Jonzy relative au projet de distraction de certaines portions de sa commune en faveur de celle de Sainte-Foy. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 3, p. 592. — Ordre du jour.

CLARY (M. le comte FRANÇOIS). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 23, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 25, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé vice-secrétaire du 2^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 30; — secrétaire du 5^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 381. — Est nommé Membre de Commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 2, 138.

Coalitions. — Pétition des sieurs Dargent, Baraguet, Wanschooten, etc., demandant l'abolition des dispositions pénales relatives aux coalitions des entrepreneurs et des ou-

vriers. — Rapport par M. de Forcade La Roquette, t. 1, p. 275. — Dépôt au Bureau des renseignements.

Code de commerce.

1.—Loi relative à la modification des articles 27 et 28 du Code de commerce, t. 3, p. 503.—Rapport par M. Chaix d'Est-Ange, t. 4, p. 40.—Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 45.

2. Loi tendant à modifier le titre VI du livre I^{er} du Code de commerce, t. 4, p. 320. — Rapport par M. Chaix d'Est-Ange, t. 4, p. 550. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 555.

Code de commerce.

1. — Pétition de plusieurs notaires demandant l'abrogation des articles 67 et 68, relatifs aux contrats de mariage entre commerçants. — Rapport par M. Bonjean, t. 1, p. 360. — Renvoi au Ministre de la justice.

2. Pétition du sieur Brault demandant la modification des articles 161, 162 et 163, relatifs au payement de la lettre de change. — Ordre du jour.

Code d'instruction criminelle. — Loi portant dérogation au paragraphe 1^{er} de l'article 429 et à l'article 431 du Code d'instruction criminelle, en ce qui concerne le ressort de la Cour impériale d'Alger, t. 4, p. 23. — Rapport par M. le marquis de Belbeuf, t. 4, p. 286. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 291.

Code Napoléon.

1.—Pétition demandant la modification de l'article 2266. — (*Voy.* Prescription.)

2. — 1^{re} partie d'une pétition demandant l'abrogation de l'article 1781. — (*Voy.* Gages.)

3. — Pétition du sieur Riché, demandant la modification de l'article 1714, relatif aux baux. — Rapport par M. le premier président de Royer, t. 2, p. 72. — Ordre du jour.

Code pénal. — Loi portant modification de plusieurs dispositions du Code pénal, t. 3, p. 357. — Rapport par

M. le premier président de Royer, t. 3, p. 622. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 3, p. 628.

Comité secret.

1. — Formation du Sénat en comité secret pour la délibération sur le règlement définitif de son budget intérieur pour l'exercice 1862, t. 2, p. 479.

2. — Formation du Sénat en comité secret pour la délibération sur son projet de budget intérieur, pour l'exercice 1864, t. 4, p. 363.

Commerce français. — Pétition du chevalier de Paravey relative aux intérêts du commerce français dans l'extrême Orient. — Rapport par M. le comte de Lesseps, t. 4, p. 749. — Ordre du jour.

Commissariat de la marine. — Pétition du sieur Vermot, relative aux pensions de retraite des officiers des services administratifs de la marine. — Rapport par M. Stourm, t. 3, p. 688. — Discussion : S. Ex. l'amiral Romain Desfossés, t. 3, p. 691, 698 ; MM. le Rapporteur, p. 698, 700 ; le baron Dupin, p. 697. — Renvoi au Ministre de la marine.

Commissions.

Commissions nommées pendant la session de 1863.

Première Commission des pétitions, t. 1, p. 30.

Deuxième Commission des pétitions, t. 1, p. 349.

Troisième Commission des pétitions, t. 2, p. 381.

Quatrième Commission des pétitions, t. 3, p. 355.

1. — Commission de comptabilité, t. 4, p. 31.

2. — Commission chargée de rédiger le projet d'Adresse, t. 1, p. 31.

3. — Commission chargée d'examiner le projet de Sénatus-consulte relatif au désaveu de paternité aux colonies, t. 1, p. 350.

4. — Commission chargée d'examiner la loi approuvant les clauses financières applicables à l'exécution des

chemins de fer de Napoléon-Vendée aux Sables-d'Olonne, et de Napoléon-Vendée à Bressuire, t. 1, p. 350.

5. — Commission chargée d'examiner deux lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 1, p. 351.

6. — Commission chargée d'examiner dix lois relatives à des changements de circonscriptions territoriales, t. 1, p. 351.

7. — Commission chargée d'examiner deux lois relatives à l'établissement de surtaxes et dix lois relatives à un emploi de fonds, à des emprunts et à des impositions extraordinaires, t. 1, p. 351.

8. — Commission chargée d'examiner une loi relative à un échange d'immeubles, t. 2, p. 2.

9. — Commission chargée d'examiner trois lois relatives à des délimitations de communes, t. 2, p. 2.

10. — Commission chargée d'examiner six lois relatives à un emploi de fonds, à des emprunts et à des impositions extraordinaires, t. 2, p. 2.

11. — Commission chargée d'examiner la loi relative à des suppléments de crédits pour l'exercice 1862, t. 2, p. 94.

12. — Commission chargée d'examiner la loi relative au règlement définitif du budget de l'exercice 1859, t. 2, p. 94.

13. — Commission chargée d'examiner le projet de Sénatus-consulte relatif à la constitution de la propriété en Algérie, dans les territoires occupés par les Arabes, t. 2, p. 136.

14. — Commission chargée d'examiner la loi relative à l'ouverture au ministère d'État, sur l'exercice 1863, d'un crédit de 30 000 fr. pour les dépenses des funérailles de S. Ém. le cardinal Morlot, t. 2, p. 136.

15. — Commission chargée d'examiner la loi relative à l'ouverture au budget de la Légion-d'honneur, sur l'exercice 1862, d'un crédit de 26 000 fr. pour l'acquisition d'un immeuble, t. 2, p. 137.

16. — Commission chargée d'examiner une loi relative à l'établissement d'une surtaxe, t. 2, p. 137.

17. — Commission chargée d'examiner une loi relative à un échange d'immeubles, t. 2, p. 138.

18. — Commission chargée d'examiner trois lois relatives à des délimitations de communes, t. 2, p. 138.

19. — Commission chargée d'examiner six lois relatives à des emprunts et à des impositions extraordinaires, t. 2, p. 138.

20. — Commission chargée d'examiner la loi relative à l'ouverture au ministère de la guerre, sur l'exercice 1863, d'un crédit de 2 260 000 fr. pour acquisitions de terrains et travaux neufs dans les établissements militaires, t. 2, p. 176.

21. — Commission chargée d'examiner trois lois relatives à des emprunts et à des impositions extraordinaires, t. 2, p. 176.

22. — Commission chargée d'examiner la loi relative à la création d'une cinquième chambre civile à la Cour impériale de Paris, t. 2, p. 381.

23. — Commission chargée d'examiner une loi relative à un échange d'immeubles, t. 2, p. 382.

24. — Commission chargée d'examiner une loi relative à une nouvelle délimitation de communes, t. 2 p. 382.

25. — Commission chargée d'examiner une loi relative à une imposition extraordinaire, t. 2, p. 383.

26. — Commission chargée d'examiner la loi relative à un appel de 100 000 hommes sur la classe de 1863, t. 3, p. 5.

27. — Commission chargée d'examiner la loi relative à l'ouverture au ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur l'exercice 1863, d'un crédit de 300 000 fr. pour les dépenses concernant la section française de l'Exposition universelle de Londres, et à l'annulation de pareille somme sur l'exercice 1862, t. 3, p. 6.

28. — Commission chargée d'examiner vingt-et-une lois relatives à l'établissement d'une surtaxe, à une délimi-

tation de communes, à des emplois de fonds, à des emprunts et à des impositions extraordinaires, t. 3, p. 6.

29. — Commission chargée d'examiner la loi approuvant les stipulations financières contenues dans une convention relative à l'exécution d'un service postal entre Nice et la Corse, t. 3, p. 104.

30. — Commission chargée d'examiner la loi portant approbation des articles 2 et 4 d'une convention relative à l'exécution d'un chemin de fer de Sathonay à Bourg, et à un dessèchement d'étangs dans la Dombes, t. 3, p. 104.

31. — Commission chargée d'examiner deux lois relatives à des emprunts et à des impositions extraordinaires, t. 3, p. 105.

32. — Commission chargée d'examiner le projet de Sénatus-consulte autorisant un échange entre la Liste civile et M. Barthe, Sénateur, premier président de la Cour des comptes, t. 3, p. 182.

33. — Commission chargée d'examiner la loi relative à la modification de plusieurs dispositions du Code pénal, t. 3, p. 500.

35. — Commission chargée d'examiner la loi relative à l'ouverture au Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur l'exercice 1862, d'un crédit de 70 000 fr., pour contrôle et surveillance des chemins de fer, t. 3, p. 500.

35. — Commission chargée d'examiner vingt lois relatives à des délimitations de communes, à des emprunts, à des impositions extraordinaires et à des emplois de fonds, t. 3, p. 501.

36. — Commission chargée d'examiner la loi relative à l'exécution d'un chemin de fer de Perpignan à Prades, t. 3, p. 616.

37. — Commission chargée d'examiner la loi relative à la modification des articles 27 et 28 du Code de commerce, t. 3, p. 616.

38. — Commission chargée d'examiner la loi relative à l'organisation du cadre de l'état-major général de l'armée navale, t. 3, p. 616.

39.—Commission chargée d'examiner douze lois relatives à l'établissement de surtaxes, à des emprunts, à des impositions extraordinaires et à un emploi de fonds, t. 3, p. 617.

40. — Commission chargée d'examiner la loi relative à des emplois de fonds par le département de la Seine, t. 4, p. 2.

41. — Commission chargée d'examiner trois lois relatives à des emprunts et à des impositions extraordinaires, t. 4, p. 3.

42. — Commission chargée d'examiner trois lois relatives : la première, au budget ordinaire de l'exercice 1864 ; la deuxième, au budget extraordinaire du même exercice ; la troisième, aux suppléments de crédits de l'exercice 1863, t. 4, p. 122.

43. — Commission chargée d'examiner la loi relative à l'établissement d'une taxe supplémentaire sur les lettres expédiées après les levées générales, t. 4, p. 122.

44. — Commission chargée d'examiner la loi relative à la dérogation au paragraphe 1^{er} de l'article 429 et à l'article 431 du Code d'instruction criminelle, en ce qui concerne le ressort de la Cour impériale d'Alger, t. 4, p. 122.

45. — Commission chargée d'examiner douze lois relatives à l'établissement de surtaxes, à l'érection d'une nouvelle commune, à des emplois de fonds, à des emprunts et à des impositions extraordinaires, t. 4, p. 123.

46. — Commission chargée d'examiner les lois qui approuvent des articles de conventions passées entre le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et diverses compagnies de chemins de fer, t. 4, p. 279.

47. — Commission chargée d'examiner la loi relative aux douanes, t. 4, p. 280.

48. — Commission chargée d'examiner dix lois relatives : 1^o au rachat de divers canaux ; 2^o au rachat des droits attribués à la compagnie du pont de Bordeaux ; 3^o au rachat du péage du pont de Triport, sur la Marne, t. 4, p. 280.

49. — Commission chargée d'examiner des lois relatives à une cession et à des échanges d'immeubles, t. 4, p. 280.

50. — Commission chargée d'examiner des lois relatives à l'établissement de surtaxes, à des délimitations de communes, à des emplois de fonds, à des emprunts et à des impositions extraordinaires, t. 4, p. 281.

52. — Commission chargée d'examiner deux lois relatives : 1^o à la modification du titre VI du livre I^{er} du Code de commerce; 2^o aux Sociétés à responsabilité limitée, t. 4, p. 371.

51. — Commission chargée d'examiner la loi relative à l'ouverture au Ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1863, d'un crédit de 1 200 000 fr. en faveur des localités où l'industrie cotonnière est en souffrance, t. 4, p. 372.

53. — Commission chargée d'examiner la loi portant ouverture au Ministre d'État, sur l'exercice 1863, d'un crédit extraordinaire de 345 000 fr. pour les dépenses de l'Exposition des œuvres des artistes vivants, t. 4, p. 372.

54. — Commission chargée d'examiner la loi ayant pour objet de modifier le mode de perception du droit de tonnage dans les ports de l'Algérie, t. 4, p. 539.

55. — Commission chargée d'examiner la loi relative à l'instruction des flagrants délits devant les tribunaux correctionnels, t. 4, p. 539.

56. — Commission chargée d'examiner la loi relative à la correspondance télégraphique privée, t. 4, p. 540.

57. — Commission chargée d'examiner la loi portant prorogation de la prohibition du port d'armes en Corse, t. 4, p. 540.

58. — Commission chargée d'examiner la loi relative au règlement définitif du budget de l'exercice 1860, t. 4, p. 540.

Communes. — Pétition de l'abbé Larrieu, demandant que le Gouvernement subvienne plus largement aux charges des

communes. — Rapport par M. Amédée Thayer, t. 2, p. 644.
— Ordre du jour.

Concours régionaux. — (Voy. Agriculture, n° 4.)

Concurrence. — Pétition du sieur Soucasse, se plaignant de la concurrence que font certains corps enseignants aux marchands patentés, par la revente en détail de différents objets nécessaires aux élèves. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 41. — Ordre du jour.

Conseil de guerre. — (Voy. Jugements, n° 3.)

Conservation d'actes. — Pétition du sieur Perrin, demandant la création dans chaque arrondissement, d'un dépôt où serait envoyée une expédition de tous les actes notariés. — Rapport par M. Ferdinand Barrot, t. 1, p. 406. — Ordre du jour.

Constitution. — Pétition de M. Darimon, Député, demandant l'interprétation de l'article 42, en ce qui concerne le droit de discussion, par la presse, des débats législatifs, et dénonçant, comme inconstitutionnelle, une communication verbale faite aux journaux par le Ministre de l'intérieur. — Rapport par M. le vicomte de La Guéronnière, t. 3, p. 214. — Texte de la pétition, t. 3, p. 267. — Discussion : MM. Tourangin, p. 270, 285; le Rapporteur, p. 277; le premier président de Royer, p. 293; le baron Dupin, p. 298. — Ordre du jour sur la question d'interprétation; question préalable sur l'inconstitutionnalité.

Consulats. — Pétition du sieur Billon demandant réparation d'un préjudice que le chancelier du consulat de France, à Bahia, lui aurait occasionné, en 1860. — Rapport par M. le comte de Lesseps, t. 3, p. 678. — Ordre du jour.

CONTI (M.), *Conseiller d'État.* — Assiste, en qualité de Commissaire du Gouvernement, à la délibération de la loi portant dérogation au paragraphe 1^{er} de l'article 429 et à l'article 431 du Code d'instruction criminelle, en ce qui concerne le ressort de la Cour impériale d'Alger, t. 4, p. 286.

Contingent. — Loi relative à un appel de 100 000 hommes

sur la classe de 1863, pour le recrutement des armées de terre et de mer. — (*Voy.* Appel du contingent.)

CORDOEN (M.), *Conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de Commissaire du Gouvernement, à la délibération de la loi relative à la création d'une cinquième chambre civile à la Cour impériale de Paris, t. 2, p. 443; — de la loi relative à la modification de plusieurs dispositions du Code pénal, t. 3, p. 622; — de la loi relative à l'instruction des flagrants délits devant les tribunaux correctionnels, t. 4, p. 668.

CORMENIN (M. le vicomte DE), *Conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de Commissaire du Gouvernement, à la délibération de lois d'intérêt local, t. 4, p. 291.

CORNUDET (M.), *Conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de Commissaire du Gouvernement, à la délibération de la loi relative à la modification des articles 27 et 28 du Code de commerce, t. 4, p. 40; — de sept lois approbatives des conventions passées entre le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et diverses compagnies de chemins de fer, t. 4, p. 541.

Cote personnelle et mobilière. — Pétition du sieur Ludé relative au dégrèvement de la cote personnelle et mobilière en faveur des petits contribuables. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 2, p. 76. — Observation de MM. le comte Boulay de la Meurthe, p. 85, le Rapporteur, p. 86. — Ajournement de la discussion. — Discussion: MM. le Rapporteur, t. 2, p. 143, le comte Boulay de la Meurthe, p. 144. — Renvoi au Ministre des finances.

Coton.

1. — Loi portant ouverture, sur l'exercice 1863, d'un crédit de 5 millions de fr. en faveur des localités où l'industrie cotonnière est en souffrance. — (*Voy.* Crédits, n° 1.)

2. — Loi qui ouvre, sur l'exercice 1863, au Ministre de l'intérieur, un crédit extraordinaire de 1 200 000 fr., applicable aux localités où l'industrie cotonnière est en souffrance. — (*Voy.* Crédits, n° 9.)

3. — (*Voy.* Ouvriers cotonniers.)

Cour impériale d'Alger. — Loi portant dérogation au paragraphe 1^{er} de l'article 429 et à l'article 431 du Code d'instruction criminelle; en ce qui concerne le ressort de la Cour impériale d'Alger. — (Voy. Code d'instruction criminelle.)

Cour impériale de Paris. — Loi relative à la création d'une cinquième chambre civile à la Cour impériale de Paris; t. 2, p. 375. — Rapport par M. Chaix-d'Est-Ange, t. 2, p. 445. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 2, p. 449.

Cours d'eau. — (Voy. Rivières.)

COUSIN-MONTAUBAN, comte DE PALIKAO (M. le général). — Prend part au vote dans les séances des 29 janvier; 25, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 23, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé Membre de la Commission chargée d'examiner le projet de Sénatus-consulte relatif à la constitution de la propriété en Algérie, dans les territoires occupés par les Arabes, t. 2, p. 136; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à un appel de 100 000 hommes sur la classe de 1863, t. 3, p. 8. — Est entendu dans la discussion générale sur le projet de Sénatus-consulte relatif à la constitution de la propriété en Algérie, dans les territoires occupés par les Arabes, t. 3, p. 76; — sur une pétition du sieur de Sercey, qui demande le renvoi à la Cour de cassation d'un jugement prononcé contre lui par un conseil de guerre, t. 4, p. 637.

GRAMAYEL (M. le général marquis DE). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier. — Fait un rapport de pétition, t. 1, p. 186.

Décédé, le 6 février 1863.

Créances.

1. — Pétition du sieur Crouzet, réclamant une créance sur l'État pour entreprise de convois militaires en 1792 et 1793. — Rapport par M. Lefebvre-Duruflé, t. 1, p. 326. — Discussion : MM. le baron de Heeckeren, t. 1, p. 342, 344; le marquis de Boissy, p. 343; le Président, *ibid.*, le

baron Brenier, *ibid.*; le Rapporteur, p. 344. — Ordre du jour.

2. — Pétition de Mme la comtesse du Hallet réclamant une créance sur l'État pour transports militaires à l'armée du Rhin et de la Moselle. — Rapport par M. Stourm, t. 1, p. 536. — Ordre du jour.

3. — Pétition de l'abbé Blondeau de Sivory réclamant le remboursement d'une somme avancée en l'an XIII, par son père, au 23^e léger. — Rapport par M. Stourm, t. 3, p. 550. — Ordre du jour.

4. — Pétition du sieur Toutan se plaignant de ne pouvoir obtenir de l'État le remboursement d'une somme qu'il prétend lui être due pour avances et arriéré de solde de 1813 à 1815. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 598. — Ordre du jour.

Crédits.

1. — Loi portant ouverture, sur l'exercice 1863, d'un crédit de 5 millions de fr. en faveur des localités où l'industrie cotonnière est en souffrance, t. 1, p. 47 — Vote d'urgence, t. 1, p. 48. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 1, p. 50.

2. — Loi relative à des suppléments de crédits pour l'exercice 1862, t. 2, p. 4. — Rapport par M. le comte de Casabianca, t. 2, p. 434. — Discussion : MM. le marquis d'Andiffret, t. 2, p. 512; le baron Brenier, p. 519; Achille Fould, p. 526; le Rapporteur, p. 539. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, p. 546.

3. — Loi portant ouverture au Ministre d'État, sur l'exercice 1863, d'un crédit de 30 000 fr., applicable aux dépenses des funérailles de S. Ém. le cardinal Morlot, t. 2, p. 97. — Rapport par M. de Ladoucette, t. 2, p. 449. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 2, p. 452.

4. Loi portant ouverture au budget de la Légion-d'honneur d'un crédit de 26 000 fr. sur l'exercice 1863, t. 2, p. 97. — Rapport par M. le général comte de Goyon, t. 2, p. 453. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 2, p. 456.

5. — Loi tendant à ouvrir au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1863, un crédit de 2 260 000 fr., pour acquisitions de terrains et travaux neufs dans les établissements militaires, t. 2, p. 173. — Rapport par M. le général comte de Goyon, t. 2, p. 547. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 2, p. 557.

6. — Loi ouvrant au Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur l'exercice 1863, un crédit de 3 000 000 fr., pour les dépenses concernant la section française à l'Exposition universelle de Londres, et annulant pareille somme sur l'exercice 1862, t. 2, p. 573. — Rapport par M. le comte Boulay de la Meurthe, t. 3, p. 188. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 3, p. 191.

7. — Loi portant ouverture au Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur l'exercice 1862, d'un crédit de 70 000 fr., pour contrôle et surveillance des chemins de fer, t. 3, p. 390. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 3, p. 542. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 3, p. 547.

8. — Loi sur les suppléments de crédits de l'exercice 1863. — (*Voy. Budget, n° 4.*)

9. — Loi qui ouvre, sur l'exercice 1863, au Ministre de l'intérieur, un crédit extraordinaire de 1 200 000 fr., applicable aux localités où l'industrie cotonnière est en souffrance, t. 4, p. 324. — Rapport par M. le baron Ernest Leroy, t. 4, p. 419. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 422.

10. — Loi qui ouvre au Ministre d'État un crédit extraordinaire de 345 000 fr., sur l'exercice 1863, pour les dépenses de l'Exposition des œuvres des artistes vivants, t. 4, p. 324. — Rapport par M. Mérinée, t. 4, p. 660. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 663.

CROIX (M. le marquis DE). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 23, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai.

CUVIER (M.), *Conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de Com-

missaire du Gouvernement, à la délibération de la loi relative à la correspondance télégraphique privée, t. 4, p. 673.

D

DARISTE (M.). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21 mars; 13, 15, 21, 25, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé Membre de la Commission chargée d'examiner le projet de Sénatus-consulte relatif au désaveu de paternité aux colonies, t. 1, p. 350; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative au règlement définitif du budget de l'exercice 1859, t. 2, p. 94; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'ouverture au ministère d'État, sur l'exercice 1863, d'un crédit de 30 000 fr. pour les dépenses des funérailles de S. Ém. le cardinal Morlot, t. 2, p. 137; — de la Commission chargée d'examiner la loi portant approbation des articles 2 et 4 d'une convention relative à l'exécution du chemin de fer de Sathonay à Bourg, et à un dessèchement d'étangs dans la Dombes, t. 3, p. 104; — de la Commission chargée d'examiner le projet de Sénatus-consulte autorisant un échange entre la Liste civile et M. Barthe, t. 3, p. 182; — de la 4^e Commission des pétitions, t. 3, p. 355; — de Commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 3, p. 617; t. 4, p. 2; — de la Commission chargée d'examiner trois lois relatives : la première, au budget ordinaire de l'exercice 1864; la deuxième, au budget extraordinaire du même exercice; la troisième, aux suppléments de crédits de l'exercice 1863, t. 4, p. 122; — de la Commission chargée d'examiner les lois qui approuvent les conventions passées entre le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et diverses compagnies de chemins de fer, t. 4, p. 280; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'ouverture au Ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1863, d'un crédit de 1 200 000 fr. en faveur des localités où l'industrie cotonnière est en souffrance, t. 4, p. 372; — de la Commission chargée d'examiner la loi ayant pour objet de modifier le mode de perception du droit de tonnage dans les ports de l'Algé-

rie, t. 4, p. 539. — Fait un rapport sur une loi d'intérêt local, t. 4, p. 423; — sur la loi relative au droit de tonnage dans les ports de l'Algérie, t. 4, p. 663. — Demande l'ajournement de la discussion sur une pétition relative à l'insuffisance des fonds appliqués aux dépenses obligatoires des départements, t. 1, p. 325. — Est entendu dans la discussion sur cette pétition, t. 1, p. 447.

DARRICAU (M.), *Conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de Commissaire du Gouvernement, à la lecture du rapport sur la loi relative aux suppléments de crédits de l'exercice 1862, t. 2, p. 434; — à la délibération de cette loi, t. 2, p. 541; — de la loi qui tend à ouvrir au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1863, un crédit de 2 260 000 fr., pour acquisitions de terrains et travaux neufs dans les établissements militaires, t. 2, p. 546; — à la lecture du rapport sur le projet de Sénatus-consulte relatif à la constitution de la propriété en Algérie, dans les territoires occupés par les Arabes, t. 2, p. 618; — à la délibération de ce projet, t. 3, p. 18, 105; — de la loi relative à un appel de 100 000 hommes sur la classe de 1863, t. 3, p. 183.

DAUMAS (M. le général). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier. — Est entendu dans la discussion sur le § 10 du projet d'Adresse (*Algérie*), t. 1, p. 157, 168.

Décentralisation. — Pétition du sieur Demetz-Noblat, présentant des considérations sur la décentralisation et sur les circonscriptions administratives. — Rapport par M. Ferdinand Barrot, t. 2, p. 299. — Dépôt au Bureau des renseignements.

Décès de sénateurs survenus depuis la dernière session : *Voy.* BARTHE (le premier président), CASTELLANE (le maréchal comte de), CRAMAYEL (le général marquis de), HUGON (le général baron), LA ROCHELAMBERT (le marquis de), MORLOT (le cardinal), ORDENER (le général comte), ROSTOLAN (le général de), VILLENEUVE DE CHENONCEAUX (le comte de).

Décès.

1. — Pétition de quatre habitants de Paris, présentant comme insuffisantes les mesures prises pour constater les

décès, et demandant l'incinération des corps. — Rapport par M. Ferdinand Barrot, t. 1, p. 384. — Discussion : MM. Tourangin, t. 1, p. 384, 385 ; le Rapporteur, p. 384 ; Amédée Thayer, p. 386. — Ordre du jour.

2. — Pétition de la société académique de Saint-Quentin, demandant que les décès soient constatés à domicile par un délégué de l'officier de l'état civil. — Rapport par M. Amédée Thayer, t. 4, p. 448. — Renvoi au Ministre de la justice et au Ministre de l'intérieur.

Décrets de l'Empereur.

1. — Décret portant convocation du Sénat et du Corps législatif pour le 12 janvier 1863, t. 1, p. 18.

2. — Décrets portant nomination des Président et Vice-présidents du Sénat pour l'année 1863, t. 1, p. 18, 19.

3. — Décret portant élévation à la dignité de Sénateur, de M. Chaix d'Est-Ange, t. 1, p. 20.

4. — Décret portant désignation des Commissaires du Gouvernement chargés de soutenir la discussion de l'Adresse devant le Sénat et le Corps législatif, t. 1, p. 34.

5. — Décret portant désignation des Commissaires du Gouvernement chargés de soutenir la discussion du projet de Sénatus-consulte qui déclare applicable aux colonies la loi du 6 décembre 1850, sur le désaveu de paternité en cas de séparation de corps prononcée ou même demandée, t. 1, p. 240.

6. — Décret portant désignation des Commissaires du Gouvernement chargés de soutenir la discussion du projet de Sénatus-consulte relatif à la constitution de la propriété en Algérie, dans les territoires occupés par les Arabes, t. 2, p. 17.

7. — Décret portant désignation des Commissaires du Gouvernement chargés de soutenir la discussion du projet de Sénatus-consulte relatif à un échange d'immeubles entre la Liste civile et M. Barthe, Sénateur, premier président de la Cour des comptes, t. 3, p. 7.

8. — Décret qui adjoint M. Mercier-Lacombe aux Commissaires du Gouvernement déjà désignés pour soutenir la discussion du projet de Sénatus-consulte relatif à a con-

stitution de la propriété en Algérie, dans les territoires occupés par les Arabes, t. 3, p. 17.

9. — Décret prononçant la clôture de la session, t. 4, p. 753.

DELANGLE (M.). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 28 février; 17, 19, 21 mars; 13, 15, 25, 28 avril; 5, 8 mai.

Dénis de justice.

1. — Pétition du sieur Schmitt, renouvelant ses plaintes contre un prétendu déni de justice. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 577. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Jobredot se plaignant du refus fait par le procureur-général de la Cour de Dijon, de lui prêter son appui dans un procès qu'il voulait intenter sans l'assistance de son conseil judiciaire. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 592. — Ordre du jour.

3. — Pétition du sieur Lucien Mennechet prétendant qu'il ne peut obtenir l'accès des tribunaux. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 593. — Ordre du jour.

Dépossession. — Pétition de la dame veuve Vial et du sieur Mabilon réclamant contre la dépossession sans indemnité d'une maison adossée aux remparts d'Avignon. — Rapport par M. Larabit, t. 3, p. 713. — Ordre du jour.

Dépôts et consignation (Caisse des). — (*Voy. Caisses, etc.*)

Députation chargée de présenter l'Adresse à Sa Majesté. — Tirage au sort, t. 1, p. 175. — Réception aux Tuileries, t. 1, p. 177.

Députés. — Pétition demandant l'annulation du décret du 29 décembre 1862, qui fixe le nombre des Députés au Corps législatif. — Rapport par M. le vicomte de La Guéronnière, t. 4, p. 693. — Question préalable.

Dérivation. — Pétition de dix maires du département de l'Yonne, réclamant contre la dérivation des sources de la Vanne, pour le service de la ville de Paris. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 1, p. 223. — Observations de M. Lefebvre-Durullé, *ibid.* — Renvoi au Ministre de l'Agriculture, du commerce et des travaux publics.

DESFOSSÉS (S. Ex. l'amiral ROMAIN). — Prend part au vote dans les séances des 29; 30 janvier; 25, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 25 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé président du 3^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 380. — Est nommé Membre de la Commission chargée de rédiger le projet d'Adresse, t. 1, p. 32; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'organisation du cadre de l'état major général de l'armée navale, t. 3, p. 616. — Fait un rapport sur cette loi, t. 4, p. 45. — Est entendu dans la discussion sur une pétition réclamant, pour les officiers du commissariat et de l'inspection de la marine, la faculté d'obtenir la retraite après vingt-cinq ans de service, en cas d'infirmité, t. 3, p. 691, 698, 701.

Dessèchement. — Loi relative à un dessèchement d'étangs dans la Dombes, et à l'établissement d'un chemin de fer de Sathonay à Bourg. — (*Voy. Chemins de fer, n° 2.*)

Dessèchement. — Pétition du sieur Monnier signalant, comme portant atteinte à l'inviolabilité de la propriété, les lois et règlements appliqués pour le dessèchement des étangs dans le département de l'Ain. — Rapport par M. Mallet, t. 4, p. 182. — Ordre du jour.

Desservants. — Pétition de l'abbé Gerlié demandant : 1^o qu'un tribunal ecclésiastique soit chargée de prononcer sur les questions qui se rattachent à l'amoovibilité des desservants; 2^o que le *Moniteur* soit envoyé gratuitement à tous les desservants. — Rapport par M. Tourangin, t. 1, p. 643. — Ordre du jour.

Destruction du gibier. — (*Voy. Braconnage.*)

Dimanches et jours fériés. — Pétition de dix inspecteurs généraux et ingénieurs en chef des ponts et chaussées, etc., demandant que les travaux soient interrompus le dimanche et les jours fériés sur les chantiers de l'État. — Rapport par M. Amédée Thayer, t. 4, p. 456. — Discussion : MM. Michel Chevalier, t. 4, p. 474, 477, 478; M. Hubert-Delisle, p. 477. — Renvoi au Ministre de l'intérieur, au Ministre d'État et au Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Divisions territoriales et administratives de la France. — Pétition présentant des considérations sur ces divisions. — (Foy. Décentralisation.)

Documents diplomatiques (Recueil de). — Dépôt, sur le bureau du Sénat, par S. Ex. M. Magne, *Ministre sans portefeuille*, t. 1, p. 22.

DONNER (S. Ém. le cardinal). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 348. — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier. — Est élu président du 5^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 30. — Est entendu dans la discussion sur une pétition relative à la loi sur la chasse, t. 1, p. 189.

Dons et legs. — Pétition du sieur Bories relative au droit dont sont frappés les dons et legs faits aux pauvres, aux hospices, etc. — Rapport par M. Stourm, t. 3, p. 551. — Ordre du jour.

DORÉ (M.). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 23, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 23, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé président du 1^{er} bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 380. — Est nommé Membre d'une Commission chargée d'examiner deux lois d'échanges d'immeubles, t. 1, p. 351; — de Commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 138; t. 4, p. 3; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'organisation du cadre de l'état-major général de l'armée navale, t. 3, p. 617.

Dotation de la Couronne — Atlas des propriétés composant la dotation immobilière de la Couronne. — Envoi par le Ministre des finances de trois volumes de cet atlas, destinés aux Archives du Sénat, t. 1, p. 22.

Douaire. — Pétition de la dame veuve Lavalard demandant le rétablissement du douaire dans notre législation. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 44. — Ordre du jour.

Douanes. — Loi sur les douanes, t. 4, p. 209. — Rapport par M. Stourm, t. 4, p. 402. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 406.

DUBOIS (M. le comte), *Conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de Commissaire du Gouvernement, à la délibération de la loi portant ouverture au Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur l'exercice 1862, d'un crédit de 70 000 fr., pour contrôle et surveillance des chemins de fer, t. 3, p. 542; — de sept lois approbatives des conventions passées entre le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et diverses compagnies de chemins de fer, t. 4, p. 541.

Duel. — Pétition des sieurs Labușan, Massies et Poutet demandant qu'une loi spéciale soit appliquée au duel. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 1, p. 619. — Ordre du jour.

DUMAS (M.). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 23, 28 avril; 1^{er}, 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé vice-président du 1^{er} bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 348. — Est nommé Membre de la 2^e Commission des pétitions, t. 1, p. 349; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'ouverture au ministère d'État, sur l'exercice 1863, d'un crédit de 30 000 fr. pour les dépenses des funérailles de S. Ém. le cardinal Morlot, t. 2, p. 136. — Fait un rapport de pétition, t. 4, p. 525. — Est entendu dans la discussion sur une pétition qui réclame contre l'introduction en franchise des fers et fontes destinés à la réexportation et contre le système des acquits à caution, t. 4, p. 599.

Dunes. — Pétition relative à l'ensemencement des dunes. — Rapport par M. le vicomte de Suleau, t. 3, p. 628. — Ordre du jour.

DUPIN (M. le baron). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 28 février; 12, 17, 21, 24 mars; 15, 21, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est désigné, par le sort, pour faire partie de la Commission chargée de vérifier la constitutionnalité d'un décret qui nomme un nouveau Sénateur, t. 1, p. 21. — Est nommé vice-président du 3^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 30; — président du 3^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 349; — vice-pré-

sident du 3^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 380; — président du 1^{er} bureau, 4^e organisation, t. 3, p. 354. — Est nommé Membre de la Commission chargée de rédiger le projet d'Adresse, t. 1, p. 31; — de la 2^e Commission des pétitions, t. 1, p. 349; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'ouverture au ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur l'exercice 1863, d'un crédit de 300 000 fr. pour les dépenses concernant la section française de l'Exposition universelle de Londres, et à l'annulation de pareille somme sur l'exercice 1862, t. 3, p. 6. — Fait un rapport sur des pétitions relatives à l'organisation de l'Algérie, t. 2, p. 482. — Est entendu dans la discussion générale sur le projet d'Adresse (*Position des catholiques en Prusse*), t. 1, p. 50; — dans un incident relatif à la légalisation des signatures apposées aux pétitions, t. 1, p. 371. — Son observation sur la nécessité, pour certaines catégories de pétitions, de ne pas nommer le pétitionnaire, t. 1, p. 318. — Est entendu, comme Rapporteur, dans la discussion sur des pétitions relatives à l'organisation de l'Algérie, t. 2, p. 613. — Soulève un incident relatif au compte rendu du rapport de M. le comte de Casabianca sur le projet de Sénatus-consulte relatif à l'Algérie, t. 3, p. 2. — Est entendu dans la discussion sur une pétition du sieur Houllbrèque qui réclame une indemnité pour la perte d'un navire affrété pour le compte de l'administration de la guerre, pendant la campagne de Crimée, t. 3, p. 256, 258; — sur une pétition de M. Darimon, qui prie le Sénat d'user de son droit d'initiative, pour déterminer, en ce qui concerne le droit de discussion, le sens précis de l'article 42 de la Constitution, t. 3, p. 298; — sur une pétition réclamant, pour les officiers du commissariat et de l'inspection de la marine, la faculté d'obtenir la retraite après vingt-cinq ans de service, en cas d'infirmité, t. 3, p. 697.

DURIN (M. le procureur-général). — Prend part au vote dans les séances des 29 janvier; 28 février; 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 28 avril; 1^{er}, 2, 7, 8, 9 mai. — Est désigné, par le sort, pour faire partie de la députation chargée de présenter l'Adresse à Sa Majesté, t. 1, p. 175. — Est nommé Membre de la Commission chargée d'examiner le

projet de Sénatus-consulte relatif à la constitution de la propriété en Algérie, dans les territoires occupés par les Arabes, t. 2, p. 136. — Est entendu dans un incident relatif au compte rendu du rapport de M. le comte de Casabianca sur le Sénatus-consulte relatif à l'Algérie, t. 3, p. 4; — dans un incident à l'occasion d'un rapport collectif fait par M. le baron Haussmann sur soixante pétitions, t. 4, p. 604; — dans la discussion sur la pétition du sieur de Sercey qui demande le renvoi à la Cour de cassation d'un jugement prononcé contre lui par un conseil de guerre, t. 4, p. 653.

DUPUY DE LÔME (M.), *Conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de Commissaire du Gouvernement, à la lecture du rapport sur la loi relative aux suppléments de crédits de l'exercice 1862, t. 2, p. 434; — à la délibération de cette loi, t. 2, p. 341.

DUVENCIER (M.), *Conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de Commissaire du Gouvernement, à la délibération de la loi relative à la modification des articles 27 et 28 du Code de commerce, t. 4, p. 40; — de la loi relative aux douanes, t. 4, p. 402; — de la loi relative aux Sociétés à responsabilité limitée, t. 4, p. 535.

Eaux pluviales et ménagères. — (Voy. Égouts.)

Échanges d'immeubles.

1. — Loi relative à un échange de terrains entre l'état et le département du Pas-de-Calais, t. 1, p. 248. — Loi relative à un échange d'immeubles entre l'État et le sieur de Lauzon, t. 1, p. 265. — Rapport par M. le comte Boulay de la Meurthe, t. 1, p. 434. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 1, p. 437.

2. — Loi relative à un échange de terrains entre l'État et le comte de Morgan-Frucourt, t. 1, p. 376. — Rapport par M. le comte Boulay de la Meurthe, t. 2, p. 107. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 2, p. 110.

3. — Loi relative à un échange d'immeubles entre l'État et les consorts Dubois, t. 2, p. 104. — Rapport par

M. le duc de Tascher La Pagerie, t. 2, p. 460. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 2, p. 463.

4. — Loi relative à un échange d'immeubles entre l'État et le sieur Desboves, t. 2, p. 377. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 472. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 2, p. 474.

5. — Loi relative à un échange d'immeubles entre l'État et les époux Danus, t. 4, p. 250. — Loi relative à un échange d'immeubles entre l'État et les époux Guerreau, t. 4, p. 250. — Rapport par M. le général comte de Goyon, t. 4, p. 411. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 415.

6. — Loi relative à un échange d'immeubles entre l'État et les époux Moreau, t. 4, p. 398. — Loi relative à un échange d'immeubles entre l'État et le sieur Niguet, t. 4, p. 399. — Loi relative à un échange d'immeubles entre l'État et les époux Langlais, *ibid.* — Loi relative à un échange d'immeubles entre l'État et les hospices civils de Douai (Nord), t. 4, p. 400. — Loi relative à un échange d'immeubles entre l'État et le sieur Vignier, *ibid.* — Loi relative à un échange d'immeubles entre l'État et le duc Des Cars, t. 4, p. 401. — Rapport par M. le général comte de Goyon, t. 4, p. 560. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 564.

7. — Projet de Sénatus-consulte autorisant un échange d'immeubles entre la Liste civile et M. Barthe. — (*Voy.* Sénatus-consulte, n° 3.)

École des arts et manufactures. — Pétition du sieur Jullien demandant que le titre d'ingénieur civil soit exclusivement réservé aux détenteurs de diplômes de cette École. — Rapport par M. Mallet, t. 3, p. 329. — Ordre du jour.

Écoles. — Pétition du sieur Bougeault signalant les dangers des écoles mixtes. — Rapport par M. Amédée Thayer, t. 2, p. 645. — Ordre du jour.

Écoles du Gouvernement. — Pétition du sieur Dujardet, demandant l'admission gratuite dans ces écoles des jeunes

gens sans fortune. — Rapport par M. le baron de Chapuys-Montlaville, t. 3, p. 495. — Ordre du jour.

Église réformée. — Pétition du sieur de Coninck, demandant le rétablissement de l'organisation synodale. — Rapport par M. le vicomte de Suleau, t. 4, p. 647. — Renvoi au Ministre de l'instruction publique et des cultes.

Égouts. — Pétition des sieurs Pijou et Guiard, dénonçant, comme attentatoire au principe de l'inviolabilité de la propriété, l'article 6 du décret qui prescrit la conduite des eaux pluviales et ménagères dans les égouts. — Rapport par M. Mallet, t. 2, p. 54. — Ordre du jour.

Élections.

1. — Pétition de quarante-et-un habitants du département de l'Hérault, signalant une infraction à l'article 38 de la loi du 5 mai 1855, qui aurait eu lieu lors des dernières élections dans la commune de Pommerols. — Rapport par M. le vice-amiral comte Cécille, t. 4, p. 209. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Thévenot relative : 1^o à la propagande en matière d'élection ; 2^o demandant que la loi électorale soit réformée. — Rapport par M. Ferdinand Barrot, t. 4, p. 388. — Ordre du jour.

3. — Pétition de trente habitants de Marseille, présentant, comme contraires à la liberté électorale, certains faits qui se seraient passés lors de l'élection des membres du conseil général. — Rapport par M. Ferdinand Barrot, t. 4, p. 405. — Ordre du jour.

4. — Pétition du sieur Gabriel, se plaignant que le secret du vote électoral, tel qu'il se pratique aujourd'hui, ne soit pas observé. — Rapport par M. Gouillot de St-Germain, t. 4, p. 636. — Ordre du jour.

5. — Pétition du sieur Luce, demandant que les employés exposés à des déplacements puissent exercer leurs droits électoraux dans le lieu où ils se trouvent lors des élections. — Rapport par M. Ferdinand Barrot, t. 3, p. 140. — Ordre du jour.

ÉLIE DE BEAUMONT (M.). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25, 28 février; 12, 14, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 25, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé vice-président du 1^{er} bureau, 4^e organisation, t. 3, p. 354. — Est nommé Membre de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'exécution d'un chemin de fer de Perpignan à Prades, t. 3, p. 616; — de la Commission chargée d'examiner les lois qui approuvent les conventions passées entre le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et diverses compagnies de chemins de fer, t. 4, p. 279; — de la loi relative à la correspondance télégraphique privée, t. 4, p. 540. — Fait un rapport sur la loi relative au chemin de fer de Perpignan à Prades, t. 4, p. 34; — sur la loi relative à la télégraphie privée, t. 4, p. 674.

Employés des administrations publiques.

1. — Pétition du sieur Bouniol, demandant que les employés dont le traitement est inférieur à 2400 fr. puissent obtenir de l'avancement sur place. — Rapport par M. de Ladoucette, t. 3, p. 493. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Le Gougeux de Fontaine, demandant que le sort des petits employés des diverses administrations publiques soit amélioré. — Rapport par M. le baron de Chapuys-Montlaville, t. 4, p. 447. — Ordre du jour.

Emprunts et impositions extraordinaires.

1. — Loi relative à une imposition et à un emploi de fonds par le département de la Haute-Garonne, t. 1, p. 248. — Loi relative à un emprunt par la ville d'Épinal (Vosges), t. 1, p. 249. — Loi relative à un emploi de fonds par le département des Côtes-du-Nord, t. 1, p. 253. — Loi relative à une imposition par le département du Gard, t. 1, p. 253. — Loi relative à un emprunt et à une imposition par le département de la Marne, t. 1, p. 254. — Loi relative à un emprunt et à une imposition par le département du Morbihan, t. 1, p. 255. — Loi relative à une imposition par le département des Pyrénées-Orientales, t. 1, p. 256. — Loi relative à un emprunt par la ville d'Armentières (Nord), t. 1, p. 257. — Loi relative à la perception, à partir de 1863, par la ville de Draguignan (Var), d'une

imposition déjà autorisée, t. 1, p. 257. — Loi relative à un emprunt et à une imposition par la ville de Flers (Orne), t. 1, p. 258. — Loi relative à un emprunt par la ville de Granville (Manche), t. 1, p. 259. — Loi relative à un emprunt par la ville de Lille (Nord), t. 1, p. 259. — Rapport par M. Lefebvre-Duruflé, t. 1, p. 442. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 1, p. 447.

2. — Loi relative à une imposition par le département de la Côte-d'Or, t. 1, p. 369. — Loi relative à des emprunts et à des impositions par le département de la Dordogne, t. 1, p. 369. — Loi relative à un emprunt et à une imposition par le département des Hautes-Alpes, t. 1, p. 374. — Loi relative à un emploi de fonds par le département de la Meurthe, t. 1, p. 372. — Loi relative à des emprunts et à des impositions par le département de la Nièvre, t. 1, p. 372. — Loi relative à une imposition par la ville de Castres (Tarn), t. 1, p. 375. — Rapport par M. le comte de Lesseps, t. 2, p. 110. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 2, p. 115.

3. — Loi relative à une imposition par le département du Pas-de-Calais, t. 2, p. 98. — Loi relative à des emprunts et à des impositions par le département de la Seine-Inférieure, t. 2, p. 98. — Loi relative à une imposition par le département de Tarn-et-Garonne, t. 2, p. 100. — Loi relative à un emprunt et à une imposition par le département de la Vienne, t. 2, p. 100. — Loi relative à un emprunt par la ville de Lons-le-Saulnier (Jura), t. 2, p. 102. — Loi relative à un emprunt et à une imposition par la ville de Vire (Calvados), t. 2, p. 102. — Rapport par M. de Mésonan, t. 2, p. 463. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 2, p. 469.

4. — Loi relative à une imposition par le département de la Drôme, t. 2, p. 171. — Loi relative à une imposition par le département des Basses-Alpes, t. 2, p. 171. — Loi relative à un emprunt et à une imposition par la ville de Bourg (Ain), t. 2, p. 172. — Rapport par M. de Ladoucette, t. 2, p. 469. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 2, p. 472.

5. — Loi relative à une imposition par le département de la Haute-Loire, t. 2, p. 376. — Rapport par M. le

comte de Lesseps, t. 2, p. 477. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 2, p. 479.

6. — Loi relative à un emprunt par la ville de Napoléon-Vendée (Vendée), t. 2, p. 573. — Loi relative à un emprunt et à une imposition par la ville de Saint-Lô (Manche), t. 2, p. 574. — Loi relative à une imposition par le département du Gers, t. 2, p. 575. — Loi relative à un emprunt par la ville d'Ajaccio (Corse), t. 2, p. 579. — Loi relative à une imposition par le département d'Eure-et-Loir, t. 2, p. 580. — Loi relative à une imposition par le département d'Indre-et-Loire, t. 2, p. 580. — Loi relative à une imposition par le département du Lot, t. 2, p. 581. — Loi relative à une imposition par le département de la Haute-Saône, t. 2, p. 581. — Loi relative à un emploi de fonds par le département de l'Allier, t. 2, p. 583. — Loi relative à un emprunt, à une imposition et à un emploi de fonds par le département de l'Ariège, t. 2, p. 584. — Loi relative à un emprunt par le département de la Charente-Inférieure, t. 2, p. 585. — Loi relative à une imposition et à un emploi de fonds par le département de l'Indre, t. 2, p. 586. — Loi relative à un emprunt et à une imposition par le département de la Loire-Inférieure, t. 2, p. 587. — Loi relative à une imposition par la ville de Bordeaux (Gironde), t. 2, p. 588. — Loi relative à un emprunt et à une imposition par la ville de Lodève (Hérault), t. 2, p. 588. — Loi relative à un emprunt et à une imposition par la ville de Lorient (Morbihan), t. 2, p. 589. — Loi relative à un emprunt par la ville du Mans (Sarthe), t. 2, p. 590. — Loi relative à un emprunt et à un emploi de fonds par la ville de la Rochelle (Charente-Inférieure), t. 2, p. 591. — Loi relative à un emprunt et à une imposition par la ville de Saint-Étienne (Loire), t. 2, p. 592. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 3, p. 191. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 3, p. 200.

7. — Loi relative à un emprunt et à des impositions par le département du Jura, t. 3, p. 15. — Loi relative à un emprunt et à une imposition par la ville de Nevers (Nièvre), t. 3, p. 16. — Rapport par M. le comte de Lesseps, t. 3,

p. 211. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 3, p. 214.

8. — Loi relative à un emprunt et à une imposition par le département de l'Aisne, t. 3, p. 390. — Loi relative à des impositions par le département des Ardennes, t. 3, p. 391. — Loi portant modification des conditions d'un emprunt à contracter par le département de la Corrèze auprès du Crédit foncier de France (commission de 40 centimes pour 100 ajoutée à l'intérêt de 3 pour 100), t. 3, p. 392. — Loi relative à un emprunt et à une imposition par le département de la Gironde, t. 3, p. 393. — Loi relative à des impositions par le département de l'Hérault, t. 3, p. 394. — Loi relative à des impositions et à un emploi de fonds par le département d'Ille-et-Vilaine, t. 3, p. 395. — Loi relative à un emprunt et à une imposition par le département du Loiret, t. 3, p. 396. — Loi relative à un emprunt, à des impositions et à un emploi de fonds par le département de la Manche, t. 3, p. 397. — Loi relative à un emprunt, à une imposition et à un emploi de fonds par le département de la Marne, t. 3, p. 399. — Loi relative à des impositions et à un emploi de fonds par le département du Nord, t. 3, p. 400. — Loi relative à des impositions par le département du Rhône, t. 3, p. 401. — Loi relative à une imposition par le département de la Sarthe, t. 3, p. 402. — Loi relative à un emprunt par la ville de Dijon (Côte-d'Or), t. 3, p. 402. — Loi relative à un emprunt et à une imposition par la ville de Lisieux (Calvados), t. 3, p. 403. — Loi relative à un emprunt par la ville de Roubaix (Nord), t. 3, p. 404. — Loi relative à un emprunt et à une imposition par la ville de Toulon (Var), t. 3, p. 404. — Loi relative à un emprunt par la ville de Tours (Indre-et-Loire), t. 3, p. 406. — Rapport par M. le baron de Chapuys-Montlaville, t. 3, p. 547. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 3, p. 550.

9. — Loi relative à un emploi de fonds par le département du Cher, t. 3, p. 504. — Loi relative à un emploi de fonds par le département de la Corse, t. 3, p. 504. — Loi relative à des impositions par le département de la Moselle, t. 3, p. 505. — Loi relative à un emprunt et à

une imposition par le département de la Seine-Inférieure, t. 3, p. 503. — Loi relative à un emprunt et à des impositions par le département de Vaucluse, t. 3, p. 506. — Loi relative à un emprunt par la ville de Béziers (Hérault), t. 3, p. 508. — Loi relative à un emprunt et à une imposition par la ville de Boulogne (Seine), t. 3, p. 509. — Loi relative à un emprunt par la ville de Castres (Tarn), t. 3, p. 510. — Loi relative à un emprunt et à une imposition par la ville de Laval (Mayenne), t. 3, p. 511. — Loi relative à un emprunt et à des impositions par la ville de Poitiers (Vienne), t. 3, p. 512. — Rapport par M. de Ladoucette, t. 4, p. 50. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 52.

10. — Loi relative à des emplois de fonds par le département de la Seine, t. 3, p. 618. — Rapport par M. Dariste, t. 4, p. 123. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 128.

11. — Loi relative à un emprunt, à une imposition et à un emploi de fonds par le département de Loir-et-Cher, t. 3, p. 619. — Loi relative à un emprunt et à une imposition par la ville de Blois (Loir-et-Cher), t. 3, p. 620. — Loi relative à un emprunt par la ville de Draguignan (Var), t. 3, p. 621. — Rapport par M. le comte de Grosolles-Flamarens, t. 4, p. 129. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 132.

12. — Loi relative à un emploi de fonds par le département de la Seine, t. 4, p. 23. — Loi relative à un emprunt par le département du Cantal, t. 4, p. 24. — Loi relative à un emprunt et à une imposition par le département des Deux-Sèvres, t. 4, p. 25. — Loi relative à des emprunts et à des impositions extraordinaires par le département de la Haute-Vienne, t. 4, p. 26. — Loi relative à une imposition par le département de l'Isère, t. 4, p. 28. — Loi relative à une imposition et à un emploi de fonds par le département de Seine-et-Oise, t. 4, p. 28. — Loi relative à un emploi de fonds et à une imposition par le département des Vosges, t. 4, p. 29. — Loi relative à un emprunt et à une imposition par la ville de Charleville (Ardennes), t. 4, p. 30. — Loi relative à un emprunt

par la ville de Moulins (Allier), t. 4, p. 31. — Rapport par M. le général comte de Goyon, t. 4, p. 291. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 297.

13. — Loi relative à des impositions par le département de l'Ain, t. 4, p. 251. — Loi relative à un emprunt et à une imposition par le département des Bouches-du-Rhône, t. 4, p. 251. — Loi relative à des emprunts et à des impositions par le département du Calvados, t. 4, p. 253. — Loi relative à une imposition par le département du Doubs, t. 4, p. 254. — Loi relative à un emprunt et à des impositions par le département de la Haute-Marne, t. 4, p. 255. — Loi relative à une imposition par le département du Haut-Rhin, t. 4, p. 256. — Loi relative à une imposition par le département de l'Hérault, t. 4, p. 236. — Loi relative à des impositions par le département du Puy-de-Dôme, t. 4, p. 257. — Loi relative à des impositions par le département de Saône-et-Loire, t. 4, p. 258. — Loi relative à un emprunt par la ville d'Aix (Bouches-du-Rhône), t. 4, p. 259. — Loi relative à un emprunt par la ville d'Alais (Gard), t. 4, p. 259. — Loi relative à un emprunt et à une imposition par la ville de Bordeaux (Gironde), t. 4, p. 260. — Loi relative à un emprunt par la ville de Bourg (Ain), t. 4, p. 261. — Loi relative à un emprunt et à une imposition par la ville de Falaise (Calvados), t. 4, p. 262. — Loi relative à un emprunt par la ville de Marseille (Bouches-du-Rhône), t. 4, p. 263. — Loi relative à un emprunt et à une imposition par la ville de Mulhouse (Haut-Rhin), t. 4, p. 264. — Loi relative à un emprunt et à une imposition par la ville de Nîmes (Gard), t. 4, p. 265. — Loi relative à un emprunt, à des impositions et à un emploi de fonds par le département de la Charente, t. 4, p. 275. — Loi relative à un emprunt et à une imposition par le département de l'Eure, t. 4, p. 277. — Loi relative à une prorogation d'imposition et à une imposition nouvelle par la ville de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), t. 4, p. 278. — Loi relative à un emprunt et à une imposition par la ville de Bayeux (Calvados), t. 4, p. 325. — Loi relative à un emprunt par la ville de Vire (Calvados), t. 4, p. 326. — Loi relative à un emprunt et à une

imposition par le département de la Loire, t. 4, p. 390. — Loi relative à une imposition par le département de la Moselle, t. 4, p. 390. — Loi relative à des impositions par le département de l'Yonne, t. 4, p. 392. — Loi relative à un emprunt par la ville de Colmar (Haut-Rhin), t. 4, p. 393. — Loi relative à un emprunt et à une imposition par la ville de Nantes (Loire-Inférieure), t. 4, p. 393. — Loi relative à un emprunt et à une imposition par la ville de Roanne (Loire), t. 4, p. 394. — Rapport par M. le baron de Chapuys-Montlaville, t. 4, p. 416. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 419.

Emprunts et impositions extraordinaires.

A. — *Liste des départements, au nombre de soixante-quatre, autorisés, pendant la session de 1863, à contracter des emprunts, à s'imposer extraordinairement ou à faire emploi de fonds précédemment votés.*

- Ain, t. 4, p. 251.
- Aisne, t. 3, p. 390.
- Allier, t. 2, p. 583.
- Alpes (Basses-), t. 2, p. 171.
- Alpes (Hautes-), t. 1, p. 574.
- Ardennes, t. 3, p. 391.
- Ariège, t. 2, p. 584.
- Bouches-du-Rhône, t. 4, p. 251.
- Calvados, t. 4, p. 253.
- Cantal, t. 4, p. 24.
- Charente, t. 4, p. 275.
- Charente-Inférieure, t. 2, p. 585.
- Cher, t. 3, p. 504.
- Corrèze, t. 3, p. 392.
- Corse, t. 3, p. 504.
- Côte-d'Or, t. 1, p. 569.
- Côtes-du-Nord, t. 1, p. 253.
- Deux-Sèvres, t. 4, p. 25.
- Dordogne, t. 1, p. 569.
- Doubs, t. 4, p. 254.
- Drôme, t. 2, p. 171.
- Eure, t. 4, p. 277.
- Eure-et-Loir, t. 2, p. 580.

- Gard, t. 1, p. 253.
Garonne (Haute-), t. 1, p. 248.
Gers, t. 2, p. 375.
Gironde, t. 3, p. 393.
Hérault, t. 3, p. 394; t. 4, p. 236.
Ille-et-Vilaine, t. 3, p. 395.
Indre, t. 2, p. 386.
Indre-et-Loire, t. 2, p. 580.
Isère, t. 4, p. 28.
Jura, t. 3, p. 16.
Loire, t. 4, p. 390.
Loire (Haute-), t. 2, p. 376.
Loire-Inférieure, t. 2, p. 587.
Loir-et-Cher, t. 3, p. 619.
Loiret, t. 3, p. 396.
Lot, t. 2, p. 581.
Manche, t. 3, p. 397.
Marne, t. 1, p. 254; t. 3, p. 399.
Marne (Haute-), t. 4, p. 255.
Meurthe, t. 1, p. 372.
Morbihan, t. 1, p. 253.
Moselle, t. 3, p. 503; t. 4, p. 390.
Nièvre, t. 1, p. 372.
Nord, t. 3, p. 400.
Pas-de-Calais, t. 2, p. 98.
Puy-de-Dôme, t. 4, p. 257.
Pyrénées-Orientales, t. 1, p. 256.
Rhin (Haut-), t. 4, p. 256.
Rhône, t. 3, p. 401.
Saône (Haute-), t. 2, p. 581.
Saône-et-Loire, t. 4, p. 258.
Sarthe, t. 3, p. 402.
Seine, t. 3, p. 618; t. 4, p. 23.
Seine-Inférieure, t. 2, p. 98; t. 3, p. 505.
Seine-et-Oise, t. 4, p. 28.
Tarn-et-Garonne, t. 2, p. 100.
Vaucluse, t. 3, p. 506.
Vienne, t. 2, p. 100.
Vienne (Haute-), t. 4, p. 26.
Vosges, t. 4, p. 29.
Yonne, t. 4, p. 392.

B. — *Liste des villes, au nombre de quarante-trois, autorisées, pendant la session de 1863, à contracter des emprunts, à s'imposer extraordinairement ou à faire emploi de fonds précédemment votés.*

- Aix (Bouches-du-Rhône), t. 4, p. 259.
 Ajaccio (Corse), t. 2, p. 579.
 Alais (Gard), t. 4, p. 259.
 Armentières (Nord), t. 1, p. 257.
 Bayeux (Calvados), t. 4, p. 325.
 Béziers (Hérault), t. 3, p. 508.
 Blois (Loir-et-Cher), t. 3, p. 620.
 Bordeaux (Gironde), t. 2, p. 588; t. 4, p. 260.
 Boulogne (Seine), t. 3, p. 509.
 Bourg (Ain), t. 2, p. 172; t. 4, p. 261.
 Castres (Tarn), t. 1, p. 575; t. 3, p. 510.
 Charleville (Ardennes), t. 4, p. 30.
 Colmar (Haut-Rhin), t. 4, p. 393.
 Dijon (Côte-d'Or), t. 3, p. 402.
 Dragnignan (Var), t. 1, p. 257; t. 3, p. 621.
 Épinal (Vosges), t. 1, p. 249.
 Falaise (Calvados), t. 4, p. 262.
 Flers (Orne), t. 1, p. 258.
 Granville (Manche), t. 1, p. 259.
 La Rochelle (Charente-Inférieure), t. 2, p. 591.
 Laval (Mayenne), t. 3, p. 511.
 Le Mans (Sarthe), t. 2, p. 590.
 Lille (Nord), t. 1, p. 259.
 Lisieux (Calvados), t. 3, p. 403.
 Lodève (Hérault), t. 2, p. 588.
 Lons-le-Saulnier (Jura), t. 2, p. 102.
 Lorient (Morbihan), t. 2, p. 589.
 Marseille (Bouches-du-Rhône), t. 4, p. 263.
 Moulins (Allier), t. 4, p. 31.
 Mulhouse (Haut-Rhin), t. 4, p. 264.
 Nantes (Loire-Inférieure), t. 4, p. 393.
 Napoléon-Vendée (Vendée), t. 2, p. 573.
 Nevers (Nièvre), t. 3, p. 16.
 Nîmes (Gard), t. 4, p. 265.
 Poitiers (Vienne), t. 3, p. 512.
 Roanne (Loire), t. 4, p. 394.

- Roubaix (Nord), t. 3, p. 404.
 Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), t. 4, p. 278.
 Saint-Étienne (Loire), t. 2, p. 592.
 Saint-Lô (Manche), t. 2, p. 574.
 Toulon (Var), t. 3, p. 404.
 Tours (Indre-et-Loire), t. 3, p. 406.
 Vire (Calvados), t. 2, p. 102; t. 4, p. 326.

Enfants assistés. — Pétition de M. l'abbé Rivière présentant un projet de fondation en faveur des orphelins et des enfants assistés. — Rapport par M. de Ladoucette, t. 1, p. 521. — Observations de M. Amédée Thayer, t. 1, p. 524. — Dépôt au Bureau des renseignements.

Engrais. — Pétition d'habitants de Marguerittes (Gard) relative à l'exposition, dans les rues, de la litière destinée à être convertie en engrais. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 65. — Discussion : MM. le général marquis de Castelbajac, t. 2, p. 68; le Rapporteur, p. 69. — Ordre du jour.

Enquête (Demande d').

1. — Pétition du sieur Denucé, ancien maire, demandant qu'il soit procédé à une enquête sur des dénonciations qui pourraient nuire à sa considération. — Rapport par M. le baron de Lacrosse, t. 4, p. 521. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Cahier demandant qu'il soit procédé à une enquête sur des imputations qu'il adresse contre des hommes notables de la ville du Havre. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 575. — Ordre du jour.

Enregistrement. — Pétition du sieur Casabianca, conservateur des hypothèques, se plaignant d'une décision prise, pendant son congé, par l'administration de l'Enregistrement, au sujet de la gestion provisoire de son office. — Rapport par M. Tourangin, t. 1, p. 640. — Ordre du jour.

Enseignement.

1. — Pétition du sieur Fabre demandant qu'une plus grande extension soit donnée à la liberté d'enseignement. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 1, p. 548. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Larginière demandant la remise en vigueur de la loi du 18 juin 1833 et sa substitution à la loi du 13 mars 1850, à l'effet de favoriser l'instruction primaire. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 1, p. 530. — Ordre du jour.

3. — Pétition du sieur Chambonneau demandant que tout licencié ou bachelier puisse se livrer à l'enseignement. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 1, p. 531. — Ordre du jour.

4. — Pétition du sieur Béguinot demandant l'établissement d'une école primaire supérieure et d'une bibliothèque dans chaque chef-lieu de canton. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 1, p. 532. — Ordre du jour.

5. — Pétition du sieur Boismartel réclamant la modification de la législation sur l'enseignement primaire. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 1, p. 533. — Ordre du jour.

6. — Pétition du sieur Thévenot demandant que l'étude du Code civil et du Code rural figure dans le programme de l'enseignement primaire. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 1, p. 534. — Ordre du jour.

7. — Pétition du sieur Brandouly relative à des améliorations à apporter à l'enseignement primaire, et demandant l'augmentation du traitement des instituteurs. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 3, p. 439. — Dépôt au Bureau des renseignements.

8. — Pétition du sieur Loraille relative à l'enseignement donné dans les institutions privées. — Rapport par M. le comte de Lesseps, t. 4, p. 163. — Ordre du jour.

9. — Pétitions d'habitants de Mulhouse et de Montbéliard demandant que l'enseignement primaire soit rendu obligatoire. — Rapport par M. le baron de Chapuys-Montlaville, t. 4, p. 440. — Ordre du jour.

10. — Pétition du sieur Falconetti demandant que, dans les écoles primaires, l'enseignement moral soit séparé de l'enseignement religieux, et que ce dernier soit déclaré purement facultatif. — Rapport par M. le baron de Lacroix, t. 4, p. 514. — Ordre du jour.

11. — Pétition du sieur Guiraudon signalant, comme une violation de la loi sur l'enseignement élémentaire, l'empêchement qu'une personne aurait éprouvé pour ouvrir une école. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 386. — Ordre du jour.

Enseignes. — Pétition demandant que tout commerçant soit tenu de mettre son nom sur son enseigne. — Rapport par M. le baron de Lacrosse, t. 4, p. 168. — Ordre du jour.

ESPEUILLES (M. le marquis d'). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 33. — Prend part au vote dans les séances des 3, 8, 9 mai.

Étangs. — Loi portant approbation des articles 2 et 4 d'une convention relative à l'exécution d'un chemin de fer de Sathonay à Bourg, et à un dessèchement d'étangs dans la Dombes. — (*Voy.* Chemins de fer, n° 2.)

État civil. — Pétition du sieur Aubrespy signalant la négligence avec laquelle les registres de l'état civil sont tenus dans certaines communes. — Rapport par M. Amédée Thayer, t. 3, p. 471. — Ordre du jour.

Étrangers.

1. — Incident sur le droit de pétition exercé par les étrangers : MM. le marquis de Boissy, t. 2, p. 143, 157; le Président, p. 143, 158. — Question réservée. — Rapport par M. le premier président de Royer, t. 3, p. 644. — Discussion : MM. le marquis de Boissy, t. 4, p. 53; Stourm, p. 66; le général comte de Goyon, p. 76; Hubert-Delisle, p. 78; le marquis de Lavalette, p. 83; le Rapporteur, p. 89, 113; Tourangin, p. 107; S. Ex. M. Baroche, *Ministre, Président du Conseil d'État*, p. 111, 114. — Ordre du jour.

2. — Pétition de M. le comte de Palys demandant que les étrangers ne soient plus admis à visiter les arsenaux et les places de guerre français. — Rapport par M. le baron Brenier, t. 2, p. 160. — Renvoi au Ministre de la guerre et au Ministre de la marine.

Excuses.

Liste de MM. les Sénateurs qui se sont excusés de ne pouvoir assister aux séances.

Pour le service de l'Empereur :

MM.

- BARAGUEY D'HILLIERS (le maréchal comte), t. 1, p. 174 ; t. 3, p. 179.
- CANROBERT (le maréchal), t. 1, p. 174 ; t. 2, p. 431 ; t. 3, p. 179.
- DAUMAS (le général), t. 2, p. 431 ; t. 3, p. 179.
- FLAHAULT (le général comte DE), t. 1, p. 174.
- FORCADE LA ROQUETTE (DE) t. 2, p. 431 ; t. 3, p. 179.
- FOREY (le général), t. 1, p. 174 ; t. 2, p. 431 ; t. 3, p. 179.
- GOYON (le général comte DE), t. 2, p. 571 ; t. 3, p. 7.
- GROS (le baron), t. 1, p. 23, 174 ; t. 2, p. 431 ; t. 3, p. 179.
- LEROY (le baron ERNEST), t. 3, p. 179.
- MAC-MAHON, duc DE MAGENTA (le maréchal DE), t. 1, p. 174.
- MAUPAS (DE), t. 1, p. 32, 174 ; t. 3, p. 179.
- NIEL (le maréchal), t. 1, p. 32, 174 ; t. 2, p. 431 ; t. 3, p. 179.
- PÉLISSIER, duc DE MALAKOFF (le maréchal), t. 1, p. 174 ; t. 2, p. 431 ; t. 3, p. 179.
- PIÉTRI, t. 2, p. 431 ; t. 3, p. 180.
- RENAULT (le général baron), t. 1, p. 174 ; t. 2, p. 431.
- RICAULT DE GENOUILLY (le vice-amiral), t. 1, p. 174 ; t. 2, p. 431 ; t. 3, p. 180.
- TURGOT (le marquis), t. 1, p. 174 ; t. 2, p. 431 ; t. 3, p. 180.
- VAISSÉ, t. 1, p. 24, 174 ; t. 3, p. 180.

Pour causes justifiées :

MM.

- BARTHE (le premier président), t. 1, p. 24.
- BEAUVAU (le prince DE), t. 1, p. 175 ; t. 3, p. 180.
- BILLET (S. Ém. le cardinal), t. 1, p. 175, 490 ; t. 2, p. 431 ; t. 3, p. 180.
- BONALD (S. Ém. le cardinal DE) t. 1, p. 175 ; t. 2, p. 431 ; t. 3, p. 180.

- BOURNOLLY (le général DE), t. 1, p. 175; t. 2, p. 431; t. 3, p. 180.
- BRETEUIL (le comte DE), t. 1, p. 175; t. 2, p. 431; t. 3, p. 180.
- CHAPUYS-MONTLAVILLE (le baron DE), t. 1, p. 45, 175.
- DONNET (S. Ém. le cardinal), t. 1, p. 348; t. 2, p. 431; t. 3, p. 180.
- ESPEUILLES (le marquis D'), t. 1, p. 33, 175; t. 2, p. 431; t. 3, p. 180.
- FLAHAULT (le général comte DE), t. 2, p. 431.
- FOURMENT (le baron DE) t. 1, p. 175; t. 2, p. 431; t. 3, p. 180.
- GABRIAC (le marquis DE), t. 1, p. 175.
- GOUSSET (S. Ém. le cardinal), t. 2, p. 431; t. 3, p. 180.
- GRANGE (le marquis DE LA), t. 1, p. 175.
- GROUCHY (le général marquis DE), t. 2, p. 383, 431; t. 3, p. 180.
- HAMELIN (l'amiral), t. 1, p. 175.
- HERMAN, t. 1, p. 25, 175; t. 2, p. 431; t. 3, p. 180.
- INGRES, t. 1, p. 33, 175; t. 3, p. 7, 180.
- LA FORCE (le duc DE), t. 1, p. 45, 175.
- LA ROCHEJAQUELEIN (le marquis DE), t. 1, p. 25; t. 3, p. 180.
- LAVALETTE (le marquis DE), t. 2, p. 176, 431.
- LEMERCIER (le comte), t. 3, p. 180.
- LÉTANG (le général baron), t. 1, p. 175; t. 2, p. 431; t. 3, p. 180.
- MATHIEU (S. Ém. le cardinal), t. 1, p. 44, 175; t. 2, p. 431.
- MÉRIMÉE, t. 1, p. 145, 175.
- MONTREAL (le général DE), t. 1, p. 33, 175.
- MORTEMART (le général duc DE), t. 1, p. 238.
- ORNANO (le maréchal comte D'), t. 1, p. 175; t. 2, p. 431; t. 3, p. 180.
- ROGUET (le général comte), t. 4, p. 206.
- SÉCUR-D'AGUESSEAU (le comte DE), t. 1, p. 25.
- VIGENCE (le duc DE), t. 1, p. 34, 175; t. 2, p. 431.
- VINCENT (le baron DE), t. 1, p. 26, 175; t. 2, p. 431; t. 3, p. 180.

Exposé de la situation de l'Empire. — Dépôt, sur le

bureau du Sénat, par S. Ex. M. Magne, *Ministre sans portefeuille*, t. 1, p. 22.

Exposition de Londres.

1. — Loi ouvrant au Ministre de l'Agriculture, du commerce et des travaux publics, sur l'exercice 1863, un crédit de 300 000 fr., pour les dépenses concernant la section française à l'Exposition universelle de Londres, et annulant pareille somme sur l'exercice 1862. — (*Voy. Crédits*, n° 6.)

2. — Lettre de M. le Commissaire général de l'Exposition, qui annonce que les *Rapports des jurys français sur l'Exposition universelle de 1862*, seront mis à la disposition de MM. les Sénateurs, t. 4, p. 3.

Exposition des œuvres des artistes vivants. — Loi qui ouvre au Ministre d'État, sur l'exercice 1863, un crédit extraordinaire de 345 000 fr., pour les dépenses de l'Exposition. — (*Voy. Crédits*, n° 10.)

F

Factures. — Pétition du sieur Alfred Bing, demandant que toute facture reconnue puisse, comme la lettre de change, être transmise ou escomptée légalement. — Rapport par M. Lefebvre-Duruffé, t. 1, p. 221. — Ordre du jour.

Faillites.

1. — Pétitions du sieur Rolland et du sieur Madillac demandant la modification de la loi sur les faillites. — Rapport par M. Lefebvre-Duruffé, t. 4, p. 150. — Ordre du jour.

2. — Pétition de cinq commerçants, à Saint-Antoine, sur le même sujet. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 584. — Ordre du jour.

FAYAT (M. FERDINAND). — Prend part au vote dans les séances des 30 janvier; 25, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21 mars; 13, 15 avril.

Fers et fontes. — Pétition de vingt-six maîtres de forges et marchands de fer, se plaignant de l'application des décrets concernant l'introduction en franchise des fers destinés à la réexportation. — Rapport par M. Mallet, t. 1, p. 503. — Demande d'ajournement de la discussion : MM. le marquis de Boissy, p. 509; le comte de La Riboisière, p. 511. Ajournement. — Discussion : MM. le comte de La Riboisière, t. 1, p. 579, 592, 594; Michel Chevalier, p. 583, 593, 594; le marquis de Boissy, p. 595; Dumas, p. 599; le comte de Beaumont, p. 605; Rouher, p. 607. — Ordre du jour.

Flagrants délits. — Loi sur l'instruction des flagrants délits devant les tribunaux correctionnels, t. 4, p. 526. — Rapport par M. Chaix d'Est-Ange, t. 4, p. 668. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 673.

FLAHAULT (M. général comte de). — Prend part au vote dans les séances des 13, 15, 25, 28 avril; 1^{er}, 2^e, 3, 7, 8, 9 mai.

FLANDIN (M.), Conseiller d'État. — Assiste, en qualité de Commissaire du Gouvernement, à la délibération de lois d'intérêt local, t. 4, p. 123, 129.

Fonds commun. — Pétition du sieur Marquis, relative à l'insuffisance des fonds affectés aux dépenses obligatoires des départements. — Rapport par M. de Ladoucette, t. 1, p. 309. — Ajournement de la discussion sur la demande de MM. Dariste et Tourangin, t. 1, p. 325. — Discussion : MM. Dariste, t. 1, p. 447; le comte de Beaumont, p. 454; le duc de Padoue, p. 455; Le Roy de Saint-Arnaud, p. 462; le comte Boulay de la Meurthe, p. 465; S. Ex. M. Baroche, *Ministre, Président du Conseil d'État*, p. 470. — Renvoi au de l'intérieur et au Ministre des finances.

FORCADE LA ROQUETTE (M. DE). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25 février. — Est appelé au Bureau, pour siéger comme Secrétaire provisoire à la séance du 13 janvier 1863, t. 4, p. 17. — Est nommé secrétaire du 4^e bureau, 1^{re} organisation, t. 4, p. 30. — Est nommé Membre de la Commission de comptabilité, t. 1,

p. 31; — de la Commission chargée de rédiger le projet d'Adresse, t. 1, p. 32. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 204, 275. — Est entendu dans la discussion sur le § 6 du projet d'Adresse (*Mexique*), t. 1, p. 94.

FOREY (M. le général). — Absent pour le service de l'Empereur.

FOULD (M. ACHILLE). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25 février; 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 23, 28 avril; 1^{er}, 5, 7, 8, 9 mai. — Est entendu dans la discussion sur la loi relative aux suppléments de crédits de l'exercice 1862, t. 2, p. 526. — Réclame, à l'occasion du procès-verbal lu à la séance du 8 avril, contre une interruption au discours de M. le marquis de La Rochejaquelein sur la Pologne, qui lui a été attribuée à tort par le *Moniteur*, t. 2, p. 570.

FRANQUEVILLE (M. DE), *Conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de Commissaire du Gouvernement, à la délibération de la loi portant ouverture, sur l'exercice 1863, d'un crédit de 5 millions de fr. en faveur des localités où l'industrie cotonnière est en souffrance, t. 1, p. 48; — de sept lois approbatives des conventions passées entre le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et diverses compagnies de chemins de fer, t. 4, p. 541.

Fruits. — Pétition du sieur Robin demandant la réduction des droits sur l'entrée et la vente des fruits communs. — Rapport par M. Ferdinand Barrot, t. 1, p. 387. — Ordre du jour.

Fumeurs. — Pétitions signalant les inconvénients de l'habitude qu'on a prise de fumer dans les convois de chemin de fer, et demandant des mesures spéciales. — (*Voy. Chemins de fer*, n° 6.)

Fûts. — Pétition du sieur Chapuys demandant qu'un règlement d'administration publique fixe d'une manière uniforme la contenance des fûts destinés à recevoir les liquides. — Rapport par M. Lefebvre-Durufilé, t. 1, p. 218. — Renvoi au Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

G

GABRIAC (M. le marquis DE). — Prend part au vote dans les séances des 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 23, 28 avril; 1^{er}, 2, 3, 7, 8, 9 mai. — Est nommé Membre de la Commission chargée d'examiner la loi relative aux douanes, t. 4, p. 280.

Gages. — 1^{re} partie d'une pétition des sieurs Dargent, Baraguet et Wanschooten, demandant l'abolition de l'article 1781 du Code civil, qui concerne la foi accordée en justice à la déclaration du maître pour la quotité des gages et le paiement des salaires. — Rapport par M. de Forcade La Roquette, t. 1, p. 275. — Ordre du jour.

Garde nationale. — Pétition, signée Brouillard, demandant que la garde nationale de Saint-Quentin soit supprimée. — Rapport par M. le vice-amiral Charner, t. 4, p. 729. — Ordre du jour. — Renvoi au Ministre de la justice pour la découverte et la poursuite du pétitionnaire anonyme.

Gardes champêtres. — Pétition du sieur Séguevesses présentant des considérations en faveur de l'embrigadement des gardes champêtres. — Rapport par M. le général marquis de Castelbajac, t. 1, p. 535. — Renvoi au Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au Ministre de l'intérieur.

GASC (M.), Conseiller d'État. — Assiste, en qualité de Commissaire du Gouvernement, à la délibération de lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 2, p. 460, 472.

GAUDIN (M.), Conseiller d'État. — Assiste, en qualité de Commissaire du Gouvernement, à la délibération de la loi portant approbation des articles 2 et 4 d'une convention relative à l'exécution d'un chemin de fer de Sathonay à Bourg, et à un dessèchement d'étangs dans la Dombes, t. 3, p. 204; — de sept lois portant approbation des conventions passées entre le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et diverses compagnies de chemins de fer, t. 4, p. 541.

GAUTIER (M.), *Conseiller d'État.* — Assiste, en qualité de Commissaire du Gouvernement, à la lecture du rapport sur le projet de Sénatus-consulte relatif à un échange entre la Liste civile et M. Barthe, t. 3, p. 263; — à la délibération de ce projet, t. 3, p. 409.

Géomètres. — Pétition demandant qu'un corps d'ingénieurs géomètres soit organisé. — Rapport par M. Larabit, t. 4, p. 188. — Ordre du jour.

GEMEAU (M. le général). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25 février; 17, 19, 24 mars; 13, 15, 21, 25, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est désigné, par le sort, pour faire partie de la députation chargée de présenter l'Adresse à Sa Majesté, t. 1, p. 175. — Est entendu dans la discussion sur le § 7 du projet d'Adresse (*Italie; Question romaine*), t. 1, p. 115.

GIRARDIN (M. le marquis ERNEST DE). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25 février; 12, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 25, 28 avril; 1^{er}, 5, 7, 8, 9 mai.

GODELLE (M.), *Conseiller d'État.* — Assiste, en qualité de Commissaire du Gouvernement, à la lecture du rapport sur la loi relative aux suppléments de crédits de l'exercice 1862, t. 2, p. 434; — à la délibération de cette loi, t. 2, p. 511; — de la loi portant ouverture au Ministre d'État, sur l'exercice 1863, d'un crédit de 30 000 fr., applicable aux dépenses des funérailles de S. Ém. le cardinal Morlot, t. 2, p. 449.

GOMEL (M.), *Conseiller d'État.* — Assiste, en qualité de Commissaire du Gouvernement, à la délibération de lois d'intérêt local, t. 1, p. 438; 442; t. 2, p. 110, 118.

GOULROT DE SAINT-GERMAIN (M. DE), — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 25, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé Membre de la 1^{re} Commission des pétitions, t. 1, p. 30; — de Commissions chargées d'examiner des lois d'échanges d'immeubles, t. 1, p. 351; t. 2, p. 382; — d'une Commission chargée d'examiner des

lois d'intérêt local, t. 2, p. 137; — de la Commission chargée d'examiner la loi portant approbation des articles 2 et 4 d'une convention relative à l'exécution d'un chemin de fer de Sathonay à Bourg, et à un dessèchement d'étangs dans la Dombes, t. 3, p. 104; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'ouverture au Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux Publics, sur l'exercice 1862, d'un crédit de 70 000 fr., pour contrôle et surveillance des chemins de fer, t. 3, p. 501; — de la Commission chargée d'examiner trois lois relatives : la première, au budget ordinaire de l'exercice 1864; la deuxième, au budget extraordinaire du même exercice; la troisième, aux suppléments de crédits de l'exercice 1863, t. 4, p. 122; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative aux douanes, t. 4, p. 280; — de la Commission chargée d'examiner la loi portant ouverture au Ministre d'État, sur l'exercice 1863, d'un crédit extraordinaire de 345 000 fr. pour les dépenses de l'Exposition des œuvres des artistes vivants, t. 4, p. 372; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative au règlement définitif du budget de l'exercice 1860, t. 4, p. 541. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 618, 636; t. 2, p. 76, 120; t. 3, p. 447, 591, 701. — Fait un rapport sur la loi qui ouvre un crédit de 70 000 fr. pour le contrôle et la surveillance des chemins de fer, t. 3, p. 542. — Est entendu dans la discussion, comme Rapporteur, sur une pétition relative à un dégrèvement partiel de la cote personnelle et mobilière, t. 2, p. 86, 143.

Gousset (S. Em. le cardinal). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier.

Goron (M. le général comte de), *l'un des Vice-Secrétaires*. — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 2, p. 571; t. 3, p. 7. — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 25, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est élu Vice-Secrétaire pour l'année 1863, t. 1, p. 27. — Est nommé Membre de la Commission chargée d'examiner la loi approuvant les clauses financières applicables à l'exécution des chemins de fer de Napoléon-Vendée aux Sa-

bles-d'Olonne, et de Napoléon-Vendée à Bressuire, t. 1, p. 350; — de Commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 2; t. 4, p. 123; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'ouverture au budget de la Légion-d'honneur (exercice 1862) d'un crédit de 26 000 fr., t. 2, p. 137; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'ouverture au ministère de la guerre, sur l'exercice 1863, d'un crédit de 2 260 000 fr. pour acquisitions de terrains et travaux neufs dans les établissements militaires, t. 2, p. 176; — de la 4^e Commission des pétitions, t. 3, p. 55; — d'une Commission chargée d'examiner des lois relatives à une cession et à des échanges d'immeubles, t. 4, p. 281. — Fait un rapport sur la loi relative aux chemins de fer de Napoléon-Vendée, t. 1, p. 429; — sur la loi relative à un crédit au budget de la Légion-d'honneur, t. 2, p. 453; — sur la loi relative à un crédit au ministère de la guerre pour acquisitions de terrains et travaux neufs dans les établissements militaires t. 2, p. 547; — sur des lois d'intérêt local, t. 4, p. 291; — sur des lois d'échanges d'immeubles, t. 4, p. 411, 560. — Est entendu dans la discussion sur une pétition réservée lors de la discussion sur les pétitions relatives à la Pologne (exercice du droit de pétition par les étrangers), t. 4, p. 76.

GRANGE (M. le général comte DE LA). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 25 avril; 1^{er}, 5, 7, 8, 9 mai.

GRANGE (M. le marquis DE LA). — Prend part au vote dans les séances des 29 janvier; 25, 28 février; 12, 14, 19, 21, 24 mars; 13, 15 avril. — Est désigné, par le sort, pour faire partie de la députation chargée de présenter l'Adresse à Sa Majesté, t. 1, p. 175. — Est nommé Membre de la Commission de comptabilité, t. 1, p. 31; — de la Commission chargée d'examiner le projet de Sénatus-consulte relatif au désaveu de paternité aux colonies, t. 1, p. 350.

Greffiers de justice de paix.

1. — Pétition du sieur Chatron demandant, en faveur des greffiers, la révision complète du tarif des frais de

procédure de justice de paix. — Rapport par M. le premier président de Royer, t. 2, p. 129. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Gibassier demandant : 1^o la révision du tarif de 1807; 2^o que les fonctions de commissaires de police, ainsi que la surveillance des gardes champêtres du canton, soient confiées aux greffiers. — Rapport par M. le premier président de Royer, t. 2, p. 129. — Ordre du jour.

GRAVEL (M. le vice-amiral baron). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 23, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 23, 28 avril; 1^{er} mai. — Est nommé vice-président du 4^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 381; — vice-président du 3^e bureau, 4^e organisation, t. 3, p. 354.

GRAS (M. le baron). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 23. — Absent pour le service de l'Empereur.

GROSSOLLES-FLAMARENS (M. le comte DE). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 23, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 23, 28 avril; 1^{er}, 2, 3, 7, 8, 9 mai. — Est nommé vice-secrétaire du 1^{er} bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 29; — vice-secrétaire du 4^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 349; — vice-secrétaire du 3^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 380; — secrétaire du 5^e bureau, 4^e organisation, t. 3, p. 354. — Est nommé Membre de Commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 1, p. 352; t. 2, p. 2, 138, 176; t. 3, p. 6; t. 4, p. 3, 123; — d'une Commission chargée d'examiner une loi relative à un échange d'immeubles, t. 2, p. 382; — de la Commission chargée d'examiner la loi approuvant les stipulations financières contenues dans une convention relative à l'exécution d'un service postal entre Nice et la Corse, t. 3, p. 104; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'ouverture au Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur l'exercice 1862, d'un crédit de 70 000 fr., pour contrôle et surveillance des chemins de fer, t. 3, p. 501; — de la Commission chargée d'examiner la loi re-

lative à l'établissement d'un chemin de fer de Perpignan à Prades, t. 3, p. 616; — de la Commission chargée d'examiner dix lois relatives : 1° au rachat de divers canaux; 2° au rachat des droits attribués à la compagnie du pont de Bordeaux; 3° au rachat du péage du pont de Trilport, sur la Marne, t. 4, p. 280; — de la Commission chargée d'examiner la loi portant ouverture au ministère d'État, sur l'exercice 1863, d'un crédit extraordinaire de 345 000 fr. pour les dépenses de l'Exposition des œuvres des artistes vivants, t. 4, p. 372; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à la correspondance télégraphique privée, t. 4, p. 540.

GROUCHY (M. le général marquis DE). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 2, p. 383. — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25 février; 14, 17 mars. — Est désigné, par le sort, pour faire partie de la députation chargée de présenter l'Adresse à Sa Majesté, t. 1, p. 173. — Est nommé Membre de la 2^e Commission des pétitions, t. 1, p. 349. — Fait des rapports de pétitions, t. 2, p. 121.

GUES-VILLER (M. le général). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 23, 28 avril; 1^{er}, 2, 3, 7, 8, 9 mai. — Est nommé Membre d'une Commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 4, p. 123.

H

HAMELIN (S. Ex. l'amiral). — Prend part au vote dans les séances des 19 mars; 13 avril.

Hannetons. — (Voy. Vers blancs.)

HAUSSMANN (M. le baron). — Prend part au vote dans les séances des 30 janvier; 23 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 23, 28 avril; 1^{er}, 2, 3, 7, 8, 9 mai. — Est nommé secrétaire du 2^e bureau, 4^e organisation, t. 3, p. 354. — Est nommé Membre de la 1^{re} Commission des pétitions, t. 1, p. 30; — d'une Commission chargée

d'examiner des lois d'intérêt local, t. 1, p. 351; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative au règlement définitif du budget de l'exercice 1859, t. 2, p. 94. — Fait des rapports de pétitions, t. 4, p. 565. — Est entendu dans la discussion sur les pétitions relatives à la Pologne (*Question préjudicielle relative au droit de pétition exercé par les étrangers*), t. 2, p. 192. — Explique le retard apporté au rapport sur une pétition d'habitants d'une commune du département de la Haute Saône, t. 3, p. 350. — Est entendu, comme Rapporteur, sur une pétition du sieur de Sércey, qui demande le renvoi à la Cour de cassation d'un jugement prononcé contre lui par un conseil de guerre, t. 4, p. 643.

HAUTPOUL (M. le général marquis d'), *l'un des Grands-dignitaires du Sénat, Grand-référendaire*. — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 23, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 18, 21, 23, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé vice-président du 1^{er} bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 29; — président du 2^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 348; — vice-président du 2^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 380; — vice-président du 4^e bureau, 4^e organisation, t. 3, p. 354. — Est nommé Membre de la Commission chargée de rédiger le projet d'Adresse; t. 1, p. 31; — d'une Commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 1, p. 351; — de la Commission chargée d'examiner le projet de Sénatus-consulte relatif à la constitution de la propriété en Algérie, dans les territoires occupés par les Arabes, t. 2, p. 136; — de la 3^e Commission des pétitions, t. 2, p. 381; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à un appel de 100 000 hommes sur la classe de 1863, t. 3, p. 5; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative au chemin de fer de Perpignan à Prades, t. 3, p. 616; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'ouverture au Ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1863, d'un crédit de 1 200 000 fr. en faveur des localités où l'industrie cotonnière est en souffrance, t. 4, p. 372. — Fait un rapport sur la loi relative à un appel de 100 000 hommes sur la classe de 1863, t. 3, p. 183. — Fait des rapports de pétitions, t. 3, p. 667; t. 4, p. 730. — Est entendu

dans la discussion sur le § 10 du projet d'Adresse (*Algérie*), t. 1, p. 168.

HECKEREN (M. le baron DE), *l'un des Secrétaires élus*. — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 23 février; 12, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 25, 28 avril; 1^{er}, 2, 3, 8, 9 mai. — Est élu Secrétaire pour l'année 1863, t. 1, p. 27. — Est entendu dans la discussion sur une pétition qui réclame de l'État une créance pour fournitures militaires faites en 1792 et 1793, t. 1, p. 342; — sur des pétitions demandant qu'il soit interdit de fumer dans les wagons des chemins de fer, t. 3, p. 713, 715.

HERMAN (M.). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 25.

HEURTIER (M.), *Conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de Commissaire du Gouvernement, à la délibération de la loi ouvrant au Ministre de l'Agriculture, du commerce et des travaux publics, sur l'exercice 1863, un crédit de 300 000 fr. pour les dépenses concernant la section française à l'Exposition universelle de Londres, et annulant pareille somme sur l'exercice 1862, t. 3, p. 187.

Hommage au Sénat. — Par S. A. le Prince Louis-Lucien Bonaparte, de la suite de ses publications, en 1862, t. 1, p. 44.

HUBERT-DELSILE (M.). — Prend part au vote dans les séances des 30 janvier; 23 février; 12, 14, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 23, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé secrétaire du 1^{er} bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 29. — Est nommé Membre de la 4^e Commission des pétitions, t. 3, p. 353; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à la modification de divers articles du Code pénal, t. 3, p. 500; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à la modification des articles 27 et 28 du Code de commerce, t. 3, p. 616; — d'une Commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 4, p. 3; — de la Commission chargée d'examiner deux lois relatives : 1^o à la modification du titre VI du livre I^{er} du Code de commerce; 2^o aux Sociétés à responsa-

bilité limitée, t. 4, p. 374; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à la télégraphie privée, t. 4, p. 540. — Est entendu dans la discussion sur une pétition du sieur Houllbrèque qui réclame une indemnité pour la perte d'un navire affrété pour le compte de l'administration de la guerre, pendant la campagne de Crimée, t. 3, p. 233, 250; — sur une pétition réservée lors de la discussion sur les pétitions relatives à la Pologne (exercice du droit de pétition par les étrangers), t. 4, p. 78; — sur une pétition relative à l'interdiction du travail du dimanche, t. 4, p. 477.

HUCON (M. le vice-amiral baron).

Décédé le 1^{er} décembre 1862.

Huissiers. — Pétition du sieur Auclerc, se plaignant de l'insuffisance de la somme qui a été fixée, comme indemnité, à raison de la suppression de son office. — Rapport par M. Bonjean, t. 4, p. 193. — Ordre du jour.

HUSSON (M. le général). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 25, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est entendu dans la discussion sur le § 6 du projet d'Adresse (*Mexique*), t. 4, p. 92.

Hypothèques. — Pétition du sieur Moulin proposant la création de *greffiers des hypothèques*, et présentant des considérations sur la publicité hypothécaire. — Rapport par M. Bonjean, t. 4, p. 358. — Dépôt au Bureau des renseignements.

I

Incantité des personnes. — Pétition du sieur Delord demandant que l'identité des personnes soit établie à l'aide d'une inscription tatouée sur le bras des nouveau-nés. — Rapport par M. le baron de Lacrosse, t. 4, p. 171. — Ordre du jour.

Impositions. — Pétition du sieur Borelly se plaignant du silence du conseil général de son département, au sujet de ses réclamations contre les impositions qui grèvent une de

ses propriétés. — Rapport par M. le baron Haussman; t. 4, p. 588. — Ordre du jour.

Impôts.

1. — Pétition du sieur Boucher relative à l'application de l'impôt des portes et fenêtres, faite aux différents établissements industriels. — Rapport par M. Lefebvre-Durullé, t. 1, p. 216. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Luzet demandant la modification de la loi sur la taxe des chiens. — Rapport par M. Stourm, t. 2, p. 128. — Ordre du jour.

3. — Pétition du sieur Théroüanne réclamant contre l'application de la taxe sur les chiens, qu'il aurait été obligé de payer dans deux résidences différentes. — Rapport par M. le comte de Lesseps, t. 3, p. 674. — Ordre du jour.

4. — Pétition de l'abbé Maitral se plaignant d'avoir payé deux fois, par suite de mutation, l'impôt des portes et fenêtres. — Rapport par M. le baron de Lacrosse, t. 4, p. 170. — Ordre du jour.

5. — Pétition du sieur Prévost de Sauly demandant que les maires des communes situées à plus de huit kilomètres du chef-lieu de canton soient exemptés de la taxe sur les chevaux et voitures. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 584. — Ordre du jour.

6. — Pétition du maire et de six conseillers municipaux d'Eauze se plaignant de l'inégale répartition de l'impôt foncier entre les arrondissements du département du Gers. — Rapport par M. le général marquis d'Hautpoul, t. 4, p. 737. — Ordre du jour.

Incinération. — Pétition demandant l'incinération des corps.
— (Voy. Décès, n° 1.)

Inconstitutionnalité.

1. — Pétition du sieur Dabirel dénonçant, comme inconstitutionnel, un arrêté du Préfet du département du Morbihan. — Rapport par M. Maillet, t. 2, p. 51. — Ordre du jour.

2. — Pétition de huit avoués près le tribunal d'Annecy, dénonçant, comme inconstitutionnels, les décrets qui les obligent à restituer au Gouvernement certains titres de rente sarde qui leur avaient été donnés comme représentant la valeur de leurs anciens offices: — Rapport par M. le premier président de Royer, t. 4, p. 423. — Discussion: S. Em. le cardinal Mathieu, t. 4, p. 428, M. le Rapporteur, p. 430. — Question préalable.

3. — Pétition de M. Darimon dénonçant, comme inconstitutionnelle, une communication verbale faite aux journaux par le Ministre de l'intérieur. — (*Voy.* Constitution.)

4. — Pétition du sieur André Pasquet signalant, comme inconstitutionnel, le décret du 29 décembre 1862 aux termes duquel l'Empereur a fixé le nombre des circonscriptions électorales. — Rapport par M. le vicomte de La Guéronnière, t. 4, p. 695. — Question préalable.

Indemnités.

1. — Pétition du comte du Parc d'Avaugour demandant que le fonds commun d'indemnité soit restitué aux ayants droit en concessions des terres dans la Guyane. — Rapport par M. Ferdinand Barrot, t. 1, p. 380. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Houbrèque demandant une indemnité pour la perte d'un navire affrété pour le compte de l'administration de la guerre, pendant la campagne de Crimée. — Rapport par M. le baron Brenier, t. 3, p. 228. Discussion: M. Hubert-Delisle, t. 3, p. 233, 250; S. Ex. M. Baroche, *Ministre, Président du Conseil d'État*, p. 240, 254, 255, 258; MM. le Rapporteur, p. 253; le comte de Beaumont, p. 254; le baron Dupin, p. 256, 258; le vice-amiral Le Prélour, p. 259. — Renvoi au Ministre de la guerre et au Ministre d'État.

3. — Pétition du sieur Génat demandant une indemnité de 2 millions de francs pour les pertes qu'on lui aurait fait éprouver. — Rapport par M. le baron de Lacrosse, t. 4 p. 521. — Ordre du jour.

4. — Pétition du sieur Probst, demandant à obtenir du ministère de la Maison de l'Empereur une gratification. —

Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 573. — Ordre du jour.

3. — Pétition du sieur Michelot se plaignant de n'avoir pu obtenir le paiement d'une indemnité qui lui serait due par l'État. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 588. — Ordre du jour.

6. — Pétition du sieur Canquoin réclamant une indemnité pour la perte que lui aurait causée la résiliation d'un marché de fournitures pour l'armée d'Orient. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 590. — Ordre du jour.

Indigents. — Pétition de l'abbé Larrieu demandant que les indigents malades soient admis dans les hospices sans condition de domicile. — Rapport par M. Amédée Thayer, t. 2, p. 643. — Ordre du jour.

INCUES (M). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 33; t. 3, p. 7. — Prend part au vote dans les séances des 25 février; 14, 19 mars.

Inhumations. — Pétitions du sieur Duval et du sieur Grandjean, relatives au danger des inhumations précipitées. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 4, p. 132. — Renvoi au Ministre de l'intérieur.

Inondations. — Pétition du sieur Rollet signalant des inconvénients que contiendrait la loi relative à l'exécution des travaux destinés à abriter les villes des inondations. — Rapport par M. Mallet, t. 3, p. 608. — Ordre du jour.

Instituteurs. — Pétition du sieur Joubert demandant que le traitement des instituteurs soit augmenté. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 4, p. 551. — Ordre du jour.

Institutrices. — Pétition du sieur Combes demandant que les institutrices mixtes soient admises à bénéficier de l'augmentation de traitement accordée aux instituteurs. — Rapport par M. Amédée Thierry, t. 1, p. 519. — Renvoi au Ministre de l'instruction publique et des cultes.

Instruction publique. — Pétition du sieur Gérard demandant

que les jeunes gens fassent leurs études dans les établissements appartenant à la circonscription du domicile de leurs parents. — Rapport par M. le baron de Chapuys-Montlaville, t. 3, p. 496. — Ordre du jour.

Instruction primaire. — (Voy. Enseignement, n^{os} 2, 4, 5 et 9.)

Instruments aratoires. — (Voy. Agriculture, n^o 5.)

Inventions.

1. — Pétition du sieur Clément relative à un *bateau-rabat* destiné à enlever les hauts fonds des rivières. — Rapport par M. Maillet, t. 2, p. 49. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Cramer se plaignant qu'on n'applique pas les inventions d'un sieur Schwickardi. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 580. — Ordre du jour.

Irrigation. — Pétition du sieur Féber demandant l'autorisation d'établir deux aqueducs pour conduire les eaux pluviales dans sa propriété. — Rapport par M. de Ladoucette, t. 3, p. 490. — Ordre du jour.

Ivrognerie. — Pétition du sieur Peignot demandant que des mesures soient prises contre l'ivrognerie. — Rapport par M. le général marquis d'Hautpoul, t. 4, p. 734. — Renvoi au Ministre de l'intérieur.

J

Journaux. — Pétition de M. Darimon. — (Voy. Constitution.)

Jugements.

1. — Pétition du sieur Jaillon se plaignant de ne pouvoir obtenir justice, et protestant contre un jugement du tribunal de commerce de la Seine. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 568. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Margo, dit *Guillien*, se plaignant d'un jugement rendu par le tribunal de Gourdon en 1846. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 568. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur de Sercey demandant la révision, par la Cour de cassation, d'un jugement prononcé contre lui par un conseil de guerre. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 568. — Discussion : MM. le baron Brenier, t. 4, p. 603, 637 ; le général Cousin-Montauban, comte de Palikao, p. 637 ; le Rapporteur, p. 645 ; le procureur-général Dupin, p. 653. — Ordre du jour.

4. — Pétition de la dame Tuffaut demandant l'exécution du jugement prononcé, en sa faveur, contre son mari, et relatif à la liquidation de la communauté et de ses reprises. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 577. — Ordre du jour.

5. — Pétition de la dame Barthès se plaignant qu'un jugement lui ait enlevé certains avantages que son premier mari lui avait assurés par testament. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 590. — Ordre du jour.

6. — Pétition du sieur Desloges, gérant de la *Jeune France*, se plaignant d'avoir été condamné comme gérant responsable. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 591. — Ordre du jour.

Jugements rendus à l'étranger. — Pétition du sieur Caumont demandant leur exécution en France, par suite de traités internationaux. — Rapport par M. Stourm, t. 1, p. 557. — Dépôt au Bureau des renseignements.

Juges. — Pétition du sieur Bories, demandant qu'il soit interdit aux juges de se porter candidats aux élections dans le ressort de leur juridiction. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 574. — Ordre du jour.

Juges de paix.

1. — Pétition du sieur Bruand, demandant qu'un juge de paix ne puisse exercer ses fonctions dans le canton où résiderait, comme officier ministériel, un de ses parents jusqu'au quatrième degré. — Rapport par M. Bonjean, t. 1, p. 197. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Mary demandant que les juges de paix soient inamovibles. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 1, p. 226. — Ordre du jour.

3. — Pétition du sieur Bussière demandant : 1^o que les

juges de paix ne puissent être institués dans leur pays natal; 2° qu'ils soient tenus d'habiter le chef-lieu de canton; 3° qu'ils ne puissent se porter candidats aux fonctions de membre du conseil général ou du conseil d'arrondissement. — Rapport par M. Bonjean, t. 1, p. 234. — Ordre du jour.

4. — Pétition du sieur Lorrin de Chaffin demandant que les ventes et partages judiciaires d'immeubles de peu de valeur, soient portés devant les juges de paix. — Rapport par M. Ferdinand Barrot, t. 1, p. 398. — Observation de M. le premier président de Royer, t. 1, p. 404. — Renvoi au Ministre de la justice.

5. — Pétition du sieur Peyron demandant l'institution de juges de paix consulaires. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 1, p. 47. — Ordre du jour.

6. — Pétition du sieur Gibassier demandant que les partages et ventes judiciaires d'immeubles de peu de valeur soient portés devant les tribunaux de paix. — Rapport par M. le premier président de Royer, t. 2, p. 129. — Ordre du jour.

7. — Pétition du sieur Birot demandant que les juges de paix ne puissent représenter, dans les conseils généraux et dans les conseils d'arrondissement, le canton dans lequel ils exercent leurs fonctions. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 3, p. 447. — Ordre du jour.

8. — Pétition du sieur Dessus demandant que les juges de paix soient tenus d'habiter le chef-lieu du canton de leur circonscription. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 3, p. 594. — Ordre du jour.

Jury. — Pétition du sieur Butler réclamant la dispense facultative, pour les sexagénaires, des fonctions de juré. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 45. — Ordre du jour.

L

LA BÉDOYÈRE (M. le comte DE). — Prend part au vote dans les séances des 17, 19, 21, 24 mars; 8 mai.

LACROSSE (M. le baron DE), l'un des Grands-dignitaires du Sénat, Secrétaire. — Siége comme Secrétaire, et prend part au vote dans les séances des 13 janvier, t. 1, p. 17; 26 janvier, t. 1, p. 29; 29 janvier, t. 1, p. 43; 30 janvier, t. 1, p. 143; 3 février, t. 1, p. 184; 19 février, t. 1, p. 237; 21 février, t. 1, p. 347; 25 février, t. 1, p. 425; 28 février, t. 1, p. 489; 5 mars, t. 1, p. 567; 9 mars, t. 2, p. 1; 12 mars, t. 2, p. 89; 14 mars, t. 2, p. 135; 17 mars, t. 2, p. 175; 18 mars, t. 2, p. 259; 19 mars, t. 2, p. 379; 21 mars, t. 2, p. 433; 24 mars, t. 2, p. 481; 8 avril, t. 2, p. 569; 11 avril, t. 3, p. 1; 13 avril, t. 3, p. 101; 15 avril, t. 3, p. 181; 18 avril, t. 3, p. 261; 21 avril, t. 3, p. 349; 25 avril, t. 3, p. 499; 28 avril, t. 3, p. 615; 1^{er} mai, t. 4, p. 1; 2 mai, t. 4, p. 119; 5 mai, t. 4, p. 205; 7 mai, t. 4, p. 369; 8 mai, t. 4, p. 523; 9 mai, t. 4, p. 659. — Est nommé Membre de la Commission chargée d'examiner la loi approuvant les clauses financières applicables à l'exécution des chemins de fer de Napoléon-Vendée aux Sables-d'Olonne, et de Napoléon-Vendée à Bressuire, t. 1, p. 350; — de la 3^e Commission des pétitions, t. 2, p. 381; — de la Commission chargée d'examiner des lois qui approuvent les conventions passées entre le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et diverses compagnies de chemins de fer, t. 4, p. 280. — Fait un rapport sur ces lois, t. 4, p. 541. — Fait des rapports de pétitions, t. 4, p. 168, 514, 519. — Est entendu dans un incident relatif à la légalisation des signatures apposées sur les pétitions, t. 1, p. 366, 370; — dans la discussion sur une pétition réclamant l'établissement de sociétés de secours mutuels dans toutes les communes de l'Empire, t. 1, p. 485, 487; — dans un incident, soulevé par M. le marquis de Boissy, sur le retard apporté au rapport d'une pétition présentée, en 1862, par le sieur Leveau, ancien pensionnaire de la maison des aliénés de Bicêtre, t. 1, p. 544; — à l'occasion du procès-verbal lu à la séance du 12 mars, sur le retard apporté par le *Moniteur* à la publication de l'exposé des motifs du projet de Sénatus-consulte relatif à la constitution de la propriété en Algérie, dans les territoires occupés par les Arabes, t. 2, p. 92; — à l'occasion du procès-verbal lu à la séance du 8 avril, sur une réclamation de

M. Achille Fould, au sujet d'une interruption qui lui a été attribuée à tort dans *le Moniteur*, t. 2, p. 570; — à l'occasion du procès-verbal lu à la séance du 11 avril, sur une réclamation de M. le baron Dupin relative au compte rendu du rapport fait par M. le comte de Casabianca sur le Sénatus-consulte relatif à l'Algérie, t. 3, p. 4; — dans la discussion sur des pétitions relatives aux tarifs différentiels des chemins de fer, t. 3, p. 344. — Signale la différence qui existe entre les conclusions proposées par certains rapports de pétitions et les conclusions portées sur les procès-verbaux des Commissions, t. 3, p. 489, 494. — Lit, comme président de la Commission de surveillance de la Caisse d'amortissement et de la Caisse des dépôts et consignations, le rapport de cette commission sur la situation des caisses au 31 décembre 1862, t. 3, p. 515. — Signale une erreur dans la rédaction du procès-verbal d'une Commission de pétitions qui a indiqué à rapporter une pétition dont le rapport avait déjà été présenté, t. 3, p. 560. — Est entendu dans un incident relatif aux réponses à adresser aux pétitionnaires, à l'occasion de pétitions d'anciens militaires qui demandent des secours, t. 4, p. 175, 177. — Présente le compte rendu annuel du service des pétitions pour l'année 1863, t. 4, p. 753.

LADOUCKETTE (M. DE). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25, 28 février; 12, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 25, 28 avril; 1^{er}, 5, 7, 8, 9 mai. — Est désigné, par le sort, pour faire partie de la députation chargée de présenter l'Adresse à Sa Majesté, t. 1, p. 175. — Est nommé vice secrétaire du 5^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 30; — secrétaire du 2^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 348; — secrétaire du 4^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 381; — secrétaire du 4^e bureau, 4^e organisation, t. 3, p. 354. — Est nommé Membre de la 2^e Commission des pétitions, t. 1, p. 349; — d'une Commission chargée d'examiner une loi relative à un échange d'immeubles, t. 2, p. 2; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'ouverture au ministère d'État, sur l'exercice 1863, d'un crédit de 30 000 fr. pour les dépenses des funérailles de S. Ém. le cardinal Morlot, t. 2, p. 136; — de Commissions chargées d'exa-

miner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 176, 382; t. 3, p. 617; — de la Commission chargée d'examiner la loi portant approbation des articles 2 et 4 d'une convention relative à l'exécution d'un chemin de fer de Sathonay à Bourg, et à un dessèchement d'étangs dans la Dombes, t. 3, p. 104; — de la Commission chargée d'examiner dix lois relatives : 1° au rachat de divers canaux; 2° au rachat des droits attribués à la compagnie du pont de Bordeaux; 3° au rachat du péage du pont de Trilport, sur la Marne, t. 4, p. 280. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 309, 477, 492, 521; t. 3, p. 483, 562, 584; t. 4, p. 479. — Fait un rapport sur la loi relative au crédit pour les funérailles du cardinal Morlot, t. 2, p. 449. — Fait des rapports sur des lois d'intérêt local, t. 2, p. 469, 474; t. 4, p. 50. — Est entendu dans la discussion, comme Rapporteur, sur une pétition réclamant l'établissement de sociétés de secours mutuels dans toutes les communes de l'Empire, t. 1, p. 486; — comme Rapporteur, sur une pétition relative aux baux à long terme en faveur de l'agriculture, t. 1, p. 497; — comme Rapporteur, sur une pétition relative aux assurances agricoles, t. 3, p. 580.

LA FORCE (M. le duc DE). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 45. — Prend part au vote dans les séances des 23, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 25, 28 avril; 1^{er}, 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé Membre d'une Commission chargée d'examiner une loi relative à un échange d'immeubles, t. 2, p. 138.

LA GUÉRONNIÈRE (M. le vicomte DE). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25 février; 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 28 avril; 2, 5, 8, 9 mai. — Est nommé secrétaire du 2^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 30; — secrétaire du 1^{er} bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 348. — Est nommé Membre de la 2^e Commission des pétitions, t. 1, p. 349; — d'une Commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 138. — Fait des rapports de pétitions, t. 3, p. 214; t. 4, p. 693. — Est entendu dans un incident relatif à la discussion du § 7 du projet d'Adresse (*Italie; Question romaine*), t. 1,

p. 146; — dans la discussion sur des pétitions relatives à la Pologne, t. 2, p. 231; — comme Rapporteur, sur une pétition de M. Darimon, qui prie le Sénat d'user de son droit d'initiative pour déterminer, en ce qui concerne le droit de discussion, le sens précis de l'article 42 de la Constitution, t. 3, p. 277.

LA HIRTE (M. le général vicomte DE). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 23, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est désigné, par le sort, pour faire partie de la députation chargée de présenter l'Adresse à Sa Majesté, t. 1, p. 175. — Est entendu dans la discussion sur une pétition d'habitants de Brest réclamant la clôture d'un magasin à poudre situé dans un quartier de la ville, t. 4, p. 518.

LATY (M.). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25, 28 février; 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 23, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé vice-secrétaire du 5^e bureau, 4^e organisation, t. 3, p. 354.

LAMARRE (M. le comte ACHILLE DE). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 25, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai.

LANGLAIS (M.), *Conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de Commissaire du Gouvernement, à la délibération de lois d'intérêt local, t. 4, p. 416.

LARLACK (M. le général marquis DE). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 28 février; 14, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé Membre de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'ouverture au budget de la Légion-d'honneur, sur l'exercice 1862, d'un crédit de 26 000 fr., t. 2, p. 137.

LARAHIT (M.). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 23 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. —

Est nommé Membre de la 1^{re} Commission des pétitions, t. 1, p. 31. — Fait des rapports de pétitions, t. 2, p. 146, 314; t. 3, p. 639, 715; t. 4, p. 137, 188, 307, 739. — Est entendu, comme Rapporteur, dans la discussion sur les pétitions relatives à la Pologne (*Question préjudicielle relative au droit de pétition exercé par les étrangers*), t. 2, p. 188.

LA RIBOISIÈRE (M. le comte DE). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé Membre d'une Commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 138; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'ouverture au Ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1863, d'un crédit de 1 200 000 fr. en faveur des localités où l'industrie cotonnière est en souffrance, t. 4, p. 372. — Appuie une demande d'ajournement de la discussion sur une pétition réclamant contre l'introduction en franchise des fontes et fers destinés à la réexportation, et contre le système des acquits à caution, t. 1, p. 311. — Est entendu dans la discussion sur cette pétition, t. 1, p. 379, 392, 394.

LA ROCHELAQUELEIN (M. le marquis DE). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 25. — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 12, 14, 17, 19 mars. — Est entendu dans la discussion sur le § 7 du projet d'Adresse (*Italie; Question romaine*), t. 1, p. 125; — dans un incident à l'occasion de cette discussion, t. 1, p. 144; — dans la discussion sur les pétitions relatives à la Pologne, t. 2, p. 260, 313, 315; — à l'occasion du procès-verbal lu à la séance du 19 mars, t. 2, p. 379. — Adresse une réclamation contre l'attribution qui lui aurait été faite d'une interruption mise d'abord sous le nom de M. Fould, et contre laquelle celui-ci aurait protesté, t. 3, p. 1.

LA ROCHELAMBERT (M. le marquis DE). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier.

Décédé, le 11 février 1863.

LA RUE (M. le général comte DE). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 25, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8,

- 9 mai. — Est nommé vice-président du 3^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 340. — Est nommé Membre de la Commission chargée de rédiger le projet d'Adresse, t. 1, p. 31 ; — de la Commission chargée d'examiner le projet de Sénatus-consulte relatif à la constitution de la propriété en Algérie, dans les territoires occupés par les Arabes, t. 2, p. 136 ; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à un appel de 100 000 hommes sur la classe de 1863, t. 3, p. 5. — Est entendu dans la discussion sur le projet de Sénatus-consulte relatif à la constitution de la propriété en Algérie, dans les territoires occupés par les Arabes, t. 3, p. 52.
- LASCoux (M.), *Conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de Commissaire du Gouvernement, à la lecture du rapport sur la loi relative aux suppléments de crédits de l'exercice 1862, t. 2, p. 434 ; — à la délibération de la loi relative à la création d'une cinquième chambre civile à la Cour impériale de Paris, t. 2, p. 445.
- LAVALETTE (M. le marquis DE). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 2, p. 176. — Prend part au vote dans les séances des 30 janvier ; 23 février ; 12 mars ; 13, 15, 25, 23 avril ; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est désigné, par le sort, pour faire partie de la députation chargée de présenter l'Adresse à Sa Majesté, t. 1, p. 175. — Est entendu dans un incident relatif à la discussion du § 7 du projet d'Adresse (*Italie ; Question romaine*), t. 1, p. 143, 148 ; — dans la discussion sur une pétition réservée lors de la discussion sur les pétitions relatives à la Pologne (exercice du droit de pétition par les étrangers), t. 4, p. 83.
- LAVENAY (M. DE), *Conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de Commissaire du Gouvernement, à la délibération de deux lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 1, p. 434 ; — de lois d'intérêt local, t. 1, p. 442 ; t. 2, p. 457 ; t. 4, p. 415 ; — à la lecture du rapport sur la loi relative aux suppléments de crédits de l'exercice 1862, t. 2, p. 434 ; — à la délibération de la loi approuvant les stipulations financières contenues dans une convention relative à l'exécution d'un service postal entre Nice et la Corse, t. 3, p. 200 ; — de dix lois relatives au rachat de divers canaux

et au rachat du péage des ponts de Bordeaux et de Trilport, t. 4, p. 406; — de trois lois relatives à la cession gratuite faite par l'État aux départements de la Savoie et de la Haute-Savoie de la propriété d'immeubles affectés à divers services départementaux, et à des échanges d'immeubles entre l'État et : 1° les époux Damas; 2° les époux Guerreau, t. 4, p. 411.

LAWOESTINE (M. le général marquis DE). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 23, 28 février; 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 25, 28 avril; 1^{er}, 2, 7, 8, 9 mai.

LEBRUN (M.). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 23, 28 février; 12, 17, 19, 24 mars; 13, 15, 21, 25, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est désigné, par le sort, pour faire partie de la Commission chargée de vérifier la constitutionnalité d'un décret qui nomme un nouveau Sénateur, t. 1, p. 21.

LEFEBVRE-DURFELÉ (M.). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 23 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 25, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé Membre de la 1^{re} Commission des pétitions, t. 1, p. 30; — de la Commission chargée de rédiger le projet d'Adresse, t. 1, p. 31; — de Commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 1, p. 352; t. 2, p. 138; t. 3, p. 105; — de la 3^e Commission des pétitions, t. 2, p. 381; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à un appel de 100 000 hommes sur la classe de 1863, t. 3, p. 5; — de la Commission chargée d'examiner deux lois relatives : 1° à la modification du titre VI du livre I^{er} du Code de commerce; 2° aux Sociétés à responsabilité limitée, t. 4, p. 371; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative au règlement définitif du budget de l'exercice 1860, t. 4, p. 541. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 211, 3266; t. 4, p. 150, 193, 496. — Fait un rapport sur deux lois relatives à des surtaxes d'octrois, et sur douze lois relatives à un emprunt et à des impositions extraordinaires, t. 1, p. 442; — sur deux lois relatives à des délimitations de communes, t. 2, p. 139. — Est entendu dans la discussion sur une pétition relative à la dérivation sur Paris des sources de

la Vanne, t. 1, p. 223; — comme Rapporteur, sur une pétition relative à une créance de l'État pour fournitures militaires faites en 1792 et 1793, t. 1, p. 344.

Légalisation. — Incident sur la légalisation des signatures apposées aux pétitions qui sont adressées au Sénat : MM. le marquis de Boissy, t. 1, p. 364, 369; le baron de Lacrosse, *Sénateur-Secrétaire*, t. 1, p. 366, 370; Bonjean, t. 1, p. 368; le baron Dupin, t. 1, p. 371; le Président, *ibid.*

Légion-d'honneur. — Pétition de trois officiers, promus dans l'Ordre postérieurement à la cessation de leur activité, demandant à être compris dans le partage de l'allocation accordée tous les ans aux officiers décorés. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 3, p. 458. — Ordre du jour.

Législation. — Pétition du sieur Guibail demandant que lorsqu'il y a lieu de modifier la législation, les lois antérieures sur la même matière, soient réunies en un seul corps. — Rapport par M. Ferdinand Barrot, t. 4, p. 142. — Renvoi au Ministre de la justice.

Légitimation. — Pétition du sieur Laujoulet, demandant que, dans les colonies, la légitimation des enfants naturels soit régie par une législation spéciale. — Rapport par M. Bonjean, t. 1, p. 202. — Observations de S. Ex. le maréchal Vaillant et du Rapporteur, t. 1, p. 204. — Ordre du jour.

Legs. — (*Voy. Dons.*)

LE MAROIS (M. le comte). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25 février; 12, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 25, 28 avril; 1^{er}, 5, 7, 8, 9 mai. — Est désigné, par le sort, pour faire partie de la députation chargée de présenter l'Adresse à Sa Majesté, t. 1, p. 175.

LEMECQIER (M. le comte). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 23 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 9 mai.

LE PLAY (M.), *Conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de Commissaire du Gouvernement, à la délibération de la loi ouvrant au Ministre de l'Agriculture, du commerce et des tra-

vaut publics, sur l'exercice 1863, un crédit de 300 000 fr., pour les dépenses concernant la section française à l'Exposition universelle de Londres, et annulant pareille somme sur l'exercice 1862, t. 3, p. 187.

LE PRÉDOER (M. le vice-amiral). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21 mars; 13, 15, 21, 25, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé Membre de la 3^e Commission des pétitions, t. 2, p. 381. — Fait des rapports de pétitions, t. 3, p. 681; t. 4, p. 159. — Est entendu dans la discussion sur une pétition du sieur Houbrèque, qui réclame une indemnité pour la perte d'un navire affrété pour le compte de l'administration de la guerre, pendant la campagne de Crimée, t. 3, p. 259.

LEROY (M. le baron ERNEST). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 14, 19 mars; 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé Membre de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'ouverture au Ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1863, d'un crédit de 1 200 000 fr. en faveur des localités où l'industrie cotonnière est en souffrance, t. 4, p. 372. — Fait un rapport sur cette loi, t. 4, p. 419.

LE ROY DE SAINT-ARNAUD (M.), *l'un des Vice-secrétaires*. — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21 mars; 13, 15, 21, 25, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est élu Vice-secrétaire pour l'année 1863, t. 1, p. 27. — Est désigné, par le sort, pour faire partie de la députation chargée de présenter l'Adresse à Sa Majesté, t. 1, p. 175. — Est nommé vice-secrétaire du 2^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 380; — secrétaire du 1^{er} bureau, 4^e organisation, t. 3, p. 354. — Est nommé Membre de la 1^{re} Commission des pétitions, t. 1, p. 31; — de Commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 1, p. 351; t. 2, p. 2; t. 3, p. 6; t. 4, p. 2; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative aux suppléments de crédits de l'exercice 1862, t. 2, p. 94; — d'une Commission chargée d'examiner une loi relative à un échange d'immeubles, t. 2, p. 382; — de la 4^e Commission des pétitions, t. 3, p. 353; — de la

Commission chargée d'examiner dix lois relatives : 1° au rachat de divers canaux ; 2° au rachat des droits attribués à la compagnie du pont de Bordeaux ; 3° au rachat du péage du pont de Trilport, sur la Marne, t. 4, p. 280. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 223, 226, 549 ; t. 2, p. 40, 65, 70, 123 ; t. 3, p. 459 ; t. 4, p. 132, 297. — Fait des rapports sur des lois d'intérêt local, t. 1, p. 438 ; t. 3, p. 191 ; — sur une loi relative à un échange d'immeubles, t. 2, p. 472. — Est entendu dans la discussion sur une pétition relative à l'insuffisance des fonds affectés aux dépenses obligatoires des départements, t. 1, p. 462 ; — comme Rapporteur, sur une pétition demandant que, dans certaines localités, il soit permis d'étendre de la litière devant les maisons, t. 2, p. 69.

LESSERS (M. le comte DE). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier ; 23, 28 février ; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars ; 13, 15, 21, 25, 28 avril ; 1^{er}, 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé secrétaire du 3^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 349. — Est nommé Membre de Commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 2, 383 ; t. 3, p. 6, 105, 504 ; — de la 3^e Commission des pétitions, t. 2, p. 381 ; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative aux douanes, t. 4, p. 280 ; — de la Commission chargée d'examiner la loi portant prorogation de la prohibition du port d'armes en Corse, t. 4, p. 540. — Fait des rapports sur des lois d'intérêt local, t. 2, p. 110, 477 ; t. 3, p. 211. — Fait des rapports de pétitions, t. 3, p. 674 ; t. 4, p. 161, 749.

LESTIBOUDOIS (M.), *Conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de Commissaire du Gouvernement, à la délibération de lois d'intérêt local, t. 1, p. 442 ; t. 4, p. 49, 201, 415 ; — de la loi portant établissement d'une taxe supplémentaire sur les lettres expédiées après les levées générales, t. 4, p. 281 ; — de lois d'échanges d'immeubles entre l'État et des particuliers, t. 4, p. 560.

Lettres. — Loi portant établissement d'une taxe supplémentaire sur les lettres expédiées après les levées générales. — (*Voy. Postes, n° 2.*)

LEVASSEUR (M. le général). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 12, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 25, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 8, 9 mai.

LE VERRIER (M.). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 19, 21, 24 mars; 13 avril. — Est nommé Membre d'une Commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 138. — Est entendu sur sa proposition de division du vote sur les pétitions relatives à la Pologne, et déclare la retirer, t. 2, p. 425.

Liberté individuelle.

1. — Pétition du sieur Sandon, se plaignant de mesures qui auraient porté atteinte à sa liberté. — Rapport par M. Tourangin, t. 1, p. 266. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Sobie qui se plaint d'avoir été détenu arbitrairement. — Rapport par M. Tourangin, t. 1, p. 646. — Ordre du jour.

3. — Pétition du sieur Leveau se plaignant d'avoir été détenu arbitrairement à Bicêtre. — Rapport par M. le vicomte de Sulcau, t. 3, p. 596. — Discussion : MM. le marquis de Boissy, t. 3, p. 597, 606; le Rapporteur, p. 600; le premier président de Royer, p. 602. — Ordre du jour.

Limite d'âge. — Pétition du sieur Monniot, demandant une loi qui proclame qu'à soixante ans l'homme a droit au repos. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 587. — Ordre du jour.

Locataires. — Pétition de trois propriétaires, à Bayonne, demandant la simplification des formes de procédure employées pour expulser les locataires qui ne payent pas leur loyer. — Rapport par M. Ferdinand Barrot, t. 1, p. 408. — Ordre du jour.

Lois présentées au Sénat pendant la session de 1863. — (Voy. avant la table.)

Longitudes. — Pétition du sieur Delagrôie demandant que des mesures soient prises pour arriver à fixer les longitudes terrestres d'une manière uniforme, à l'aide d'un méridien

unique. — Rapport par M. Larabit, t. 3, p. 315. — Ordre du jour.

Loteries. — Pétition du sieur Julienne demandant l'établissement de loteries communales au profit des pauvres. — Rapport par M. le baron de Lacrosse, t. 4, p. 515. — Ordre du jour.

LOYER (M.), *Conseiller d'État.* — Présente, en qualité de Commissaire du Gouvernement, le projet de Sénatus-consulte qui déclare applicable aux colonies la loi du 6 décembre 1830, sur le désaveu de paternité, en cas de séparation de corps prononcée ou même demandée, t. 1, p. 241. — Assiste à la lecture du rapport sur ce projet, t. 1, p. 426; — à la délibération, t. 1, p. 430; — à la délibération de la loi relative à la perception du droit de tonnage dans les ports de l'Algérie, t. 4, p. 663.

Loyers. — Pétition de cinq habitants de Paris indiquant des moyens qui seraient propres à faire diminuer les loyers. — Rapport par M. Ferdinand Barrot, t. 1, p. 403. — Ordre du jour.

LYAUTEY (M. le général). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 12, 17, 19 mars; 13, 25, 28 avril; 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé Membre de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'ouverture au ministère de la guerre, sur l'exercice 1863, d'un crédit de 2 200 000 fr., pour acquisitions de terrains et travaux neufs dans les établissements militaires, t. 2, p. 172; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à un appel de 100 000 hommes sur la classe de 1863, t. 3, p. 5.

M

MAC-MAHON duc DE MACENTA (S. Ex. le maréchal DE). — Prend part au vote dans les séances des 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 25 avril; 1^{er}, 2, 3, 7, 8, 9 mai. — Est nommé Membre de la Commission chargée d'examiner le projet de Sénatus-consulte relatif à la constitution de la propriété en Algérie, dans les territoires occupés par les

Arabes, t. 2, p. 136; — de la Commission chargée d'examiner la loi portant prorogation de la prohibition du port d'armes en Corse, t. 4, p. 540.

MAGNAN (S. Ex. le maréchal). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 25 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est désigné, par le sort, pour faire partie de la députation chargée de présenter l'Adresse à Sa Majesté, t. 1, p. 175. — Est nommé président du 4^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 30; — président du 4^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 349; — président du 4^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 381; — président du 4^e bureau, 4^e organisation, t. 3, p. 354. — Est nommé Membre d'une Commission chargée d'examiner une loi d'intérêt local, t. 4, p. 2. — Soulève, à l'occasion de pétitions d'anciens militaires demandant des secours, un incident sur les réponses à adresser aux pétitionnaires, t. 4, p. 74, 77.

MAGNE (S. Ex. M.), *Ministre sans portefeuille*. — Dépose, sur le bureau du Sénat, l'*Exposé de la situation de l'Empire*, et annonce l'envoi d'un *Recueil de documents diplomatiques*, t. 1, p. 22.

MAGNE (M.). — Prend part au vote dans les séances des 29 janvier; 28 février; 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 23, 28 avril; 1^{er}, 7, 8, 9 mai.

Maires.

1. — Pétition de plusieurs habitants de Segalas, qui adressent des plaintes au sujet de certains actes de leur maire. — Rapport par M. le baron de Chapuys-Montlaville, t. 1, p. 307. — Ordre du jour.

2. — Pétition des sieurs Lerat, Roulland et Ploquet, réclamant contre certains actes du maire de Roncherolles-en-Bray. — Rapport par M. le comte de Lesseps, t. 4, p. 161. — Ordre du jour.

3. — Pétition du sieur Boniface demandant que les fonctions de maire soient déclarées incompatibles avec la profession d'aubergiste ou de cabaretier. — Rapport par M. le baron de Chapuys-Montlaville, t. 4, p. 437. — Ordre du jour.

Maisons de jeu. — Pétition du sieur Escoffier demandant le rétablissement des maisons de jeu. — Rapport par M. le baron de Lacrosse, t. 4, p. 519. — Ordre du jour.

MALLET (M.). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 25, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé vice-président du 3^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 349; — vice-président du 2^e bureau, 4^e organisation, t. 3, p. 354. — Est nommé Membre de la 1^{re} Commission des pétitions, t. 1, p. 31; — de la Commission chargée d'examiner la loi approuvant les clauses financières applicables à l'exécution des chemins de fer de Napoléon-Vendée aux Sables-d'Olonne, et de Napoléon-Vendée à Bressuire, t. 1, p. 350; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'exécution d'un chemin de fer de Perpignan à Prades, t. 3, p. 616; — de la Commission chargée d'examiner dix lois relatives : 1^o au rachat de divers canaux; 2^o au rachat des droits attribués à la compagnie du pont de Bordeaux; 3^o au rachat du péage du pont de Trilport, sur la Marne, t. 4, p. 280. — Fait un rapport sur cette loi, t. 4, p. 406. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 503, 632; t. 2, p. 40; t. 3, p. 329, 608, 705; t. 4, p. 182, 745.

MANCRAUX (M.), *Conseiller d'État.* — Assiste, en qualité de Commissaire du Gouvernement, à la présentation du projet de Sénatus-consulte qui déclare applicable aux colonies la loi du 6 décembre 1830, sur le désaveu de paternité, en cas de séparation de corps prononcée ou même demandée, t. 1, p. 239; — à la lecture du rapport, t. 1, p. 426; — à la délibération, t. 1, p. 490.

Mandats sur la poste. — Pétition demandant que les mandats au-dessus de 10 fr. délivrés par l'administration des Postes soient exemptés du droit de timbre, t. 3, p. 478. — Dépôt au Bureau des renseignements.

Marine. — Pétition du sieur Franquet présentant des considérations sur l'organisation des équipages de la flotte, et demandant l'institution de marins de la garde. — Rapport par M. Larabit, t. 4, p. 191. — Ordre du jour.

MATHIEU (S. Ém. le cardinal). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 44. — Prend part au vote dans les séances des 13, 15, 21 avril; 1^{er}, 7, 8, 9 mai. — Est nommé président du 1^{er} bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 29. — Est entendu dans la discussion sur une pétition relative à la demande, faite par une commune, d'être autorisée à vendre des bois pour subvenir aux frais de construction de son église, t. 2, p. 559. — Réclame contre le retard apporté au rapport sur une pétition d'habitants d'une commune du département de la Haute-Saône, t. 3, p. 261, 352. — Est entendu dans la discussion sur des pétitions relatives aux tarifs différentiels des chemins de fer, t. 3, p. 344, 424. — Explique son absence au moment de la discussion des pétitions des officiers retraités avant la loi de 1861, t. 4, p. 371. — Est entendu dans la discussion sur une pétition des avoués d'Annecy qui dénoncent comme inconstitutionnels deux décrets de 1860, t. 4, p. 428, 434.

MAURAS (M. DE). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 32. — Prend part au vote dans les séances des 12, 14, 17, 19, 24 mars. — Est nommé secrétaire du 2^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 380. — Est nommé Membre d'une Commission chargée d'examiner une loi d'intérêt local, t. 2, p. 383.

Médaille de Sainte-Hélène.

1. — Pétition du sieur Tavarez, ancien comptable des armées, se plaignant de n'avoir pas obtenu la médaille de Sainte-Hélène. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 589. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Guillaume Ducassé se plaignant de n'avoir pas obtenu : 1^o la médaille de Sainte-Hélène; 2^o la restitution des pièces par lui produites. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 593. — Ordre du jour.

Médecine. — Pétitions des sieurs Linas, Meyer et Manuel, médecins, demandant la révision de la loi sur l'exercice de la médecine. — Rapport par M. Tourangin, t. 3, p. 325. — Renvoi au Ministre de la justice, au Ministre de l'in-

struction publique et des cultes, et au Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Médecins. — Pétition du sieur Durand demandant que des médecins soient chargés, dans chaque canton, de soigner les indigents. — Rapport par M. de Thorigny, t. 4, p. 366. — Ordre du jour.

Mendicité.

1. — Pétition du sieur Peyron indiquant comme moyen de parvenir à éteindre la mendicité, l'établissement de sociétés de secours mutuels dans toutes les communes de l'Empire. — (Voy. Secours mutuels [Sociétés de].)

2. — Pétition du sieur de Dulac demandant l'extinction de la mendicité. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 3, p. 593. — Ordre du jour.

3. — Pétition du sieur Abauzit, sur le même sujet. — Rapport par M. le baron de Lacrosse, t. 4, p. 515. — Ordre du jour.

MEROIER-LACOMRE (M.), *Conseiller d'État.* — Assiste, en qualité de Commissaire du Gouvernement, à la délibération du projet de Sénatus-consulte relatif à la constitution de la propriété en Algérie, dans les territoires occupés par les Arabes, t. 3, p. 18, 105.

MÉRTMÉR (M.). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 143. — Prend part au vote dans les séances des 12, 14, 17, 19, 21 mars; 15, 21, 23, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé Membre d'une Commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 4, p. 123; — de la Commission chargée d'examiner dix lois relatives: 1^o au rachat de divers canaux; 2^o au rachat des droits attribués à la compagnie du pont de Bordeaux; 3^o au rachat du péage du pont de Trilport, sur la Marne, t. 4, p. 280; — de la Commission chargée d'examiner la loi portant ouverture au Ministre d'État, sur l'exercice 1863, d'un crédit extraordinaire de 345 000 fr. pour les dépenses de l'Exposition des œuvres des artistes vivants, t. 4, p. 372. — Fait un rapport sur cette loi, t. 4, p. 660.

MERRUAU (M.), *Conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de Commissaire du Gouvernement, à la délibération de lois d'intérêt local, t. 2, p. 110; t. 4, p. 123, 291.

MÉSONAN (M. DE). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25, 28 février; 12, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 25, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé vice-président du 5^e bureau, 4^e organisation, t. 3, p. 354. — Est nommé Membre de Commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 138; t. 3, p. 501; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'organisation du cadre de l'état-major général de l'armée navale, t. 3, p. 617; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'établissement d'une taxe supplémentaire sur les lettres expédiées après les levées générales, t. 4, p. 122; — d'une Commission chargée d'examiner des lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 4, p. 281. — Fait un rapport sur six lois relatives à des emprunts et à des impositions extraordinaires, t. 2, p. 463.

MIMEREL DE ROUBAIX (M.). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 25, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé président du 5^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 381; — président du 2^e bureau, 4^e organisation, t. 3, p. 354. — Est nommé Membre de la Commission chargée d'examiner la loi approuvant les clauses financières applicables à l'exécution des chemins de fer de Napoléon-Vendée aux Sables-d'Olonne, et de Napoléon-Vendée à Bressuire, t. 1, p. 350; — de Commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 2; t. 4, p. 2; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative aux suppléments de crédits de l'exercice 1862, t. 2, p. 94; — d'une Commission chargée d'examiner une loi relative à un échange d'immeubles, t. 2, p. 138; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à la modification des articles 27 et 28 du Code de commerce, t. 2, p. 616.

Mineurs.

1. — Pétition du sieur Gauthier, notaire, signalant la

législation actuelle comme ne protégeant pas suffisamment les mineurs. — Rapport par M. Bonjean, t. 1, p. 198. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Degouve-Denuncques, demandant la modification des articles 953 à 965 du Code de procédure civile, relatifs à la vente des biens de mineurs. — Rapport par M. Ferdinand Barrot, t. 1, p. 398. — Discussion : MM. le comte de Beaumont et le premier président de Royer, t. 1, p. 404. — Renvoi au Ministre de la justice.

MINISTRE D'ÉTAT (S. Ex. M. le comte WALEWSKI). — Déclare la session ouverte pour l'année 1863, t. 1, p. 15. — Envoie au Sénat, pour être déposé dans ses Archives, l'ampliation de l'acte de naissance du Prince issu du mariage de LL. AA. II. le Prince Napoléon et la Princesse Clotilde, t. 1, p. 22. — Porte au Sénat le décret de clôture de la session, t. 4, p. 733.

MINISTRES SANS PORTEFEUILLE. — (*Voy.* Magne et Billault.)

Mœurs (Bonnes). — Pétition de la demoiselle Delage, proposant le plan d'une œuvre de propagation de charité et de bonnes mœurs. — (*Voy.* Charité, n° 3.)

Monnaie.

1. — Pétition du sieur Gras demandant la modification du régime monétaire, et notamment la suppression de la valeur légale de l'or. — Rapport par M. de Ladoucette, t. 1, p. 477. — Dépôt au Bureau des renseignements.

2. — (*Voy.* Poids et mesures.)

Mont de Milan. — Pétition du chevalier de Meckenheim réclamant, dans un intérêt personnel, contre certaines dotations accordées sur le mont de Milan. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 70. — Ordre du jour.

MONTRÉAL (M. le général DE). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 35. — Prend part au vote dans les séances des 25, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 23, 28 avril; 1^{er}, 2, 3, 7, 8, 9 mai. — Est nommé Membre d'une Commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 4, p. 3.

MORLOT (S. Em. le cardinal).

Décédé, le 29 décembre 1862.

MORTEMART (M. le général duc DE). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 238. — Prend part au vote dans les séances des 23, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 23, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai.

Mouvements planétaires. — Pétition du sieur Passot demandant la nomination d'une commission extra-académique pour examiner une note relative à la variation de la force centrale dans les mouvements planétaires. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 371. — Ordre du jour.

MOSKOWA (M. le général prince DE LA). — Prend part au vote dans les séances des 30 janvier; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 23 avril; 7, 8, 9 mai.

MURAT (S. A. le Prince). — Assiste à la réception du Sénat aux Tuileries, à l'occasion du 1^{er} janvier, t. 1, p. 4; — à la séance d'ouverture de la session législative, t. 1, p. 9; — à la réception aux Tuileries de la députation chargée de présenter l'Adresse à Sa Majesté, t. 1, p. 178. — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 14, 17, 19 mars; 13, 25 avril; 1^{er}, 5, 7, 8, 9 mai.

Musiciens. — Pétition de trente-quatre musiciens, à Toulon, se plaignant de la concurrence qui leur serait faite par les musiciens de la marine et de la garnison. — Rapport par M. le vice-amiral comte Cécille, t. 1, p. 207. — Ordre du jour.

Mutations d'immeubles. — Pétitions des chambres de commerce de Roanne et de Château-Thierry demandant que la forme authentique soit rendue obligatoire pour les actes portant transmission de propriété immobilière. — Rapport par M. Bonjean, t. 1, p. 332. — Ordre du jour.

N

Naissances.

1. — Pétitions du sieur Blanchet, du sieur Déspleux, du

sieur Rey et de la société académique de Saint-Quentin demandant que la constatation des naissances ait lieu à domicile. — Rapport par M. Amédée Thayer, t. 4, p. 448. — Renvoi au Ministre de la justice et au Ministre de l'intérieur.

2. — Pétition du sieur Lequeux demandant l'inscription par ordre alphabétique des prénoms donnés aux nouveaux-nés lors de la déclaration des naissances. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 82. — Ordre du jour..

NAPOLÉON III (S. M. l'Empereur). — (*Voy.* en tête de la table.)

Napoléon III. — Pétition du sieur de Saint-Maurice demandant que le titre de *Père du peuple* soit décerné à l'Empereur. — Rapport par M. Lefebvre-Durullé, t. 4, p. 216; — par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 573. — Ordre du jour.

NAPOLÉON (S. A. I. le Prince). — (*Voy.* en tête de la table.)

Navires cuirassés. — Pétition du sieur Brocard réclamant les droits qu'il aurait comme inventeur de ces navires. — Rapport par M. le vice-amiral Charner, t. 4, p. 178. — Ordre du jour.

NIEL (S. Ex. le maréchal). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 4, p. 32. — Est nommé vice-président du 5^e bureau, 1^{re} organisation, t. 4, p. 30.

Notaires. — Pétition du sieur Durand demandant que les émoluments des notaires soient taxés. — Rapport par M. de Thorigny, t. 4, p. 366. — Ordre du jour.

Notariat. •

1. — Pétitions des sieurs Demoulin, Hosten, Gaullier et Gorgeois relatives à la vénalité des offices de notaires. — Rapport par M. Bonjean, t. 4, p. 358. — Renvoi au Ministre de la justice.

2. — Pétition des sieurs Hosten et Gaullier demandant que des conditions de capacité plus sérieuses que celles qui

sont exigées aujourd'hui soient imposées aux candidats du notariat. — Même rapport. — Même renvoi.

O

Octroi de Paris. — Pétition du sieur Robin demandant la réduction des droits sur l'entrée des fruits communs. — Rapport par M. Ferdinand Barrot, t. 1, p. 387. — Ordre du jour.

Octrois.

1. — Loi relative à la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de la ville d'Amiens (Somme), t. 1, p. 260. — Loi relative à l'établissement d'une surtaxe à l'octroi de la ville du Havre (Seine-Inférieure), t. 1, p. 261. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 1, p. 442. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 1, p. 447.

2. — Loi relative à l'établissement d'une surtaxe à l'octroi de la ville de Lyon, t. 2, p. 103. — Rapport par M. le baron de Chapuys-Montlaville, t. 2, p. 457. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 2, p. 459.

3. — Loi relative à l'établissement d'une surtaxe à l'octroi de Douarnenez (Finistère), t. 2, p. 576. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 3, p. 191. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 3, p. 200.

4. — Loi relative à l'établissement de surtaxes à l'octroi de Clamecy (Nièvre), t. 3, p. 513. — Loi relative à l'établissement d'une surtaxe à l'octroi de la Roche (Finistère), t. 3, p. 514. — Rapport par M. de Ladoucette, t. 4, p. 50. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 52.

5. — Loi relative à l'établissement de surtaxes à l'octroi de la commune d'Estaires (Nord), t. 4, p. 31. — Loi relative à l'établissement de surtaxes à l'octroi de la commune de Lorient (Morbihan), t. 4, p. 32. — Rapport par M. le général comte de Goyon, t. 4, p. 291. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 297.

6. — Loi relative à l'établissement d'une surtaxe à l'octroi de Marseille (Bouches-du-Rhône), t. 4, p. 266. — Loi relative à l'établissement d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Ploumoguier (Finistère), t. 4, p. 266; — Loi relative à l'établissement de surtaxes à l'octroi de la commune de Pont-de-Beauvoisin (Savoie), t. 4, p. 267. — Loi relative à l'établissement de surtaxes à l'octroi de Quimperlé (Finistère), t. 4, p. 268. — Loi relative à l'établissement d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Saint-Servan (Ille-et-Vilaine), t. 4, p. 268. — Loi relative à l'établissement d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Saint-Brieuc (Côtes-du Nord), t. 4, p. 337. — Loi relative à l'établissement de surtaxes à l'octroi de la commune d'Albertville (Savoie), t. 4, p. 396. — Loi relative à l'établissement de surtaxes à l'octroi de la commune de la Rochelle (Charente-Inférieure), t. 4, p. 396. — Loi relative à l'établissement de surtaxes à l'octroi de la commune de Montnélian (Savoie), t. 4, p. 397. — Loi relative à l'établissement d'une surtaxe à l'octroi de Moutiers (Savoie), t. 4, p. 397. — Rapport par M. le baron de Chapuys-Montflaville, t. 4, p. 416. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 419.

Officiers. — Pétition du sieur Redarez, ancien lieutenant adjudant major, qui réclame le grade de capitaine en vertu de l'article 9 de la loi du 14 germinal an III. — Rapport par M. le général marquis de Grouchy, t. 2, p. 121. — Ordre du jour.

Oiseaux. — Pétition du sieur Toucas demandant que des moyens plus efficaces soient employés pour conserver les oiseaux qui détruisent les insectes nuisibles à l'agriculture. — Rapport par M. le général marquis de Castelbajac, t. 1, p. 536. — Renvoi au Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

ORDENFR (M. le général comte).

Décédé, le 22 novembre 1862.

Ordre social. — Pétition du sieur Béjot exposant un plan de réorganisation de l'ordre social. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 584. — Ordre du jour.

Orphelins. — (Voy. Enfants assistés.)

Ouvrages classiques. — Pétition du sieur Gouillé demandant que des garanties soient données à l'examen des ouvrages soumis à l'approbation du Ministre de l'instruction publique. — Rapport par M. le baron de Lacrosse, t. 4, p. 172. — Ordre du jour.

Ouvriers cotonniers.

1. — Pétition du sieur Ménier demandant que les ouvriers atteints par le chômage soient répartis par toute la France et employés aux travaux des champs. — Rapport par M. de Ladoucette, t. 3, p. 483. — Ordre du jour.

2. — (Voy. Charité privée.)

3. — Pétition du sieur Artaud et du sieur Lenormand présentant des moyens de secourir les ouvriers cotonniers. — Rapport par M. Lefebvre-Durufilé, t. 4, p. 193. — Ordre du jour.

P

PADOUE (M. le duc DE). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 25, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé vice-secrétaire du 4^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 30; — vice-président du 5^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 380; — vice-secrétaire du 3^e bureau, 4^e organisation, t. 3, p. 354. — Est nommé Membre de la 3^e Commission des pétitions, t. 2, p. 381; — d'une Commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 3, p. 617. — Est entendu dans la discussion sur une pétition relative à l'insuffisance des fonds affectés aux dépenses obligatoires des départements, t. 1, p. 455.

Papier timbré.

1. — Pétition du sieur Bussière demandant qu'un dépôt de papier timbré soit établi dans l'un des bureaux de tabac de chaque chef-lieu de canton. — Rapport par M. Bonjean, t. 1, p. 234. — Renvoi au Ministre des finances.

2. — Pétitions des sieurs Vivien et Rumaire demandant que les débitants de tabac, dans les communes rurales, soient autorisés à vendre du papier timbré. — Rapport par M. de Ladoücette, t. 3, p. 491. — Renvoi au Ministre des finances.

Paratonnerres. — Pétition du sieur Robinet demandant l'établissement de paratonnerres sur tous les clochers et autres édifices publics. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 380. — Ordre du jour.

PARIEU (M. DE), Vice-président du Conseil d'État. — Assiste, en qualité de Commissaire du Gouvernement, à la délibération du projet d'Adresse, t. 1, p. 50, 145; — à la présentation du projet de Sénatus-consulte relatif à la constitution de la propriété en Algérie, dans les territoires occupés par les Arabes, t. 2, p. 16.

Paris (Travaux de).

1. — Pétition d'habitants des quartiers de la place du Trône et du cours de Vincennes demandant l'exécution de travaux de voirie et de salubrité. — Rapport par M. Mallet, t. 1, p. 632. — Ordre du jour.

2. — Pétition de soixante-sept habitants du quartier Clignancourt se plaignant de l'état d'abandon dans lequel se trouve ce quartier. — Rapport par M. Mallet, t. 4, p. 745. — Ordre du jour.

Partages faits par les ascendants. — Pétition du sieur Picot demandant la suppression ou tout au moins la réduction du droit proportionnel établi sur les partages faits par les ascendants. — Rapport par M. Bonjean, t. 1, p. 332. — Renvoi au Ministre de la justice.

Passe-ports. — Pétition du sieur Duchemin demandant que sur les passe-ports le signalement du porteur soit remplacé par son portrait photographié. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 570. — Ordre du jour.

Pasteurs protestants. — Pétition de M. Couder demandant que leur traitement soit augmenté. — Rapport par M. le baron Brenier, t. 3, p. 461. — Discussion : MM. le mar-

quis de Boissy, t. 3, p. 461 ; le Rapporteur, p. 465. —
Ordre du jour.

Patentes. — Pétition du sieur Choquart demandant la révision de la loi du 23 avril 1844, en ce qui touche les droits sur les métiers à tisser disséminés dans les campagnes. — Rapport par M. Lefebvre-Durufflé, t. 4, p. 244. — Ordre du jour.

Pêche (Droit de). — Pétition du sieur Cachet demandant que l'on substitue à l'adjudication publique de ce droit le mode de location amiable par délivrance de permis. — Rapport par M. de Ladoucette, t. 4, p. 480. — Ordre du jour.

Peine de mort. — Pétition du sieur Le Coispellier et des sieurs Bazin et Coulange proposant des moyens propres à adoucir cette peine. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 580. — Ordre du jour.

PÉLISSIER, duc DE MALAKOFF (S. Ex. le maréchal). — Absent pour le service de l'Empereur.

PELLETIER (M.), *Conseiller d'État.* — Assiste, en qualité de Commissaire du Gouvernement, à la délibération de la loi relative aux suppléments de crédits de l'exercice 1862, t. 2, p. 544.

Pensions civiles.

1. — Pétition du sieur Maison demandant la révision de la loi sur les pensions civiles en faveur des fonctionnaires de l'enseignement primaire. — Rapport par M. le baron de Chapuys-Montlaville, t. 4, p. 304. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Carteaux demandant une interprétation de la loi sur les pensions civiles, relativement à la réversibilité des pensions au profit des veuves. — Rapport par M. Stourm, t. 2, p. 38. — Ordre du jour.

3. — Pétition du sieur Bernardy demandant la révision de la loi sur les pensions civiles, en faveur des employés des administrations financières. — Rapport par M. Stourm, t. 2, p. 39. — Ordre du jour.

4. — Pétition du sieur Dottain demandant que les pensions civiles soient augmentées d'un quart, lorsqu'elles sont inférieures à 2000 fr. — Rapport par M. Stourm, t. 3, p. 553. — Ordre du jour.

5. — Pétition du sieur Woelfflé demandant la révision de sa pension de retraite. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 592. — Ordre du jour.

6. — Pétition du sieur Fichoux demandant une pension quoique révoqué de ses fonctions. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 593. — Ordre du jour.

7. — Pétition de la dame veuve Larchevêque, blessée le 23 février 1848, demandant une pension à ce titre. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 594. — Ordre du jour.

Pensions militaires.

1. — Pétition de l'abbé Roig de Bourdeville, aumônier de l'armée, sollicitant une pension. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain; t. 1, p. 636. — Renvoi au Ministre de la guerre.

2. — Pétition du sieur Frey, réclamant une pension. — Rapport par M. le général marquis de Grouchy, t. 2, p. 122. — Ordre du jour.

3. — Pétition du sieur Jacot demandant une pension, après avoir servi deux ans comme mousse. — Rapport par M. le vice-amiral Le Prédour, t. 3, p. 684. — Ordre du jour.

4. — (*Voy. Commissariat de la marine.*)

5. — Pétition du sieur Leduc-Lagarde, demandant que des campagnes qu'il a faites dans la légion auxiliaire française en Espagne, lui soient comptées dans le règlement de sa pension. — Rapport par M. Larabit, t. 4, p. 157. — Ordre du jour.

6. — Pétition du sieur Bouchot réclamant au sujet de la liquidation de sa pension. — Rapport par M. Larabit, t. 4, p. 192. — Ordre du jour.

7. — Pétitions d'officiers en retraite, demandant à profiter du bénéfice de la loi de 1861. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 4, p. 297. — Discussion : S. Ex. M. Baroche, *Ministre, Président du Conseil d'État*, t. 4, p. 309; M. le général Carrelet, p. 314; M. le marquis de Barbançois, p. 316. — Renvoi au Ministre d'État, au

Ministre des finances, au Ministre de la guerre et au Ministre de la marine.

8. — Pétition du sieur Taillefer sollicitant une pension ou un bureau de tabac. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 594. — Ordre du jour.

9. — Pétition du sieur Vigouroux, demandant une pension proportionnelle à ses services ou son entrée aux Invalides. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 594. — Ordre du jour.

10. — Pétition du sieur de Nobili, se plaignant de l'insuffisance de sa pension, et suppliant le Sénat de lui venir en aide. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 595. — Ordre du jour.

Permis de chasse. — Pétition d'habitants de la Haute-Savoie, signalant les abus auxquels donneraient lieu les permis de chasse accordés aux habitants de Genève. — Rapport par M. le baron Brenier, t. 2, p. 163. — Ordre du jour.

PERSIGNY (M. le comte DE). — Prend part au vote dans les séances des 30 janvier; 19 mars; 13 avril.

PETETIN (M. ANSELME), *Conseiller d'État.* — Assiste, en qualité de Commissaire du Gouvernement, à la lecture du rapport sur la loi relative aux suppléments de crédits de l'exercice 1862, t. 2, p. 434; — à la délibération de cette loi, t. 2, p. 511.

Pétitions.

Commissions nommées : 1^{re} Commission, t. 4, p. 30. — 2^e Commission, t. 4, p. 349; — 3^e Commission, t. 2, p. 381; — 4^e Commission, t. 3, p. 335.

1. — Envoi, par le Ministre d'État, du rapport adressé à Sa Majesté sur la suite donnée aux pétitions qui ont été renvoyées au Gouvernement par le Sénat, pendant la dernière session, t. 4, p. 22.

2. — Incident relatif à la légalisation des signatures apposées sur les pétitions. — (*Voy.* Légalisation).

3. — Incident relatif à la nécessité, pour certaines caté-

gories de pétitions, de ne pas nommer le pétitionnaire : M. le baron Dupin, t. 1, p. 518.

4. — Incident sur le retard apporté au rapport d'une pétition, présentée, en 1862, par le sieur Leveau, ancien pensionnaire de la maison d'aliénés de Bicêtre : MM. le marquis de Boissy, t. 1, p. 538, 544, 546; le Président, p. 541; le baron de Lacrosse, *Sénateur-Secrétaire*, p. 544; le vicomte de Suleau, p. 548.

5. — Incidents, à l'occasion des pétitions relatives à la Pologne, sur la question de savoir si les étrangers sont admis à jouir en France du droit de pétition : MM. le marquis de Boissy et le Président, t. 2, p. 145, 146, 157, 158. — La question est réservée. — Rapport sur cette question, t. 3, p. 644. — Discussion, t. 4, p. 53 et suiv. — (*Voy. Étrangers.*)

6. — Incidents sur l'ordre suivi dans l'examen des pétitions, et principalement sur le retard apporté au rapport sur une pétition d'habitants d'une commune du département de la Haute-Saône : S. Em. le cardinal Mathieu et M. le Président, t. 3, p. 261. — M. le baron Haussmann et S. Em. le cardinal Mathieu, t. 3, p. 350 à 352.

7. — Incidents sur la différence qui existe entre les conclusions de certains rapports de pétitions et les conclusions inscrites aux procès-verbaux des Commissions : MM. le baron de Lacrosse, *Sénateur-Secrétaire*, Ladoucette, *Rapporteur*. S. Ex. le maréchal Vaillant et Amédée Thayer, t. 3, p. 489. — M. le Sénateur-Secrétaire, t. 3, p. 494. — M. le Sénateur-Secrétaire, M. Amédée Thayer, *Rapporteur*, et M. le marquis de Boissy, t. 3, p. 560, 561.

8. — Incident sur les réponses adressées aux pétitionnaires à l'occasion de pétitions d'anciens militaires demandant des secours : S. Ex. le maréchal Magnan, MM. le Président, le baron de Lacrosse, *Sénateur-Secrétaire*; le comte Boulay de la Meurthe, le marquis de Boissy et le général duc de Saint-Simon, t. 4, p. 174 à 178.

9. — Incident à l'occasion d'un rapport collectif fait par M. le baron Haussmann sur soixante pétitions : MM. le marquis de Boissy, t. 4, p. 596; le procureur-général Dupin, p. 601.

10. — Compte rendu annuel du service des pétitions, par M. le baron de Lacrosse, *Sénateur-Secrétaire*, t. 4, p. 753.

Pétitions ayant donné lieu à discussion.

Du sieur Bellot. — (Législation sur la chasse), t. 4, p. 186. — Renvoi au Ministre de l'intérieur.

Du sieur Laujoulet. — (Légitimation des enfants naturels), t. 4, p. 202. — Ordre du jour.

Des maires de dix communes du département de l'Yonne. — (Dérivation sur Paris des sources de la Vanne), t. 4, p. 223. — Renvoi au Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Du sieur Marquis. — (Insuffisance des fonds affectés aux dépenses obligatoires des départements), t. 4, p. 309, 447. — Renvoi au Ministre de l'intérieur et au Ministre des finances.

Du sieur Couzet. — (Réclamation d'une créance pour fournitures faites à l'armée en 1792 et 1793), t. 4, p. 326. — Ordre du jour.

Du sieur Montané. — (Déchéance de l'usufruit légal des pères et mères destitués de la tutelle pour inconduite; droits de la puissance paternelle transférés au tuteur élu par le conseil de famille), t. 4, p. 374. — Dépôt au Bureau des renseignements.

De quatre habitants de Paris. — (Insuffisance des mesures prises pour constater les décès; incinération des corps), t. 4, p. 381. — Ordre du jour.

Du sieur Degouves-Denuncques. — (Modification des articles 953 à 963 du Code de procédure civile relatifs à la vente des biens de mineurs), t. 4, p. 398. — Renvoi au Ministre de la justice.

Du sieur Lorrin de Chaffin. — (Extension de la compétence des juges de paix aux successions de faible importance), t. 4, p. 398. — Renvoi au Ministre de la justice.

Du sieur Maincent. — (Révision de la loi sur la Caisse des retraites), t. 4, p. 444. — Dépôt au Bureau des renseignements.

Du sieur Peyron. — (Établissement de sociétés de secours mutuels dans toutes les communes de l'Empire), t. 1, p. 483. — Dépôt au Bureau des renseignements.

Du sieur Derbesse. — (Primes en faveur des propriétaires qui accorderaient des baux à long terme à leurs fermiers), t. 1, p. 493. — Ordre du jour.

De vingt-six maîtres de forges et marchands de fer. — (Plaintes contre l'application du décret de 1837 concernant l'introduction en franchise des fers destinés à la réexportation), t. 1, p. 503, 579. — Ordre du jour.

Du sieur Remy. — (Réclamation en faveur d'un livre sur la grammaire française refusé par la commission chargée de l'examen des livres classiques), t. 1, p. 517. — Ordre du jour.

De l'abbé Rivière. — (Fondation en faveur des orphelins et des enfants assistés), t. 1, p. 521. — Dépôt au Bureau des renseignements.

Du sieur Laville et de deux cent quatre-vingt quatre habitants de la commune de Marguerittes (Gard). — (Autorisation d'étendre, dans les rues, de la litière destinée à être convertie en engrais), t. 2, p. 65. — Ordre du jour.

Du sieur Ludé. — (Modification de l'article 20 de la loi du 21 avril 1832, relatif au dégrèvement de la cote personnelle-mobilière), t. 2, p. 76.

De vingt-neuf réfugiés polonais et du sieur Troianowski (Xavier). — (Intervention du Sénat en faveur de la Pologne), t. 2, p. 146, 183; t. 3, p. 644; t. 4, p. 53. — Ordre du jour.

D'habitants de Napoléonville et de Paris, de membres de l'Institut, etc. — (Même sujet), t. 2, p. 146, 183, 260, 384. — Ordre du jour.

De dix-sept mille huit cent cinquante-trois habitants européens de l'Algérie. — (Constitution politique et administrative de l'Algérie), t. 2, p. 482, 595. — Renvoi au Ministre d'État et au Ministre de la guerre.

Du maire, de l'adjoint et de dix conseillers municipaux de la commune de Fallon (Haute-Saône). — (Autorisation de vendre des biens communaux pour subvenir aux frais

de construction d'une église), t. 2, p. 557. — Renvoi au Ministre des finances et au Ministre de l'intérieur.

De M. Darimon, Député au Corps législatif. — (Interprétation de l'article 42 de la Constitution, en ce qui concerne la discussion des débats législatifs; inconstitutionnalité d'une communication verbale faite aux journaux par le Ministre de l'intérieur), t. 3, p. 214, 267. — Ordre du jour sur la première partie. — Question préalable sur la question d'inconstitutionnalité.

Du sieur Houlbrèque. — (Demande d'indemnité pour la perte d'un navire affrété pour le compte de l'administration de la guerre, pendant la campagne de Crimée), t. 3, p. 228. — Renvoi au Ministre d'État et au Ministre de la guerre.

D'industriels de Bischwiller; de neuf membres de la chambre consultative des arts et manufactures de Saint-Dié, de soixante-sept habitants de Strasbourg, de la chambre de commerce de Saint-Omer, du sieur Schertz, de quatre-vingt-douze industriels et commerçants de Bar-le-Duc. — (Suppression des tarifs différentiels et de transit), t. 3, p. 329, 412. — Ordre du jour.

Du sieur Couder. — (Augmentation du traitement des pasteurs protestants), t. 3, p. 461. — Ordre du jour.

Du sieur Bornier. — (Considérations sur les assurances agricoles), t. 3, p. 562. — Ordre du jour.

Du sieur Leveau. — (Plaintes contre une séquestration à l'hospice des aliénés de Bicêtre), t. 3, p. 596. — Ordre du jour.

Du sieur Vermot. — (Modification de la loi sur les pensions de la marine en ce qui concerne les officiers du commissariat et de l'administration), t. 3, p. 688. — Renvoi au Ministre de la marine.

Du sieur Léon Marie, et du sieur Chopard. — (Établissement, dans les convois de chemins de fer, de waggons spéciaux pour les fumeurs), t. 3, p. 709. — Renvoi au Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

De douze cent cinquante-cinq officiers en retraite. — (Pensions militaires), t. 4, p. 297. — Renvoi au Ministre

d'État, au Ministre des finances, au Ministre de la guerre et au Ministre de la marine.

De huit avoués, à Annecy (Haute-Savoie). — (Inconstitutionnalité de décrets de 1860 qui les obligent à restituer au Gouvernement certains titres de rentes sardes qui leur avaient été donnés comme représentant la valeur de leurs anciens offices, t. 4, p. 423. — Question préalable.

De dix inspecteurs-généraux ou ingénieurs en chef des ponts et chaussées, trois généraux du génie, et huit architectes de la ville de Paris et de l'État. — (Repos du dimanche), t. 4, p. 456. — Renvoi au Ministre d'État, au Ministre de l'intérieur et au Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

De cent quinze habitants notables de Brest. — (Fermeture d'un magasin à poudre affecté au service de la guerre), t. 4, p. 516. — Renvoi au Ministre de la guerre.

Du sieur de Sercey. — (Renvoi à la Cour de cassation d'un jugement prononcé par un conseil de guerre), t. 4, p. 568, 603. — Ordre du jour.

Du sieur Pons, du sieur Perret, du sieur Lebourg, du sieur Chausson, et de la société des chasseurs du département des Ardennes. — (Répression sévère des délits de chasse et du braconnage), t. 4, p. 739. — Renvoi au Ministre de l'intérieur et au Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Pétitions collectives renvoyées sans débat aux Ministres compétents.

De notaires de Roanne, de Saint-Marcellin et de Château-Thierry. — (Suppression du droit proportionnel établi sur les partages anticipés faits par les ascendans), t. 1, p. 353. — Ministre de la justice.

Des sieurs Hosten et Gaullier. — (Réforme du notariat), t. 1, p. 355. — Ministre de la justice.

De notaires de Langres et de Brignoles. — (Abrogation des articles 67 et 68 du Code de commerce relatifs aux contrats de mariage entre époux dont l'un serait commerçant), t. 1, p. 360. — Ministre de la justice.

De directeurs de douze sociétés d'assurances contre l'incendie. — (Interdiction de la fabrication et de la vente des allumettes à base de phosphore ordinaire), t. 1, p. 525. — Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et Ministre des finances.

De cent trente-deux habitants de communes des arrondissements d'Uzès et de Nîmes. — (Classement, parmi les cours d'eau non navigables ni flottables, de la rivière du Gardon), t. 1, p. 632. — Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

De trois propriétaires d'obligations du chemin de fer de Béziers. — (Intervention du Sénat en faveur de cette entreprise), t. 2, p. 159. — Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

De cinq vérificateurs des poids et mesures de l'Aude. — (Amélioration à introduire dans le service de la vérification), t. 3, p. 488. — Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

De la société d'horticulture de Seine-et-Oise. — (Dispositions législatives pour la destruction des hannetons), t. 3, p. 584. — Ministre de l'intérieur et Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

De pharmaciens du Mans et de Montpellier. — (Révision de la loi de l'an XI sur l'exercice de la pharmacie), t. 3, p. 589. — Ministre de la justice; Ministre de l'instruction publique et Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Du maire et de soixante-seize habitants de Savières (Aube). — (Renouvellement du cadastre), t. 3, p. 701. — Ministre des finances.

De la société académique de Saint-Quentin, et des sieurs Despleux et Rey. — (Constatation des naissances à domicile), t. 4, p. 448. — Ministre de la justice et Ministre de l'intérieur.

De trente-cinq mille six cent dix-neuf habitants de quinze départements du Midi. — (Rachat du canal du Midi et du canal latéral à la Garonne), t. 4, p. 689. — Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Pétitions individuelles renvoyées sans débat aux Ministres compétents.

Du sieur Troyaux. — (Délai pour la délivrance des duplicata des titres au porteur égarés ou volés), t. 1, p. 194. — Ministre de la justice et Ministre des finances.

Du sieur Chapuys. — (Fixation de la contenance métrique pour les fûts et bouteilles), t. 1, p. 218. — Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Du sieur Bussière. — (Dépôt de papier timbré dans les bureaux de tabac), t. 1, p. 234. — Ministre des finances.

Du sieur Couturier. — (Rachat des servitudes de parcours et de vaine pâture), t. 1, p. 308. — Ministre de l'agriculture, du commerce, et des travaux publics.

Du sieur Demonlin. — (Réforme du notariat), t. 1, p. 333. — Ministre de la justice.

Du sieur Gourgeois. — (Même sujet), t. 1, p. 335. — Mêmes conclusions.

Du sieur Lévy. — (Modifications à la législation qui régit les théâtres des départements), t. 1, p. 312. — Ministre d'État.

Du sieur Combes. — (Augmentation du traitement des institutrices mixtes), t. 1, p. 319. — Ministre de l'instruction publique.

Du sieur Séguevesses. — (Embrigadement des gardes champêtres), t. 1, p. 533. — Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et Ministre de l'intérieur.

Du sieur Toucas. — (Conservation des oiseaux qui détruisent les insectes nuisibles à l'agriculture), t. 1, p. 536. — Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

De l'abbé Roig de Bourdeville. — (Demande d'une pension de retraite, en qualité d'aumônier de l'armée), t. 1, p. 637. — Ministre de la guerre.

Du sieur de Coninck. — (Création de synodes pour l'Église réformée), t. 1, p. 647. — Ministre de l'instruction publique et des cultes.

Du comte de Palys. — (Réclamation contre l'admission des étrangers à visiter nos arsenaux et nos placés de guerre), t. 2, p. 160. — Ministre de la guerre et Ministre de la marine.

Du sieur Linas, du sieur Meyer et du sieur Manuel. — (Révision de la loi de l'an XI sur l'exercice de la médecine), t. 3, p. 323. — Ministre de la justice, Ministre de l'instruction publique et Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

De l'abbé Cordier. — (2^e partie. — Mesures à prendre pour faciliter le paiement par les percepteurs des arrérages de rentes ou de titres de la Caisse des retraites), t. 3, p. 473. — Ministre des finances.

Du sieur Vivien et du sieur Rumaire. — (Établissement de bureaux de papier timbré dans tous les débits de tabac), t. 3, p. 490, 491. — Ministre des finances.

Du sieur Hamard. — (Recouvrement, par l'administration des Postes, des effets de commerce de minime valeur), t. 3, p. 557. — Ministre des finances.

Du sieur Caillaud. — (Dispositions législatives pour la destruction du ver blanc), t. 3, p. 584. — Ministre de l'intérieur, Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Du sieur Duval et du sieur Grandjean. — (Danger des inhumations précipitées), t. 4, p. 132. — Ministre de l'intérieur.

Du sieur Guibail. — (Réunion en un seul corps des lois régissant la même matière), t. 4, p. 142. — Ministre de la justice.

Du sieur Rocchi. — (Dénonciation calomnieuse), t. 4, p. 160. — Ministre de la justice pour rechercher et poursuivre le pétitionnaire.

Du sieur Carmignac-Descombes. — (Amélioration de l'agriculture), t. 4, p. 433. — Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et Ministre de l'intérieur.

Du sieur Blanchet. — (Constataion à domicile des naissances), t. 4, p. 448. — Ministre de la justice et Ministre de l'intérieur.

Du sieur Duffau. — (Ravage occasionné par les chèvres dans le département du Gers), t. 4, p. 490. — Ministre de l'Agriculture, du commerce et des travaux publics et Ministre de l'intérieur.

Du sieur Brouillard. — (Suppression de la garde nationale de Saint-Quentin), t. 4, p. 729. — Ministre de la justice pour rechercher et poursuivre le pétitionnaire.

Du sieur Lepargneux. — (Paiement, par le domaine de l'État, de sa quote-part des centimes additionnels applicables aux dépenses des communes), t. 4, p. 732. — Ministre des finances et Ministre de l'intérieur.

Du sieur Peignot. — (Répression de l'ivrognerie), t. 4, p. 734. — Ministre de l'intérieur.

Pétitions dont le dépôt au Bureau des renseignements a été ordonné sans discussion.

Du sieur Corbin. — (Opérations de bourse), t. 1, p. 228.

Des sieurs Dargent, Baraguet, Wanschooten. — (Abolition des dispositions pénales relatives aux coalitions d'ouvriers), t. 1, p. 273.

Du sieur Moulin. — (Création d'offices de greffiers des hypothèques), t. 1, p. 338.

Du sieur Conord. — (Modification des statuts de la Caisse des retraites), t. 1, p. 420.

Des sieurs Bousquet et Garot. — (Même sujet), t. 1, p. 423.

Du sieur Gras. — (Modification du régime monétaire en France), t. 1, p. 477.

Du sieur Caumont. — (Exécution en France des jugements rendus à l'étranger), t. 1, p. 537.

Du sieur Demetz-Noblat. — (Décentralisation et remaniement des circonscriptions administratives de la France), t. 3, p. 299.

Du sieur Brandouly. — (Modifications sur la législation relative à l'instruction primaire), t. 3, p. 439.

Du sieur Perrin. — (Exemption du timbre pour les mandats de postes au-dessus de 10 fr.), t. 3, p. 478.

Du sieur Guillemin. — (Position des instituteurs retraités), t. 3, p. 492.

Du sieur de Chénier. — (Propriété littéraire et artistique), t. 4, p. 493.

Pétitions collectives sur lesquelles le Sénat a passé, sans discussion, à l'ordre du jour.

De trente-quatre musiciens civils, à Toulon. — (Concurrence faite à ces musiciens par les musiciens de la marine), t. 1, p. 207.

De quarante-et-un électeurs de quatre communes du département de l'Hérault. — (Infraction à la loi sur l'élection des conseils municipaux), t. 1, p. 209.

Des sieurs Dargent, Baraguet, Wanschooten. — (Abrogation de l'article 1781 du Code Napoléon relatif à la foi accordée en justice à la déclaration du maître), t. 1, p. 273.

De plusieurs habitants de la commune de Ségalas [Hautes-Pyrénées]. — (Plaintes contre certains actes du maire de cette commune), t. 1, p. 307.

De trente habitants de Marseille. — (Plaintes contre des abus d'autorité lors de l'élection du conseil général), t. 1, p. 403.

De cinq habitants de Paris. — (Mesures à prendre pour arriver à la diminution des loyers), t. 1, p. 408.

De trois propriétaires, à Bayonne. — (Même sujet), *ibid.*

De onze ouvriers carriers et patrons de barques, employés aux travaux de la basse Seine à Villequier et Caudebec. — (Augmentation du taux de leur salaire), t. 1, p. 536.

De vingt-neuf habitants de la commune de Lalucque [Landes]. — (Établissement de la route agricole qui doit traverser cette commune), t. 1, p. 618.

Des sieurs Labusan, Massies et Poutet. — (Proscription du duel), t. 1, p. 619.

De cent vingt-et-un habitants des quartiers de la place du Trône et du cours de Vincennes, à Paris. — (Exécution de travaux de voirie et de salubrité dans ces quartiers), t. 1, p. 635.

Des sieurs Pijon et Guiard. — (Plaintes contre l'article 6 du décret du 26 mars 1852, relatif aux rues de Paris), t. 2, p. 53.

Du président et du secrétaire du comice agricole de Toulon. — (Entretien des chemins ruraux), t. 2, p. 164.

De cinq habitants de la ville d'Hières. — (Suppression d'un droit de banalité établi dans cette ville), t. 3, p. 453.

De trois officiers décorés après leur mise à la retraite. — (Traitement de la Légion-d'honneur), t. 3, p. 458.

De cent trois habitants de la section de la Montade [Puy-de-Dôme]. — (Érection en commune distincte), t. 3, p. 591.

De sept propriétaires de dunes dans la commune de la Tremblade [Charente-Inférieure]. — (Ensemencement des dunes), t. 3, p. 628.

Du sieur Rancoule et de trente-neuf autres serruriers, à Carcassonne. — (Réclamation au sujet d'une adjudication faite pour le compte de l'administration départementale de l'Aude), t. 3, p. 667.

De soixante-dix armateurs, patrons de bateaux, etc. — (Réclamation contre les tarifs de la compagnie du chemin de fer du Nord, pour le transport du poisson), t. 3, p. 681.

De cinquante-six habitants de la commune du Moutier-d'Orgerus (Seine-et-Oise). — Plaintes contre le tracé du chemin de fer de Saint-Cyr à Surdon), t. 3, p. 708.

De la dame veuve Vial et du sieur Mabilon. — (Demande d'indemnité pour la dépossession d'une maison adossée aux remparts d'Avignon), t. 3, p. 715.

De vingt-quatre aveugles. — (Autorisation d'exercer certaines industries sur la voie publique), t. 4, p. 136.

De trois habitants de Saint-Christophe-du-Bois. — (Réclamations contre le maire de la commune au sujet de la construction d'une église), t. 4, p. 148.

Des sieurs Lerat, Roulland et Ploquet. — (Réclamations contre des actes du maire de la commune de Roncherolles-en-Bray [Seine-Inférieure]), t. 4, p. 16.

De quatre géomètres. — (Organisation des ingénieurs géomètres), t. 4, p. 188.

De dix-huit habitants de Mulhouse. — (Enseignement primaire obligatoire), t. 4, p. 440.

Des sieurs Giraud et Michon. — (Réclamations d'employés supprimés), t. 4, p. 572.

Des sieurs Bazin et Coulange. — (Emploi du chloroforme pour les condamnés à mort), t. 4, p. 581.

De cinq commerçants, à Saint-Antoine [Gironde]. — (Modification de la législation sur les faillites), t. 4, p. 584.

Du maire d'Eauze et de six conseillers municipaux de Réans et d'Eauze [Gers]. — (Répartition de l'impôt foncier dans le département), t. 4, p. 737.

De trois cent soixante-sept habitants du quartier Clignancourt, à Paris. — (Travaux de voirie dans leurs quartiers), t. 4, p. 741.

Pétitions individuelles sur lesquelles le Sénat a passé, sans discussion, à l'ordre du jour.

Du sieur Auclerc. — (Insuffisance d'une indemnité pour suppression d'office), t. 4, p. 195.

Du sieur Bruand. — (Résidence des juges de paix), t. 4, p. 197.

Du sieur Gauthier. — (Insuffisance de la législation concernant les mineurs), t. 4, p. 198.

Du sieur Hugon. — (Accroissement des revenus du Trésor sans augmentation d'impôt), t. 4, p. 204.

Du sieur Choquart. — (Révision de la loi des patentes), t. 4, p. 211.

Du sieur Boucher. — (Impôt des portes et fenêtres), t. 4, p. 216.

Du sieur Mas de Saint-Maurice. — (Titre de *Père du Peuple* à décerner à Sa Majesté), t. 1, p. 216; t. 4, p. 573.

Du sieur Bing. — (Admission à l'escompte des factures reconnus par l'acheteur), t. 1, p. 221.

Du sieur Mary. — (Inamovibilité des juges de paix), t. 1, p. 226.

Du sieur Colbrant. — (Durée des prescriptions civile et criminelle), t. 1, p. 230.

Du sieur Petit. — (Immobilisation des rentes sur l'État, pour servir au remploi des femmes dotales), t. 1, p. 231.

Du sieur Gendron. — (Prescription acquisitive par dix et vingt ans), t. 1, p. 232.

Du sieur Bussière. — (Résidence des juges de paix; candidature de ces magistrats à des fonctions électives), t. 1, p. 234.

Du sieur Sandon. — (Plaintes contre des mesures ayant porté atteinte à la liberté du pétitionnaire), t. 1, p. 266.

Du sieur Sizaire. — (Établissement d'une patente sur les mesureurs privés), t. 1, p. 299.

Du sieur Maison. — (Révision de la loi sur les pensions civiles), t. 1, p. 304.

Du sieur Bonnet. — (Mesures à prendre pour l'exécution des testaments), t. 1, p. 353.

Du sieur Mariono. — (Extension de la liberté de tester), t. 1, p. 354.

Du sieur Coffre. — (Substitution d'un chemin d'exploitation permanent à la servitude de passage), t. 1, p. 356.

Du comte du Parc-d'Avaugour. — (Restitution, en terres dans la Guyane, aux ayants droit, au fonds commun d'indemnité), t. 1, p. 380.

Du sieur Robin. — (Réduction sur les droits d'entrée et de vente des fruits communs), t. 1, p. 387.

Du sieur Thévenot. — (Répression des abus de la propagande en matière d'élection; introduction de certaines réformes dans la loi électorale), t. 1, p. 388.

Du sieur Perrin. — (Création, dans chaque arrondissement, d'une conservation des actes notariés), t. 1, p. 406.

Du sieur Dally. — (Mesures pour arriver à la diminution des loyers), t. 1, p. 408.

Du sieur Boullenot. — (Règlement de petite voirie applicable à toutes les localités de l'Empire), t. 1, p. 478.

Du sieur Amas. — (Organisation de la charité dans les campagnes), t. 1, p. 480.

Du sieur Derbesse. — (Établissement d'une administration générale et publique de bienfaisance), t. 1, p. 492.

Du sieur Grelleau. — (Annulation d'arrêtés du Préfet du Gard autorisant la perception de centimes additionnels dans la commune de Garons), t. 1, p. 500.

Du sieur Fabre. — (Extension de la liberté d'enseignement), t. 1, p. 549.

Du sieur Larginière. — (Extension de l'instruction primaire dans les campagnes), t. 1, p. 550.

Du sieur Chamboneau. — (Faculté pour tout licencié ou bachelier de se livrer à l'enseignement sans autre justification), t. 1, p. 551.

Du sieur Joubert. — (Augmentation du traitement des instituteurs), t. 1, p. 551.

Du sieur Béguinot. — (Établissement d'école primaire supérieure et de bibliothèque dans chaque chef-lieu de canton), t. 1, p. 552.

Du sieur Boismartel. — (Modification de la législation sur l'instruction primaire), t. 1, p. 553.

Du sieur Thévenot. — (Adjonction du Code Napoléon et du Code rural au programme de l'instruction primaire), t. 1, p. 554.

Du sieur Constant (n° 2). — (Création d'un fonds commun de secours pour les ouvriers de l'industrie et de l'agriculture), t. 1, p. 554.

De la comtesse du Hallec-d'Hallet. — (Réclamation d'une créance due par l'État pour transports militaires à l'armée de Rhin et Moselle), t. 1, p. 556.

Du sieur Percheron. — (Modification de la législation sur la portion des biens disponibles), t. 1, p. 560.

Du sieur Gabriel. — (Mesures à prendre pour garantir le secret du vote), t. 1, p. 636.

Du sieur Casabianca, conservateur des hypothèques, à Fougères. — (Plaintes contre une mesure prise par l'administration pour la gestion de son office pendant un congé qu'il avait obtenu), t. 1, p. 641.

De l'abbé Gerlié. — (Création d'un tribunal ecclésiastique chargé de prononcer sur les questions relatives à l'amovibilité des desservants; création d'une caisse de retraites pour le clergé), t. 1, p. 643.

Du sieur Sobie, sous-diacre, à Béziers. — (Plaintes contre une arrestation), t. 1, p. 646.

Du sieur Carteaux. — (Interprétation de la loi sur les pensions civiles, en ce qui concerne les veuves), t. 2, p. 38.

Du sieur Deleau. — (Demande d'un bureau de tabac), t. 2, p. 38.

Du sieur Bernardy. — (Révision de la loi sur les pensions civiles), t. 2, p. 39.

Du sieur Soucasse. — (Concurrence faite aux marchands patentés par les corporations enseignantes), t. 2, p. 41.

Du sieur Pellion. — (Interdiction aux usufruitiers d'affermier les biens dont ils ont la jouissance, autrement qu'aux enchères publiques), t. 2, p. 42.

De la dame veuve Lavalard. — (Rétablissement du douaire), t. 2, p. 44.

Du sieur Martin. — (Mesures relatives à la procédure civile), t. 2, p. 45.

Du sieur Butler. — (Dispense des fonctions de juré pour les sexagénaires), t. 2, p. 45.

Du sieur Peyron. — (Création de juges de paix consulaires), t. 2, p. 47.

Du sieur Clément. — (Invention d'un bateau-rabot propre à enlever les hauts-fonds du Rhône), t. 2, p. 49.

Du sieur Dahirel. — (Inconstitutionnalité d'un arrêté du Préfet du Finistère, relatif au curage des ruisseaux), t. 2, p. 51.

Du chevalier de Meckenheim. — (Réclamation d'une part de l'indemnité accordée aux dotataires du Mont de Milan), t. 2, p. 70.

Du sieur Léon Riché. — (Modification de l'article 1714 du Code Napoléon sur le louage), t. 2, p. 73.

De l'abbé Guiraud. — (Réclamation contre le partage de jouissance des biens communaux, dans la commune de Montégut), t. 2, p. 120.

Du sieur Redarez. — (Demande, par un ancien lieutenant adjudant-major, du grade de capitaine, auquel il prétend avoir droit), t. 2, p. 121.

Du sieur Frey. — (Demande d'une pension militaire), t. 2, p. 122.

Du sieur Brault. — (Modification des articles du Code de commerce relatifs au payement de la lettre de change), t. 2, p. 123.

Du sieur Seignier. — (Diminution de la taxe des lettres circulant de bureau à bureau dans la même circonscription cantonale), t. 2 p. 125.

Du sieur Luzet. — (Modification de la loi sur la taxe des chiens), t. 2, p. 128.

Du sieur Bernard. — (Payement des mandats d'articles d'argent par tous les bureaux de poste), t. 2, p. 128.

Du sieur Chatron. — (Révision du tarif de 1807 concernant les frais alloués aux greffiers de justice de paix), t. 2, p. 129.

Du sieur Gibassier. — (Même sujet), t. 2, p. 129.

Du sieur Pinard (n° 312). — (Plaintes contre les abus occasionnés par la remise, à des habitants de Genève, de permis de chasse dans le département de la Haute-Savoie), t. 2, p. 163.

De l'abbé Larricu. — (Admission des indigents dans les hospices, sans condition de domicile), t. 2, p. 643.

Du sieur Bougeault. — (Dangers que présentent les écoles mixtes pour la morale publique), t. 2, p. 645.

Du sieur Vachal. — (Plaintes contre une retenue faite sur l'arrérage d'un titre de rente 3 pour 100), t. 2, p. 647.

De l'abbé Masbon. — (Interruption, le dimanche, du service des chemins de fer), t. 2, p. 651.

Du sieur Rachels. — (Adoption, par tous les États européens, d'un système uniforme de poids et mesures), t. 3, p. 314.

Du sieur Delagrouë. — (Fixation des longitudes terrestres, à l'aide d'un méridien unique), t. 3, p. 315.

Du sieur Paul. — (Plaintes contre une révocation, et demande d'une pension, par un ancien gendarme), t. 3, p. 320.

Du sieur Jullien. — (Réserve exclusive pour les diplômés de l'École des arts et manufactures, de prendre le titre d'ingénieur civil), t. 3, p. 329.

Du sieur Birot. — (Interdiction aux juges de paix de se porter candidats aux conseils électifs, dans le ressort de leur juridiction), t. 3, p. 447.

Du sieur Coudérolle. — (Plaintes contre le préjudice que causerait à certains employés, les virements budgétaires), t. 4, p. 468.

Du sieur Magnanou. — (Réclamation contre les droits de chancellerie à payer pour addition de nom), t. 3, p. 469.

Du sieur Garridon et du sieur Brunerie. — (Mesures à prendre pour assurer la sécurité dans les convois de chemins de fer), t. 3, p. 469.

Du sieur Aubrespy. — (Mauvaise tenue des registres de l'état civil dans les campagnes), t. 3, p. 471.

De l'abbé Cordier. — (1^{re} partie. — Amélioration du service postal), t. 3, p. 473.

Du sieur de Lanorven. — (Liberté du transport des lettres moyennant application d'un timbre particulier d'affranchissement), t. 3, p. 476.

Du sieur Ménier. — (Proposition de moyens qui, suivant le pétitionnaire, détruiraient les effets de la crise cotonnière), t. 3, p. 483.

Du sieur Hubert. — (Établissement d'un droit pour les pauvres prélevé sur les contributions directes et indirectes), t. 3, p. 486.

Du sieur Mourchou. — (Irrégularité de certains actes de l'administration municipale de Marseille), t. 3, p. 486.

Du sieur Féber. — (Plaintes contre une décision du sous-préfet de Mulhouse qui lui a interdit la construction d'aqueducs d'irrigation sur sa propriété), t. 3, p. 490.

Du sieur Bouniol. — (Avancement dans les administrations publiques), t. 3, p. 493.

Du sieur Dujardet. — (Admission gratuite, dans les écoles du Gouvernement, de tous les jeunes gens sans fortune), t. 3, p. 494.

Du sieur Gérard. — (Obligation, pour les jeunes gens, de faire leurs études dans les établissements de la circonscription du domicile de leurs parents), t. 3, p. 496.

De l'abbé Blondeau de Sivory. — (Réclamation d'une somme due à son père, ancien officier de la République), t. 3, p. 531.

Du sieur Bories. — (Remplacement, par un droit fixe, du droit proportionnel dont sont frappés les dons et legs faits aux hospices et institutions de bienfaisance), t. 3, p. 551.

Du sieur Dottain. — (Augmentation d'un quart pour les pensions civiles inférieures à 2000 fr.), t. 3, p. 555.

Du marquis de Lestranges. — (Défense de se servir de sacs pesant plus d'un quintal métrique), t. 3, p. 588.

De l'abbé Constantin. — (Réclamation contre un changement de délimitation de la commune de Saint-Julien-de-Jonzy [Saône-et-Loire]), t. 3, p. 592.

Du sieur de Dulac. — (Extinction de la mendicité), t. 3, p. 593.

Du sieur Dessus. — (Résidence des juges de paix), t. 3, p. 594.

Du sieur Rollet. — (Modification de la loi de 1858 re-

lative à l'exécution des travaux destinés à mettre les villes à l'abri des inondations), t. 3, p. 608.

Du sieur Lami de Nozan. — (Demande d'intervention en faveur de la compagnie du télégraphe sous-marin de la Méditerranée), t. 3, p. 639.

Du sieur Benoit. — (Réunion, dans les cantons, des bureaux télégraphiques aux bureaux de poste), t. 3, p. 673.

Du sieur Théroutte. — (Réclamation au sujet d'une taxe sur les chiens, payée dans deux résidences différentes), t. 3, p. 674.

Du sieur Gaillande. — (Réclamation contre l'élévation du tarif des chemins de fer de banlieue, les dimanches et fêtes), t. 3, p. 675.

Du sieur Billon. — (Plaintes contre le chancelier du consulat de France, à Bahia), t. 3, p. 678.

Du sieur Jacot, ancien mousse de l'État. — (Demande d'une pension), t. 3, p. 684.

Du sieur Brasseur. — (Proposition d'une législation sur la propriété intellectuelle), t. 3, p. 686.

Du sieur Manlius Salles. — (Illégalité de la saisie d'un journal opérée à son domicile), t. 3, p. 687.

Du sieur Turge. — (Application à l'agriculture des cours d'eau employés à l'industrie), t. 3, p. 708.

Du sieur Robin (n° 295). — (Pétition incohérente), t. 4, p. 138.

Du sieur Legrand de Saule. — (Création d'établissements spéciaux pour les condamnés momentanément atteints d'aliénation mentale), t. 4, p. 133.

Du sieur Luce. — (Faculté, pour les employés exposés à des déplacements, d'exercer leurs droits électoraux dans le lieu où ils se trouvent au moment de l'élection), t. 4, p. 140.

Du sieur Larronde. — (Organisation des tribunaux de commerce), t. 4, p. 147.

Du sieur Magnan. — (Plaintes contre le retard apporté par le Corps législatif au vote sur le projet de loi relatif aux Sociétés à responsabilité limitée), t. 4, p. 147.

Du sieur Rolland (n° 37) et du sieur Madillac (n° 463). — (Modification de la loi sur les faillites), t. 4, p. 150.

Du sieur Leduc-Lagarde. — (Demande à fin d'obtenir que les campagnes faites en Espagne, dans la légion auxiliaire française, soient comptées dans le règlement de sa pension de retraite), t. 4, p. 157.

Du sieur Gasquet. — (Autorisation de fonder un établissement de pisciculture sur les côtes de la Méditerranée), t. 4, p. 159.

Du sieur Loraille. — (Dénonciation d'abus dans l'enseignement des institutions privées de Paris), t. 4, p. 163.

Du sieur Mathieu. — (Cautionnement des comptables des postes), t. 4, p. 161.

Du sieur Biétry (n° 436). — Demande à fin que tout commerçant soit tenu de mettre son nom sur ses enseignes et annonces), t. 4, p. 168.

Du sieur Lesque. — (Plaintes contre une révocation), t. 4, p. 169.

De l'abbé Maitral. — (Demande en décharge d'un impôt payé deux fois par suite d'un changement de résidence), t. 4, p. 169.

Du sieur Villeman. — (Réclamation contre une suppression d'emploi), t. 4, p. 170.

Du sieur Delord. — (Tatouage des nouveau-nés), t. 4, p. 171.

Du sieur Serres. — (Intervention en faveur de la Pologne et des prisonniers Taépings), t. 4, p. 171.

Du sieur Barbier. — (Abonnement aux journaux par la voie des bureaux de poste), t. 4, p. 172.

Du sieur Gouillé. — (Autorisation d'une grammaire), t. 4, p. 172.

De la dame veuve Le Mulois. — (Déni de justice), t. 4, p. 173.

Du sieur Buzenac. — (Demande de secours par un ancien militaire), t. 4, p. 174.

- Du sieur Hauët. — (Même sujet), t. 4, p. 174.
- Du sieur Brocard. — (Reconnaissance de ses droits comme inventeur des vaisseaux cuirassés), t. 4, p. 178.
- Du sieur Portes. — (Réclamation contre une décision du conseil de révision pour l'appel des jeunes soldats), t. 4, p. 181.
- Du sieur Monier. — (Plaintes contre la législation appliquée aux étangs dans le département de l'Ain), t. 4, p. 182.
- Du sieur Franquet. — (Création de marins de la garde; organisation des équipages de la flotte), t. 4, p. 191.
- Du sieur Bouchot. — (Pensions militaires), t. 4, p. 192.
- Du sieur Artaud (n° 180), et du sieur Lenormand (n° 333). — (Crise cotonnière), t. 4, p. 193.
- Du sieur Lelarge. — (Tarif des actes notariés), t. 4, p. 363.
- Du sieur Désiré Durand. — (Création de médecins cantonnaires), t. 4, p. 366.
- Du sieur Boniface. — (Incompatibilité des fonctions de maire avec la profession de cabaretier), t. 4, p. 437.
- Du sieur Hahn. — (Organisation des sapeurs-pompiers), t. 4, p. 444.
- Du sieur Le Gougeux de Fontaine. — (Amélioration du sort des employés), t. 4, p. 447.
- Du sieur Cachet. — (Pêche fluviale), t. 4, p. 479.
- Du sieur Pralin. — (Concours régionaux, agriculture), t. 4, p. 481.
- Du sieur Celles. — (Encouragement pour l'essai des machines agricoles), t. 4, p. 493.
- Du sieur Véry (n° 118). — (Opérations de bourse), t. 4, p. 496.
- Du sieur Lavallée (n° 391). — (Même sujet), t. 4, p. 501.
- Du vicomte Delalot. — (Rétablissement de la croix de Saint-Louis parmi les récompenses militaires), t. 4, p. 507.

Du sieur Falconetti. — (Enseignement des écoles primaires), t. 4, p. 514.

Du sieur Abauzit. — (Extinction de la mendicité), t. 4, p. 515.

Du sieur Julienne. — (Établissement de loteries communales), t. 4, p. 515.

Du sieur Gosset. — (Création d'une banque de l'agriculture), t. 4, p. 519.

Du sieur Escoffier. — (Rétablissement des maisons de jeu), t. 4, p. 519.

De l'abbé Peretti. — (Supplément de traitement), t. 4, p. 519.

Du sieur Lamarque. — (Étude de la végétation des plantes), t. 4, p. 520.

Du sieur Genat. — (Demande d'indemnité), t. 4, p. 521.

Du sieur Denucé. — (Demande d'enquête, par un ancien maire), t. 4, p. 521.

Du sieur Jaillon. — (Déni de justice), t. 4, p. 568.

Du sieur Margo, dit *Guillien*. — (Plaintes contre un jugement), t. 4, p. 568.

Du sieur Cazenave. — (Exemption du service militaire pour les agriculteurs qui s'engageraient à continuer le travail de la terre pendant un certain nombre d'années), t. 4, p. 570.

Du sieur Duchemin. — (Remplacement sur les passeports du signalement par le portrait photographié du porteur), t. 4, p. 570.

Du sieur Marchal. — (Voyage à prix réduit sur les chemins de fer pour les militaires en retraite), t. 4, p. 571.

Du sieur Passot. — (Pétition incohérente), t. 4, p. 571.

Du sieur Probst. — (Réclamation d'une gratification au ministère de la Maison de l'Empereur), t. 4, p. 573.

Du sieur Frédéric Billot. — (Inhumation à Saint-Denis

des cendres du Roi Charles X, du duc et de la duchesse d'Angoulême), t. 4, p. 573.

Du sieur Bories. — (Interdiction aux magistrats de se porter candidats à des fonctions électives dans le ressort de leur juridiction), t. 4, p. 574.

Du sieur Staedel. — (Plaintes contre le Gouvernement de la ville libre de Francfort), t. 4, p. 575.

Du sieur Reydemorande. — (Acclimatation des plantes tropicales), t. 4, p. 576.

Du sieur Schmitt. — (Déni de justice), t. 4, p. 577.

De la dame Tuffaut. — (Déni de justice), t. 4, p. 577.

Du sieur Tissandier. — (Pétition incohérente), t. 4, p. 579.

Du sieur Cramer. — (Invention d'un système de charpentes), t. 4, p. 580.

Du sieur Laurent. — (Limitation de la culture de la betterave), t. 4, p. 580.

Du sieur Robinet. — (Établissement de paratonnerres), t. 4, p. 580.

Du sieur Le Coispellier. — (Substitution de l'asphyxie à la décapitation), t. 4, p. 580.

Du sieur Duchon-Doris. — (Liquidation de la Banque de France), t. 4, p. 581.

Du sieur Lorentz. — (Création de tribunaux de l'esprit public), t. 4, p. 581.

Du sieur Lequeux. — (Inscription des prénoms par ordre alphabétique), t. 4, p. 582.

Du sieur Mignot. — (Colportage des pétitions imprimées), t. 4, p. 582.

Du sieur Monnot. — (Droit au repos pour les sexagénaires), t. 4, p. 582.

De la demoiselle Delage. — (Création d'une œuvre de la propagation de la charité et des bonnes mœurs), t. 4, p. 583.

Du sieur Couannier. — (Retrait de la dispense du service

militaire pour les étudiants ecclésiastiques; rappel de l'armée française de Rome), t. 4, p. 583.

Du sieur Dumonté. — (Restitution à Port-Joinville du nom de Port-Breton), t. 4, p. 583.

Du sieur Béjot. — (Pétition incohérente), t. 4, p. 584.

Du sieur Pruvost de Sauly. — (Exemption, pour certaines catégories de maires, de l'impôt sur les chevaux et voitures), t. 4, p. 584.

Du sieur Laurent. — (Création d'un fonds de secours pour les personnes réduites à l'indigence par suite de vol ou d'escroquerie), t. 4, p. 585.

Du sieur Guiraudon. — (Plaintes contre un refus d'ouvrir une école), t. 4, p. 586.

Du sieur Savini. — (Demande de secours), t. 4, p. 586.

Du sieur Dziedzicki. — (Demande, à fin d'être réintégré dans le cadre des garde-mines de 2^e classe), t. 4, p. 587.

Du sieur Borelly. — (Réclamation contre le conseil général de l'Aude), t. 1, p. 587.

Du sieur Michelot. — (Demande d'indemnité, comme ancien mandataire de S. A. I. la Princesse Pauline), t. 4, p. 588.

Du sieur Tavarez. — (Médaille de Sainte-Hélène), t. 4, p. 589.

Du sieur Naas. — (Demande de secours), t. 4, p. 589.

Du sieur Couder. — (Plaintes contre une révocation), t. 4, p. 589.

De la dame Barthès. — (Plaintes contre un jugement), t. 4, p. 590.

Du sieur Canquoin. — (Réclamation d'une indemnité pour résiliation d'un marché pendant la guerre de Crimée), t. 4, p. 590.

Du sieur Desloges. — (Plaintes contre un jugement), t. 4, p. 591.

Du sieur Woelflé. — (Révision d'une pension civile), t. 4, p. 592.

- Du sieur Jobredot. — (Déni de justice), t. 4, p. 592.
- Du sieur Mennechet (Lucien). — (Déni de justice), t. 4, p. 593.
- Du sieur Ducassé. — (Médaille de Sainte-Hélène), t. 4, p. 593.
- Du sieur Fichoux. — (Demande de pension civile), t. 4, p. 593.
- Du sieur Taillefer. — (Demande d'une pension ou d'un bureau de tabac), t. 4, p. 594.
- De la dame veuve Larchevêque. — (Demande d'une pension), t. 4, p. 594.
- Du sieur Vigouroux. — (Même demande), t. 4, p. 594.
- Du sieur de Nobili. — (Demande de secours), t. 4, p. 595.
- Du sieur Toutan. — (Réclamation d'une créance sur l'État), t. 4, p. 595.
- De la dame Arnould. — (Secours pour les veuves d'anciens officiers légionnaires), t. 4, p. 730.
- Du chevalier de Paravey. — (Commerce français dans l'extrême Orient), t. 4, p. 749.

Pétitions sur lesquelles la question préalable a été prononcée.

- De M. Darimon. — (1^{re} partie. — Inconstitutionnalité d'une communication verbale faite aux journaux par le Ministre de l'intérieur), t. 3, p. 214, 267.
- De huit avoués, à Annecy [Haute-Savoie]. — (Inconstitutionnalité de décrets de 1860 qui ont organisé et nommé les avoués dans les territoires annexés), t. 4, p. 423.
- Du sieur André Pasquet. — (Inconstitutionnalité du décret de 1862, qui fixe le nombre des circonscriptions électorales), t. 4, p. 695.

Liste, par ordre alphabétique, des pétitionnaires individuels ou collectifs.

MM.

- Abauzit, t. 4, p. 515.
- Algérie (Dix-sept mil huit cent cinquante-trois habitants de l'), t. 2, p. 482.
- Amas, t. 1, p. 480.

- Architectes de la ville de Paris et du Gouvernement*, t. 4, p. 456.
- Armateurs et patrons de barques, à Boulogne*, t. 3, p. 681.
- Arnould (Veuve), t. 4, p. 730.
- Artaud, t. 4, p. 193.
- Assurances mutuelles contre l'incendie (Directeurs de sociétés d')*, t. 1, p. 525.
- Aubrespy, t. 3, p. 471.
- Auclerc, t. 1, p. 193.
- Aveugles, à Paris*, t. 4, p. 136.
- Avoués, à Annecy*, t. 4, p. 423.
- Baraguet, t. 1, p. 275.
- Barbier, t. 4, p. 172.
- Barthès, t. 4, p. 590.
- Bayonne (Propriétaires de maisons, à)*, t. 1, p. 408.
- Bazin, t. 4, p. 581.
- Béguinot, t. 1, p. 552.
- Béjot, t. 4, p. 584.
- Bellot, t. 1, p. 186.
- Benoît, t. 3, p. 673.
- Bernard, t. 2, p. 128.
- Bernardy, t. 2, p. 39.
- Béziers à Graissessac (Porteurs d'obligations du chemin de fer de)*, t. 2, p. 159.
- Biétry (n° 436), t. 4, p. 168.
- Billon, t. 3, p. 678.
- Billot (Frédéric), t. 4, p. 573.
- Bing, t. 1, p. 221.
- Biro, t. 3, p. 447.
- Blanchet, t. 4, p. 448.
- Blondeau de Sivory (L'abbé), t. 3, p. 581.
- Boismartel, t. 1, p. 553.
- Boniface, t. 4, p. 437.
- Bonnet, t. 1, p. 353.
- Borelly, t. 4, p. 587.
- Bories, t. 3, p. 551; t. 4, p. 574.
- Bornier, t. 3, p. 562.
- Boucher, t. 1, p. 216.
- Bouchot, t. 4, p. 192.
- Bougeault, t. 2, p. 645.

- Boullenot, t. 1, p. 478.
 Bouniol, t. 3, p. 493.
 Bousquet, t. 1, p. 423.
 Brandouly, t. 3, p. 459.
 Brasseur, t. 3, p. 686.
 Brault, t. 2, p. 123.
Brest (Habitants de), t. 4, p. 516.
 Brocart, t. 4, p. 178.
 Brouillard, t. 4, p. 729.
 Bruand, t. 1, p. 197.
 Brunerie, t. 3, p. 469.
 Bussière, t. 1, p. 234.
 Butler, t. 2, p. 45.
 Buzenac, t. 4, p. 174.
 Cachet, t. 4, p. 479.
 Caillaud, t. 3, p. 584.
 Canquoin, t. 4, p. 590.
 Carmignac-Descombes, t. 4, p. 435.
Carriers (Ouvriers), t. 1, p. 536.
 Carteaux, t. 2, p. 38.
 Casabianca, t. 1, p. 641.
 Caumont (Aldrick), t. 1, p. 537.
 Cazenave, t. 4, p. 570.
 Celles, t. 4, p. 493.
Cellule [Puy-de-Dôme], (Habitants de), t. 3, p. 591.
 Chamboneau, t. 1, p. 551.
Chambre de commerce de Saint-Omer, t. 3, p. 329.
 Chapuys, t. 1, p. 218.
 Chatron, t. 2, p. 129.
Chasseurs du département des Ardennes (Société des),
 t. 4, p. 739.
 Chausson, t. 4, p. 739.
 Chénier (De), t. 4, p. 495.
 Chopart, t. 3, p. 709.
 Choquart, t. 1, p. 211.
 Clément, t. 2, p. 49.
 Coffre, t. 1, p. 356.
 Colbrand, t. 1, p. 230.
 Combes, t. 1, p. 519.
Comice agricole de Toulon (Président et Secrétaire du),
 t. 2, p. 164.

- Commerçants, à Saint-Antoine (Gironde)*, t. 4, p. 584.
 Coninck (Frédéric de), t. 1, p. 647.
 Conord, t. 1, p. 420.
 Constant (Félix), t. 1, p. 554.
 Constantin (L'abbé), t. 3, p. 592.
 Corbin, t. 1, p. 228.
 Cordier (L'abbé); t. 3, p. 473.
 Couannier, t. 4, p. 583.
 Couder, t. 3, p. 461; t. 4, p. 589.
 Coudérolle, t. 3, p. 468.
 Coulonge, t. 4, p. 581.
 Couturier, t. 1, p. 308.
 Cramer, t. 4, p. 580.
 Crouzet, t. 1, p. 326.
 Dahirel, t. 2, p. 51.
 Dally, t. 1, p. 408.
 Dargent, t. 1, p. 275.
 Darimon, t. 3, p. 214.
 Degouve-Denuncques, t. 1, p. 398.
 Delage (Demoiselle), t. 4, p. 583.
 Delagrôue, t. 3, p. 315.
 Delalot (Le vicomte), t. 4, p. 507.
 Deleau, t. 2, p. 38.
 Delord, t. 4, p. 171.
 Demetz-Noblat, t. 3, p. 299.
 Demoulin, t. 1, p. 355.
 Denucé, t. 4, p. 521.
 Derbesse, t. 1, p. 492, 493.
 Desloges, t. 4, p. 591.
 Despleux, t. 4, p. 448.
 Dessus, t. 3, p. 594.
 Dottain, t. 3, p. 535.
 Ducassé, t. 4, p. 593.
 Duchemin, t. 4, p. 570.
 Duchon-Doris, t. 4, p. 581.
 Duffau, t. 4, p. 490.
 Dujardet, t. 3, p. 494.
 Dulac (De), t. 3, p. 593.
 Dumonté, t. 4, p. 583.
 Durand (Désiré), t. 4, p. 366.
 Duval, t. 4, p. 132.

- Dziedziicki, t. 4, p. 587.
Eauze [*Gers*] (*Maire de la commune d'*), t. 4, p. 737.
Électeurs de quatre communes du département de l'Hérault (*Quarante et un*), t. 1, p. 209.
Escoffier, t. 4, p. 519.
Fabre, t. 1, p. 549.
Falconetti, t. 4, p. 544.
Fallon [*Haute-Saône*] (*Habitants de*), t. 2, p. 557.
Feber, t. 3, p. 490.
Fichoux, t. 4, p. 593.
Franquet, t. 4, p. 191.
Frey, t. 2, p. 122.
Gabriel, t. 1, p. 636.
Gaillande, t. 3, p. 675.
Garot, t. 1, p. 423.
Garridon, t. 3, p. 469.
Gasquet, t. 4, p. 159.
Gaulhier, t. 1, p. 355.
Gauthier, t. 1, p. 198.
Génat (Clément), t. 4, p. 521.
Gendron, t. 1, p. 232.
Généraux du génie, t. 4, p. 456.
Gérard, t. 3, p. 496.
Gerlié (L'abbé), t. 1, p. 643.
Gibassier, t. 2, p. 129.
Giraud, t. 4, p. 572.
Gosset, t. 4, p. 519.
Gouillé, t. 4, p. 172.
Gourgeois, t. 1, p. 355.
Grandjean, t. 4, p. 132.
Gras, t. 1, p. 477.
Grelleau, t. 1, p. 500.
Guiard, t. 2, p. 55.
Guibail, t. 4, p. 142.
Guillemin, t. 3, p. 492.
Guiraud (L'abbé), t. 2, p. 120.
Guiraudon, t. 4, p. 536.
Hahn, t. 4, p. 444.
Hailec d'Hallet (La comtesse du), t. 1, p. 556.
Hamard, t. 3, p. 557.
Hosten, t. 1, p. 355.

- Houët, t. 4, p. 174.
 Houbrèque, t. 3, p. 228.
 Hubert, t. 3, p. 486.
 Hugon, t. 1, p. 204.
 Hyères [*Var*] (*Habitants d'*), t. 3, p. 453.
Industriels de Bischwiller, Saint-Dié, Strasbourg, Bar-le-Duc, et chambre de commerce de Saint-Omer, t. 3, p. 329.
Ingénieurs géomètres, t. 4, p. 138.
 Jacot, t. 3, p. 684.
 Jaillon, t. 4, p. 568.
 Jobredot, t. 4, p. 592.
 Joubert, t. 1, p. 551.
 Julienne, t. 4, p. 513.
 Jullien, t. 3, p. 329.
 Labusan, t. 1, p. 619.
Laluque [Landes] (Habitants de la commune de) t. 1, p. 618.
 Lamarque, t. 4, p. 520.
 Lami de Nozan, t. 3, p. 639.
 Lanorven (De), t. 3, p. 476.
 Larchevêque (Veuve), t. 4, p. 594.
 Larginière, t. 1, p. 550.
 Larrieu (L'abbé), t. 2, p. 643.
 Larroude, t. 4, p. 147.
 Laujoulet, t. 1, p. 202.
 Laurent, t. 4, p. 585.
 Lavallard (Veuve), t. 2, p. 44.
 Lavallée, t. 4, p. 521.
 Laville, t. 2, p. 63.
 Lebourg, t. 4, p. 739.
 Le Coispellier, t. 4, p. 580.
 Leduc-Lagarde, t. 4, p. 157.
 Le Gougeux de Fontaines, t. 4, p. 447.
 Legrand de Saule, t. 4, p. 138.
 Lelarge, t. 4, p. 363.
 Le Mulois (Veuve), t. 4, p. 173.
 Lenormand, t. 4, p. 193.
 Lepargneux, t. 4, p. 732.
 Lequeux, t. 4, p. 582.
 Lerat, t. 4, p. 161.

- Lesque, t. 4, p. 169.
Lestranges (Le marquis de), t. 3, p. 588.
Leveau, t. 3, p. 596.
Lévy, t. 1, p. 512.
Linat, t. 3, p. 325.
Loraille, t. 4, p. 163.
Lorentz, t. 4, p. 581.
Lorrin de Chaffin, t. 1, p. 398.
Luce, t. 4, p. 140.
Ludé, t. 2, p. 76.
Luzet, t. 2, p. 128.
Mabillon, t. 3, p. 715.
Madillac, t. 4, p. 150.
Magnan, t. 4, p. 147.
Magnanou, t. 3, p. 469.
Maincent, t. 1, p. 411.
Maison, t. 1, p. 304.
Maitral (L'abbé), t. 4, p. 169.
Maîtres de forges, t. 1, p. 503.
Manlius-Salles, t. 3, p. 687.
Manuel, t. 3, p. 325.
Marchal, t. 4, p. 571.
Marchands de fer, t. 1, p. 503.
Margo, dit Guillien, t. 4, p. 568.
Marguerittes [Gard] (Habitants de), t. 2, p. 65.
Marie (Léon), t. 3, p. 709.
Mariono, t. 1, p. 354.
Marquis, t. 1, p. 309.
Marseille (Habitants de), t. 1, p. 405.
Martin, t. 2, p. 45.
Mary, t. 1, p. 226.
Masbon (L'abbé), t. 2, p. 651.
Mas de Saint-Maurice, t. 1, p. 216 ; t. 4, p. 573.
Massies, t. 1, p. 619.
Mathieu, t. 4, p. 165.
Meckenheim (Le chevalier de), t. 2, p. 70.
Ménier, t. 3, p. 483.
Mennechet (Lucien), t. 4, p. 593.
Meyer, t. 3, p. 325.
Michelot, t. 4, p. 588.
Michon, t. 4, p. 572.

Midi (Trente-cinq mille six cent dix-neuf habitants de quinze départements du), t. 4, p. 689.

Mignot, t. 4, p. 582.

Monier, t. 4, p. 182.

Monniot, t. 4, p. 582.

Montané, t. 1, p. 371.

Moulin, t. 1, p. 358.

Mourchou, t. 3, p. 486.

Mulhouse (Habitants de), t. 4, p. 440.

Musiciens civils, à Toulon, t. 1, p. 207.

Naas, t. 4, p. 589.

Napoléonville (Habitants de), t. 2, p. 146.

Nîmes (Habitants de l'arrondissement de), t. 1, p. 632.

Nobili (De), t. 4, p. 595.

Notaires, t. 1, p. 353, 360.

Officiers en retraite, t. 3, p. 458; t. 4, p. 297.

Orgerus (Seine-et-Oise), (Habitants de la commune d'), t. 3, p. 708.

Paravey (Le chevalier de), t. 4, p. 749.

Pasquet (André), t. 4, p. 695.

Palys (Le comte de), t. 2, p. 160.

Parc d'Avagour, (Le comte du), t. 1, p. 380.

Paris (Habitants de), t. 1, p. 381, 408, 635; t. 2, p. 146; t. 4, p. 745.

Passot, t. 4, p. 571.

Patrons de barques, employés au travaux de la Basse-Seine, t. 1, p. 536.

Paul, t. 3, p. 320.

Peignot, t. 4, p. 734.

Pellion, t. 2, p. 42.

Percheron, t. 1, p. 560.

Peretti (L'abbé), t. 4, p. 519.

Perret, t. 4, p. 739.

Perrin, t. 1, p. 406; t. 3, p. 478.

Petit, t. 1, p. 231,

Peyron, t. 1, p. 483; t. 2, p. 47.

Pharmaciens, au Mans et à Montpellier, t. 3, p. 889.

Pijon, t. 2, p. 55.

Pinard, t. 2, p. 163.

Ploquet, t. 4, p. 161.

Polonais (Vingt-neuf réfugiés), t. 2, p. 146; t. 3, p. 644.

- Pons, t. 4, p. 739.
Ponts et chaussées (Inspecteurs généraux et ingénieurs en chef des), t. 4, p. 456.
 Portes, t. 4, p. 181.
 Poutet, t. 1, p. 619.
 Pralin, t. 4, p. 481.
 Probst, t. 4, p. 573.
 Pruvost de Sauly, t. 4, p. 584.
 Rachels, t. 3, p. 314.
 Rancoule, t. 3, p. 667.
Réans [Gers] (Conseillers municipaux de la commune de), t. 4, p. 737.
 Redarez, t. 2, p. 121.
 Rémy, t. 1, p. 517.
 Rey, t. 4, p. 448.
 Reydemorande, t. 4, p. 576.
 Riché (Léon), t. 2, p. 73.
 Rivière (L'abbé), t. 1, p. 521.
 Robin, t. 1, p. 387; t. 4, p. 138.
 Robinet, t. 4, p. 580.
 Rocchi, t. 4, p. 160.
 Roig de Bourdeville (L'abbé), t. 1, p. 637.
 Rolland, t. 4, p. 150.
 Rollet, t. 3, p. 608.
 Roulland, t. 4, p. 161.
 Rumaire, t. 3, p. 490.
Saint-Christophe-du-Bois [Maine-et-Loire] (Habitants de la commune de), t. 4, p. 148.
Saint-Quentin (Société académique de), t. 4, p. 448.
 Sandon, t. 1, p. 266.
Savières [Aube] (Maire et habitants de), t. 3, p. 701.
 Savini, t. 4, p. 586.
 Schertz, t. 3, p. 329.
 Schmitt, t. 4, p. 577.
Ségulas [Hautes-Pyrénées] (Habitants de), t. 1, p. 307.
 Séguevesses, t. 1, p. 535.
 Seignier, t. 2, p. 125.
 Sercey (De), t. 4, p. 568.
 Serres, t. 4, p. 171.
Serrurriers, à Carcassonne, t. 3, p. 667.
 Sizaire, t. 1, p. 299.

Sobie, t. 1, p. 646.

Société d'horticulture de Seine-et-Oise, t. 3, p. 584.

Soucasse, t. 2, p. 41.

Stædel, t. 4, p. 575.

Taillefer, t. 4, p. 594.

Tavarez, t. 4, p. 589.

Thérouanne, t. 3, p. 674.

Thévenot, t. 1, p. 388, 554.

Tissandier, t. 4, p. 579.

Toucas, t. 1, p. 536.

Toutan, t. 4, p. 595.

Tremblade [Charente-Inférieure] (Propriétaires de dunes dans la commune de la), t. 3, p. 628.

Troianowski, t. 2, p. 146; t. 3, p. 644.

Troyaux, t. 1, p. 194.

Tuffaut (Dame), t. 4, p. 577.

Turge, t. 3, p. 708.

Uzès (Habitants de l'arrondissement d'), t. 1, p. 632.

Vachal, t. 2, p. 647.

Vérificateurs des poids et mesures, t. 3, p. 488.

Vermot, t. 3, p. 688.

Véry, t. 4, p. 496.

Vial, t. 3, p. 715.

Vigouroux, t. 4, p. 594.

Villeman, t. 4, p. 170.

Vivien, t. 3, p. 490.

Wanschooten, t. 1, p. 275.

Woelfflé, t. 4, p. 592.

Yonne (Maires de différentes communes du département de l'), t. 1, p. 223.

Pétition (Droit de). — Pétition du sieur Mignot signalant les formalités de la loi sur le colportage des pétitions imprimées, comme une atteinte au droit de pétition. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 582. — Ordre du jour.

Pharmacie. — Pétition de pharmaciens relative à l'insuffisance de la loi qui régit l'exercice de la pharmacie. — Rapport par M. Tourangin, t. 3, p. 589. — Renvoi au Ministre de la justice, au Ministre de l'instruction publique

et au Ministre de l'agriculture, du commerce, et des travaux publics.

Places de guerre. — (Voy. Arsenaux.)

PIÉTRI (M.). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 28 février.

Pisciculture. — Pétition du sieur Gasquet demandant l'autorisation de fonder un établissement de pisciculture à Hyères.
— Rapport par M. le vice-amiral Le Prédour, t. 4, p. 159.
— Ordre du jour.

Poids et mesures.

1. — Pétition du sieur Rachels demandant l'adoption, par tous les États européens, d'un système uniforme de poids et mesures et de monnaies. — Rapport par M. Larabit, t. 3, p. 314. — Ordre du jour.

2. — Pétition de cinq vérificateurs de l'Aube signalant des améliorations à introduire dans le service de la vérification des poids et mesures. — Rapport par M. de Lardourette, t. 3, p. 488. — Renvoi au Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Poids publics. — Pétition du sieur Sizaire demandant : 1° que les ressources que pourrait offrir à la commune de Minervois le privilège exclusif du poids public lui soient assurées; 2° qu'une patente de 600 fr. soit imposée aux mesureurs privés. — Rapport par M. le baron de Chapuys-Montlaville, t. 4, p. 299. — Renvoi au Ministre de l'intérieur de la première partie; ordre du jour sur la seconde.

Pologne.

1. — Pétitions en faveur de la Pologne. — Rapport par M. Larabit, t. 2, p. 146. — Question préjudicielle (*Exercice du droit de pétition par les étrangers*) : MM. le marquis de Boissy, t. 2, p. 183; le Président, p. 187, 192, 193; le Rapporteur, p. 188; le premier président de Royer, *président de la Commission*, p. 189; le baron Haussmann, p. 192. — Discussion : MM. Bonjean, t. 2, p. 194; le vicomte de La Guéronnière, p. 231; le prince Poniatowski, p. 250; le marquis de La Rochejaquelein, p. 260; le comte

Walewski, p. 280, 281, 302, 309; S. A. I. le Prince Napoléon, p. 315; S. Ex. M. Billault, *Ministre sans portefeuille*, p. 373, 393; MM. Tourangin, p. 384; Le Verrier, p. 425; le comte de Ségur-d'Aguesseau, p. 426. — *Ordre du jour.* — Réclamation de M. Achille Fould, sur une interruption que lui aurait à tort attribué *le Moniteur* dans la discussion sur les pétitions relatives à la Pologne (discours de M. le marquis de La Rochejaquelein), t. 2, p. 570; observation de M. le baron de Lacrosse, *Sénateur-Secrétaire*, *ibid.* — Réclamation de M. le marquis de La Rochejaquelein contre l'attribution qui lui aurait été faite de l'interruption attribuée à tort à M. Fould, t. 3, p. 1.

2. — Pétition du sieur Serres demandant que la France combatte pour l'indépendance de la Pologne. — Rapport par M. le baron de Lacrosse, t. 4, p. 171. — *Ordre du jour.*

PONIATOWSKI (M. le prince). — Prend part au vote dans les séances des 30 janvier; 25 février; 14, 17, 19 mars. — Est entendu dans la discussion sur les pétitions relatives à la Pologne, t. 2, p. 250.

Ponts. — Loi relative au rachat des droits attribués à la compagnie du pont de Bordeaux par la loi du 10 avril 1818, t. 4, p. 247. — Loi relative au rachat du péage du pont de Trilport, sur la Marne, t. 4, p. 248. — Rapport sur ces deux lois par M. Mallet, t. 4, p. 406. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 411.

Port d'armes. — Loi portant prorogation de la prohibition du port d'armes en Corse, t. 4, p. 829. — Rapport par M. le comte de Casabianca, t. 4, p. 679. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 682.

Portes et fenêtres (Impôt des). — (*Voy.* Impôts nos 1, 4.)

Port-Joinville. — Pétition du sieur Dumonté demandant que l'ancien nom de Port-Breton soit rendu à cette commune. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 583. — *Ordre du jour.*

Postes.

1. — Loi approuvant les stipulations financières conte-

nues dans une convention relative à l'exécution d'un service postal entre Nice et la Corse, t. 3, p. 14. — Rapport par M. le comte Boulay de la Meurthe, t. 3, p. 201. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 3, p. 204.

2. — Loi portant établissement d'une taxe supplémentaire sur les lettres expédiées après les levées générales, t. 4, p. 22. — Rapport par M. Stourm, t. 4, p. 281. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 286.

Postes.

1. — Pétition du sieur Seignier, relative à la taxe des lettres circulant de bureau à bureau, dans l'intérieur d'une même circonscription cantonale. — Rapport par M. Stourm, t. 2, p. 128. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Bernard demandant que les mandats d'articles d'argent soient payés dans tous les bureaux de poste. — Rapport par M. Stourm, t. 2, p. 128. — Ordre du jour.

3. — Pétition de l'abbé Cordier demandant l'amélioration du service postal. — Rapport par M. Amédée Thayer, t. 3, p. 473. — Ordre du jour.

4. — Pétition du sieur de Lanorven, demandant que le transport des lettres soit libre moyennant l'application d'un timbre particulier d'affranchissement. — Rapport par M. Amédée Thayer, t. 3, p. 476. — Ordre du jour.

5. — Pétition du sieur Perrin demandant que les mandats au-dessus de 10 fr. soient exemptés du droit de timbre. — Rapport par M. Amédée Thayer, t. 3, p. 478. — Dépôt au Bureau des renseignements.

6. — Pétition du sieur Hamard demandant que l'administration des Postes puisse être chargée du recouvrement des effets de commerce de minime valeur. — Rapport par M. Amédée Thayer, t. 3, p. 557. — Renvoi au Ministre des finances.

Poudrière. — Pétition d'habitants de la ville de Brest, signalant le danger auquel un quartier de cette ville serait exposé, par suite du voisinage d'une poudrière. — Rapport

par M. le baron de Lacrosse, t. 4, p. 516. — Observation de M. le général vicomte de La Hitte, t. 4, p. 518. — Renvoi au Ministre de la guerre.

Prescription.

1. — Pétition du sieur Colbrant demandant une loi qui fasse disparaître la contradiction existant, selon lui, entre les articles 637 du Code d'instruction criminelle et 2262 du Code civil, relatifs à la prescription de l'action civile. — Rapport par M. Bonjean, t. 1, p. 230. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Gendron demandant que l'article 2266 du Code civil, sur la prescription acquisitive par dix et vingt ans, soit modifié. — Rapport par M. Bonjean, t. 1, p. 232. — Ordre du jour.

Procédure civile. — Pétition du sieur Martin soumettant des mesures dans le but d'accélérer la marche des procès. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 45. — Ordre du jour.

Procès-verbaux.

1. — Incident sur le procès-verbal lu à la séance du 30 janvier : MM. le marquis de Lavalette, t. 1, p. 143 ; le marquis de La Rochejaquelein, p. 144.

2. — Incident sur le procès-verbal lu à la séance du 12 mars : MM. le marquis de Boissy, t. 2, p. 90, 93 ; le baron de Lacrosse, *Sénateur-Secrétaire*, p. 92.

3. — Incident sur le procès-verbal lu à la séance du 19 mars : M. le marquis de La Rochejaquelein, t. 2, p. 379.

4. — Incident sur le procès-verbal lu à la séance du 11 avril : MM. le baron Dupin, le baron de Lacrosse, *Sénateur-Secrétaire* et le procureur-général Dupin, t. 3, p. 2 à 5.

5. — Incident sur le procès-verbal lu à la séance du 13 avril : MM. le général Charon, le Président et le baron Dupin, t. 3, p. 101 à 103.

6. — Incidents sur le procès-verbal lu à la séance du 21 avril : M. le baron Haussmann et S. Ém. le cardinal Mathieu, t. 3, p. 350 à 352. — M. Tourangin, t. 3, p. 353.

7. — Incident sur le procès-verbal lu à la séance du 2 mai : M. le marquis de Boissy, t. 4, p. 120.

8. — Incident sur le procès-verbal lu à la séance du 7 mai. — S. Ém. le cardinal Mathieu, t. 4, p. 370.

Propriétaires. — Pétition du sieur Dally demandant que les propriétaires cessent d'être considérés comme créanciers privilégiés pour le prix de leur location. — Rapport par M. Ferdinand Barrot, t. 1, p. 408. — Ordre du jour.

Propriété littéraire.

1. — Pétition du sieur Brasseur demandant qu'une même loi organique régisse la propriété des choses matérielles et celle des œuvres intellectuelles. — Rapport par M. le vicomte de Suleau, t. 3, p. 686. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur de Chénier demandant la révision des lois qui régissent la propriété littéraire et artistique. — Rapport par M. le vicomte de Suleau, t. 4, p. 493. — Dépôt au Bureau des renseignements.

Q

QUINETTE (M. le baron), *Conseiller d'État.* — Assiste, en qualité de Commissaire du Gouvernement, à la délibération d'une loi relative à un échange d'immeubles, t. 2, p. 107; — de la loi relative au règlement définitif du budget de l'exercice 1859, t. 2, p. 177; — de la loi relative à l'ouverture au budget de la Légion-d'honneur (exercice 1862) d'un crédit de 26 000 fr. pour l'acquisition d'un immeuble, t. 2, p. 432; — de la loi relative au règlement définitif du budget de l'exercice 1860, t. 4, p. 683.

R

RANDON (S. Ex. le maréchal comte). — Prend part au vote dans les séances des 30 janvier; 19, 24 mars; 13 avril; 1^{er} mai.

Récompenses honorifiques. — Pétition du vicomte Delalot de-

mandant que la croix de Saint-Louis soit comprise parmi les récompenses qui peuvent être accordées aux militaires. — Rapport par M. Larabit, t. 4, p. 507. — Ordre du jour.

Recrutement. — Pétition du sieur Cazenave demandant que les jeunes gens qui, voués à l'agriculture depuis l'âge de quinze ans, s'engageraient à continuer la profession agricole pendant neuf ans, soient dispensés du tirage au sort. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 570. — Ordre du jour.

REGNAUD DE SAINT JEAN D'ANGÉLY (S. Ex. le maréchal comte), *l'un des Grands-dignitaires du Sénat, Vice-président.* — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 18, 21, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé président du 3^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 30; — président du 5^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 349; — président du 2^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 380; — président du 3^e bureau; 4^e organisation, t. 3, p. 354.

Remparts d'Avignon. — (Voy. Dépossession.)

RENAULT (M. le général baron). — Prend part au vote dans la séance du 7 mai.

Rentes sur l'État.

1. — Pétition du sieur Petit demandant que les rentes sur l'État puissent être immobilisées pour servir de remploi aux femmes mariées sous le régime dotal. — Rapport par M. Bonjean, t. 1, p. 231. — Ordre du jour.

2. — Pétition de l'abbé Cordier demandant que l'administration facilite le payement, par les percepteurs, des arriérés dus aux porteurs de rentes ou de titres de la Caisse des retraites. — Rapport par M. Amédée Thayer, t. 3, p. 473. — Renvoi au Ministre des finances.

Révocation.

1. — Pétition du sieur Paul, ancien brigadier de gendarmerie, renouvelant ses plaintes au sujet de sa révocation. — Rapport par M. Larabit, t. 3, p. 320. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Lesque, révoqué des fonctions de directeur des postes, demandant à être réintégré ou à

- être traduit en justice. — Rapport par M. le baron de Lacroix, t. 4, p. 169. — Ordre du jour.
3. — Pétition du sieur Couder, se plaignant d'avoir été révoqué de ses fonctions de commissaire de police. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 589. — Ordre du jour.
- RICHEMONT** (M. le baron PAUL DE). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21 mars; 13, 15, 23, 28 avril; 5, 8, 9 mai. — Est nommé secrétaire du 5^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 30. — Est nommé Membre d'une Commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 1, p. 351.
- RICHAULT DE GENOUVILLE** (M. le vice-amiral). — Absent pour le service de l'Empereur.
- Rivière.* — Pétition d'habitants d'Uzès et de Nîmes (Gard) demandant que la rivière du Gardon soit rangée parmi les cours d'eau non navigables ni flottables. — Rapport par M. Mallet, t. 1, p. 632. — Renvoi au Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.
- ROGUET** (M. le général comte). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 25, 28 avril; 1^{re}, 2, 5, 7, 8, 9 mai.
- Rome.* — Pétition du sieur Couannier demandant le rappel de l'armée de Rome. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 583. — Ordre du jour.
- ROSTOLAN** (M. le général DE).
Décédé, le 2 décembre 1862.
- ROUHER** (M.). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25 février; 12, 19 mars; 13, 15, 21, 28 avril; 5, 7, 8, 9 mai. — Est entendu dans la discussion sur une pétition qui réclame contre l'introduction en franchise des fontes et fers destinés à la réexportation et contre le système des acquits à caution, t. 1, p. 607; — sur des pétitions relatives aux tarifs différentiels des chemins de fer, t. 3, p. 432.
- ROUXOUX** (M. le baron DE), *Conseiller d'État.* — Assiste, en

qualité de Commissaire du Gouvernement, à la lecture du rapport sur la loi relative aux suppléments de crédits de l'exercice 1862, t. 2, p. 434; — à la délibération de cette loi, t. 2, p. 511.

ROULAND (M.). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 17, 19 mars; 13 avril; 9 mai.

Route. — Pétition d'habitants de Laluque (Landes) demandant qu'une route agricole ne soit pas remplacée par un chemin de fer. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 1, p. 618. — Ordre du jour.

ROYER (M. le premier président DE), *l'un des Grands-dignitaires du Sénat, premier Vice-président.* — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25, 28 février; 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 23, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé président du 5^e bureau, 4^e organisation, t. 3, p. 354. — Est nommé Membre de la 1^{re} Commission des pétitions, t. 1, p. 31; — de la Commission chargée de rédiger le projet d'Adresse, t. 1, p. 32; — de la Commission chargée d'examiner le projet de Sénatus-consulte relatif au désaveu de paternité aux colonies, t. 1, p. 330; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à des suppléments de crédits pour l'exercice 1862, t. 2, p. 94; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à la création d'une cinquième chambre civile à la Cour impériale de Paris, t. 2, p. 382; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à la modification de plusieurs articles du Code pénal, t. 3, p. 500; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à la dérogation au paragraphe 1^{er} de l'article 429 et à l'article 431 du Code d'instruction criminelle, en ce qui concerne le ressort de la Cour impériale d'Alger, t. 4, p. 123; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'instruction des flagrants délits devant les tribunaux correctionnels, t. 4, p. 540. — Fait des rapports de pétitions, t. 2, p. 72, 129; t. 4, p. 423. — Fait un rapport sur la loi portant modification de plusieurs dispositions du Code pénal, t. 3, p. 622. — Fait un rapport sur une pétition réservée lors de la discussion sur les pétitions relatives à la Pologne (exercice du droit de péti-

tion par les étrangers), t. 3, p. 644. — Est entendu dans la discussion sur deux pétitions relatives aux ventes de biens de mineurs et aux successions de faible importance, t. 1, p. 404; — comme président de la 1^{re} Commission des pétitions, sur les pétitions relatives à la Pologne (*Question préjudicielle relative au droit de pétition exercé par les étrangers*), t. 2, p. 189; t. 4, p. 89, 113; — sur une pétition de M. Darimon, qui prie le Sénat d'user de son droit d'initiative pour déterminer, en ce qui concerne le droit de discussion, le sens précis de l'article 42 de la Constitution, t. 3, p. 290; — sur une pétition du sieur Leveau, qui se plaint d'avoir été enfermé à la maison d'aliénés de Bicêtre, t. 3, p. 602; — sur des pétitions demandant qu'il soit interdit de fumer dans les waggons des chemins de fer, t. 3, p. 714; — comme Rapporteur, sur une pétition des avoués d'Annecy, qui dénoncent comme inconstitutionnels deux décrets de 1860, t. 4, p. 430.

S

Sacs de farine. — Pétition de M. le marquis de Lestranges demandant qu'il soit défendu de se servir pour le transport des farines de sacs pesant plus d'un quintal métrique. — Rapport par M. de Ladoucette, t. 3, p. 588. — Observation de S. Ex. le maréchal Vaillant, *ibid.* — Ordre du jour.

SAINT-SIMON (M. le général duc DE). — Prend part au vote dans les séances des 30 janvier; 25 février; 14, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 25, 28 avril; 1^{er}, 2, 7, 8, 9 mai. — Est nommé vice-président du 4^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 30; — vice président du 2^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 348. — Est entendu, à l'occasion de pétitions d'anciens militaires demandant des secours, sur les réponses à adresser aux pétitionnaires, t. 4, p. 177.

Saisie. — Pétition du sieur Manlius Salles, dénonçant comme illégale la saisie d'un journal suisse opérée à sa librairie. — Rapport par M. le vicomte de Suleau, t. 3, p. 686. — Ordre du jour.

Salaires.

1. — Pétition de onze ouvriers carriers et patrons de barques employés aux travaux de la basse Seine sollicitant le bienveillant intérêt du Sénat sur leur fâcheuse position. — Rapport par M. le vice-amiral comte Cécille, t. 1, p. 536. — Ordre du jour.

2. — Pétition demandant l'abolition de l'article 1781 du Code Napoléon qui concerne la foi accordée en justice à la déclaration du maître pour la quotité des gages et salaires. — (*Voy. Gages.*)

Sapeurs-pompiers. — Pétition du sieur Hahn, demandant que des modifications soient introduites dans l'organisation du corps des sapeurs-pompiers. — Rapport par M. le baron de Chapuys-Montlaville, t. 4, p. 444. — Ordre du jour.

SADLEY (M. DE). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21 mars; 13, 15, 21, 23, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé Membre d'une Commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 1, p. 351.

Seeau. — (*Voy. Chancellerie.*)

SCURAMM (M. le général comte DE). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25, 28 février; 12, 17, 19, 24 mars; 13, 15, 28 avril; 1^{er}, 7 mai.

Secours.

1. — Pétition demandant que l'on vienne, par des combinaisons qu'il indique, au secours des ouvriers de l'industrie et de l'agriculture privés de leurs moyens d'existence. — Rapport par M. Stourm, t. 1, p. 554. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Laurent, demandant que des secours soient accordés aux personnes réduites à l'indigence par des vols ou des escroqueries. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 585. — Ordre du jour.

Secours mutuels (Sociétés de). — Pétition du sieur Peyron, réclamant l'établissement de sociétés de secours mutuels dans toutes les communes de l'Empire. — Rapport par

M. de Ladoucette, t. 1, p. 483. — Discussion : MM. Amédée Thayer, t. 1, p. 485; le baron de Lacrosse, p. 485, 487; le Rapporteur, p. 486. — Dépôt au bureau des renseignements.

Secours voyageurs.

1. — Pétitions du sieur Buzenac, blessé à Fleurns, et du sieur Houët, ancien sergent-major de la garde impériale. — Rapport par M. le baron de Lacrosse, t. 4, p. 174. — Observations : S. Ex. le maréchal Magnan, *ibid.*; MM. le Président, p. 175; le Rapporteur, p. 175, 177; le marquis de Boissy, p. 176; le général duc de Saint-Simon, p. 177; le baron Ernest Leroy, p. 178. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Savini, ancien soldat de l'Empire. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 586. — Ordre du jour.

3. — Pétition du sieur Naas, sollicitant un secours après un refus d'admission aux invalides. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 589. — Ordre du jour.

Secrétaires du Sénat. — Leur élection, t. 1, p. 26. — Sont élus : MM. le baron de Heeckeren et Bonjean.

SÉCUR-D'AGRESSEAU (M. le comte de). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 23. — Prend part au vote dans les séances des 30 janvier; 12, 14, 19, 21, 24 mars; 13 avril; 5, 8, 9 mai. — Développe une proposition tendant à la division du vote sur les pétitions en faveur de la Pologne, t. 2, p. 426.

Sénatus-consultes.

1. — Projet de Sénatus-consulte déclarant applicable aux colonies la loi du 6 décembre 1850, sur le désaveu de paternité, en cas de séparation de corps prononcée ou même demandée. — Présentation, t. 1, p. 239. — Texte de l'exposé des motifs, t. 1, p. 241; — du projet de Sénatus-consulte, t. 1, p. 243. — Rapport par M. Chaix d'Est-Ange, t. 1, p. 426. — Adoption du Sénatus-consulte, t. 1, p. 492.

2. — Projet de Sénatus-consulte relatif à la constitution de la propriété en Algérie, dans les territoires occupés par

les Arabes. — Présentation, t. 2, p. 17. — Texte du projet, t. 2, p. 18; — de l'exposé des motifs, t. 2, p. 20. — Rapport par M. le comte de Casabianca, t. 2, p. 618. — Discussion générale : M. Ferdinand Barrot, t. 3, p. 48; M. le général Charon, t. 3, p. 51; M. le général comte de La Ruë, t. 3, p. 52; M. Barbaroux, t. 3, p. 63; M. le général Cousin-Montauban, comte de Palikao, t. 3, p. 76; M. Michel Chevalier, t. 3, p. 103; S. Ex. M. Baroche, *Ministre, Président du Conseil d'État*, t. 3, p. 126, 147; M. le comte de Beaumont, t. 3, p. 146. — Discussion des articles : art. 1^{er} : M. le général Charon, t. 3, p. 148, Adoption, t. 3, p. 156. — Art. 2 : M. le général Charon, t. 3, p. 157. Adoption, t. 3, p. 164. — Art. 3 : M. le Ministre, Président du Conseil d'État, t. 3, p. 164. Adoption, t. 3, p. 165. — Art. 4 et 5. Adoption, t. 3, p. 165. — Art. 6 : M. Barbaroux, t. 3, p. 166; M. le comte de Casabianca, *Rapporteur*, t. 3, p. 175. Adoption, t. 3, p. 177. — Vote au scrutin. — Adoption du Sénatus-consulte par 117 voix contre 2, t. 3, p. 180.

3. — Projet de Sénatus-consulte qui autorise un échange entre la Liste civile et M. Barthe, Sénateur, premier président de la Cour des comptes. — Présentation, t. 3, p. 8. — Texte de l'exposé des motifs, t. 3, p. 8; — du projet de Sénatus-consulte, t. 3, p. 11. — Rapport par M. le comte Boulay de la Meurthe, t. 3, p. 263. — Adoption du Sénatus-consulte, t. 3, p. 412.

Serment. — Prestation de serment par un Sénateur nouvellement nommé, t. 4, p. 15.

Service militaire.

1. — Pétition du sieur Rocchi signalant un habitant de Caleuzana qui se serait soustrait au service. — Rapport par M. le vice-amiral Le Prédour, t. 4, p. 159. — Ordre du jour. — Renvoi au Ministre de la justice pour la recherche du pétitionnaire.

2. — Pétition du sieur Portes se plaignant que son fils cadet ait été pris pour le service militaire, bien que l'aîné fût déjà au service de la flotte comme inscrit maritime. — Rapport par M. le vice-amiral Charner, t. 4, p. 181. — Ordre du jour.

3. — Pétition du sieur Couannier demandant que les étudiants ecclésiastiques ne soient plus dispensés du service militaire. — Rapport par M. le baron Hausmann, t. 4, p. 583. — Ordre du jour.

Services postaux. — Loi approuvant les stipulations financières contenues dans une convention relative à l'exécution d'un service postal entre Nice et la Corse. — (*Voy.* Postes, n° 1.)

Servitudes.

1. — Pétition du sieur Couturier demandant que le rachat des servitudes de parcours et de vaine pâture puisse être exigé isolément par tout propriétaire de biens communaux aliénés en vertu de la loi du 20 mars 1813. — Rapport par M. le baron de Chapuys-Montlaville, t. 1, p. 308. — Renvoi au Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

2. — Pétition du sieur Coffre demandant la substitution d'un chemin d'exploitation permanent à la servitude de passage établi par l'article 682 du Code Napoléon au profit du fonds enclavé. — Rapport par M. Bonjean, t. 1, p. 356. — Ordre du jour.

Session de 1863. — Procès-verbal de la séance d'ouverture de la session, t. 1, p. 7. — Discours de S. M. l'Empereur, t. 1, p. 9. — Clôture de la session par S. Ex. le Ministre d'État, t. 4, p. 753.

SIMÉON (M. le comte). — Prend part au vote dans les séances des 23, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 23 avril; 1^{er}, 2, 3, 7, 8, 9 mai.

Situation de l'Empire (Exposé de la). — Dépôt, sur le bureau du Sénat, par S. Ex. M. Magne, *Ministre sans portefeuille*, t. 1, p. 22.

Sociétés à responsabilité limitée. — Loi relative à l'organisation de ces Sociétés, t. 4, p. 374. — Rapport par M. Chaix d'Est-Ange, t. 4, p. 356. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 539.

Sociétés à responsabilité limitée. — Pétition du sieur Magnan

se plaignant du retard apporté par le Corps législatif au vote de la loi sur ces Sociétés. — Rapport par M. Bonjean, t. 4, p. 147. — Ordre du jour.

STOURM (M.). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 25, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé secrétaire du 3^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 349. — Est nommé Membre de la 1^{re} Commission des pétitions, t. 1, p. 31; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative au règlement définitif du budget de l'exercice 1859, t. 2, p. 95; — de la Commission chargée d'examiner le projet de Sénatus-consulte relatif à la constitution de la propriété en Algérie, dans les territoires occupés par les Arabes, t. 2, p. 136; — de la Commission chargée d'examiner la loi approuvant les stipulations financières contenues dans une convention relative à l'exécution d'un service postal entre Nice et la Corse, t. 3, p. 104; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'établissement d'une taxe supplémentaire sur les lettres expédiées après les levées générales, t. 4, p. 122; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative aux douanes, t. 4, p. 280; — de la Commission chargée d'examiner la loi ayant pour objet de modifier le mode de perception du droit de tonnage dans les ports de l'Algérie, t. 4, p. 539. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 554; t. 2, p. 38, 125, 651; t. 3, p. 453, 550, 688. — Fait un rapport sur la loi portant établissement d'une taxe supplémentaire sur les lettres expédiées après les levées générales, t. 4, p. 281; sur la loi relative aux douanes, t. 4, p. 402. — Est entendu dans la discussion sur une pétition relative aux tarifs différentiels des chemins de fer, t. 3, p. 412; — comme Rapporteur, sur une pétition réclamant, pour les officiers du commissariat et de l'inspection de la marine, la faculté d'obtenir la retraite après vingt-cinq ans de services, en cas d'infirmité, t. 3, p. 694, 700; — sur une pétition réservée lors de la discussion sur les pétitions relatives à la Pologne (exercice du droit de pétition par les étrangers), t. 4, p. 66.

Succession. — Pétition du sieur Cahier réclamant une succession importante détenue illégalement par la ville de

Francfort. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 575. — Ordre du jour.

SUIN (M.), *Conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de Commissaire du Gouvernement, à la délibération de la loi relative à la modification de plusieurs dispositions du Code pénal, t. 3, p. 622; — de la loi relative aux Sociétés à responsabilité limitée, t. 4, p. 555; — de la loi relative à l'instruction des flagrants délits devant les tribunaux correctionnels, t. 4, p. 668.

SULEAU (M. le vicomte DE). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25 février; 14, 17, 19, 21, 24 mars; 15, 21, 25, 28 avril; 7, 8, 9 mai. — Est nommé Membre de la 1^{re} Commission des pétitions, t. 1, p. 30; — de la 3^e Commission des pétitions, t. 2, p. 381; — de la Commission chargée d'examiner la loi approuvant les stipulations financières contenues dans une convention relative à l'exécution d'un service postal entre Nice et la Corse, t. 3, p. 104; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'établissement d'un chemin de fer de Perpignan à Prades, t. 3, p. 616; — de la Commission chargée d'examiner trois lois relatives : la première, au budget ordinaire de l'exercice 1864; la deuxième, au budget extraordinaire du même exercice; la troisième, aux suppléments de crédits de l'exercice 1863, t. 4, p. 122; — de la Commission chargée d'examiner la loi portant prorogation de la prohibition du port d'armes en Corse, t. 4, p. 540; — de la Commission chargée d'examiner la loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1860, t. 4, p. 541. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 647; t. 3, p. 596, 628, 686; t. 4, p. 495. — Est entendu dans un incident sur le retard apporté au rapport d'une pétition présentée, en 1862, par le sieur Leveau, ancien pensionnaire de la maison d'aliénés de Bicêtre, t. 1, p. 548; — comme Rapporteur, dans la discussion sur cette pétition, t. 3, p. 600.

Suppression d'emploi.

1. — Pétition du sieur Villeman se plaignant de la suppression d'un emploi qu'il occupait au mont-de-piété de

Bergues. — Rapport par M. le baron de Lacrosse, t. 4, p. 170. — Ordre du jour.

2. — Pétition d'anciens garçons de bureau du ministère de l'Algérie demandant la continuation de leurs gages jusqu'à ce qu'ils aient été remplacés. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 572. — Ordre du jour.

Surveillance administrative. — Pétition du sieur Tissandier recommandant l'application à tous les services administratifs d'un système de surveillance de son invention. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 579. — Ordre du jour.

Synodes. — (Voy. Église réformée.)

T

Taëpings. — Pétition du sieur Serres demandant que la France s'élève contre le massacre des Taëpings, par les soldats chinois. — Rapport par M. le baron de Lacrosse, t. 4, p. 171. — Ordre du jour.

Tarifs des chemins de fer.

1. — Pétitions relatives aux tarifs différentiels. — Rapport par M. Mallet, t. 3, p. 330. — Observations de S. Ém. le cardinal Mathieu, p. 344, M. le baron de Lacrosse, p. 345, M. le marquis de Boissy, p. 347. Ajournement de la discussion. — Discussion : M. Stourm, t. 3, p. 412; S. Ém. le cardinal Mathieu, p. 424; M. Rouher, p. 432. — Ordre du jour.

2. — Pétition de patrons de pêche et mareyeurs, à Boulogne, se plaignant du préjudice causé à l'industrie de la pêche par les tarifs adoptés par la compagnie du Nord. — Rapport par M. le vice-amiral Le Prédour, t. 3, p. 681. — Ordre du jour.

TASCHER LA PAGERIE (M. le duc DE). — Prend part au vote dans les séances des 30 janvier; 25, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 25, 28 avril; 1^{er}, 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé secrétaire du 3^e bureau, 3^e or-

ganisation, t. 2, p. 380. — Est nommé Membre d'une Commission chargée d'examiner une loi relative à un échange d'immeubles, t. 2, p. 138; — de la Commission chargée d'examiner la loi portant approbation des articles 2 et 4 d'une convention relative à l'exécution d'un chemin de fer de Sathonay à Bourg, et à un dessèchement d'étangs dans la Doimbes, t. 3, p. 104; — de la 4^e Commission des pétitions, t. 3, p. 355; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'ouverture au Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur l'exercice 1862, d'un crédit de 70 000 fr., pour contrôle et surveillance des chemins de fer, t. 3, p. 500. — Fait un rapport sur une loi relative à un échange d'immeubles, t. 2, p. 460.

Télégraphie. — Loi relative à la correspondance télégraphique privée, t. 4, p. 528. — Rapport par M. Élie de Beaumont, t. 4, p. 674. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 678.

Télégraphie.

1. — Pétition du directeur de la compagnie du télégraphe électrique de la Méditerranée, en faveur de cette entreprise. — Rapport par M. Larabit, t. 3, p. 639. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Benoit demandant que les bureaux télégraphiques soient confiés, dans les arrondissements et dans les cantons, aux directeurs des bureaux de poste ou aux receveurs de l'enregistrement. — Rapport par M. le général marquis d'Hautpoul, t. 3, p. 673. — Ordre du jour.

Testaments.

1. — Pétition du sieur Bonnet présentant diverses mesures qu'il croit propres à garantir l'exécution des dispositions testamentaires. — Rapport par M. Bonjean, t. 1, p. 353. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Mariono se plaignant que le Code Napoléon n'ait pas accordé au droit de tester une suffisante liberté, t. 1, p. 354. — Ordre du jour.

THAYER (M. AMÉDÉE). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21,

24 mars; 13, 15, 21, 25, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé vice-secrétaire du 2^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 348; — vice-secrétaire du 4^e bureau, 4^e organisation, t. 3, p. 354. — Est nommé Membre de la Commission de comptabilité, t. 1, p. 31; — de la 2^e Commission des pétitions, t. 1, p. 349; — de Commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 2; t. 3, p. 105; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative au règlement définitif du budget de l'exercice 1859, t. 2, p. 94; — de la Commission chargée d'examiner le projet de Sénatus-consulte relatif à la constitution de la propriété en Algérie, dans les territoires occupés par les Arabes, t. 2, p. 136; — de la Commission chargée d'examiner le projet de Sénatus-consulte relatif à un échange entre la Liste civile et M. Barthe, t. 3, p. 183. — Fait des rapports de pétitions, t. 2, p. 557, 643; t. 3, p. 471, 557; t. 4, p. 148, 448, 450 (repos du dimanche). — Est entendu dans la discussion sur une pétition signalant comme insuffisantes les mesures prises pour constater les décès, t. 1, p. 386; — sur une pétition demandant l'établissement de sociétés de secours mutuels dans toutes les communes de l'Empire, t. 1, p. 485; — sur une pétition relative à la création d'un orphelinat central pour toute la France, t. 1, p. 524; — comme Rapporteur, sur une pétition relative à la demande faite par une commune, d'être autorisée à vendre des bois pour subvenir aux frais de construction de son église, t. 2, p. 565. — Explique une erreur au procès-verbal de la Commission de pétitions qui indique à rapporter une pétition qui l'avait été précédemment, t. 3, p. 560.

Théâtres. — Pétition du sieur Lévy, proposant certaines modifications à la législation qui régit les théâtres. — Rapport par M. Amédée Thierry, t. 1, p. 512. — Renvoi au Ministre d'État.

THIERRY (M. AMÉDÉE). — Prend part au vote dans les séances des 30 janvier; 25, 28 février; 12, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 25 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est désigné, par le sort, pour faire partie de la députation chargée de présenter l'Adresse à Sa Majesté, t. 1, p. 175. — Est nommé Membre de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'ou-

verture au ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur l'exercice 1863, d'un crédit de 300 000 fr. pour les dépenses concernant la section française de l'Exposition universelle de Londres, et à l'annulation de pareille somme sur l'exercice 1862, t. 3, p. 6. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 512, 519.

THIAY (M. le général). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 25, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé Membre de Commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 1, p. 351; t. 2, p. 137, 382; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'ouverture au ministère de la guerre, sur l'exercice 1863, d'un crédit de 2 260 000 fr. pour acquisitions de terrains et travaux neufs dans les établissements militaires, t. 2, p. 176.

THORIGNY (M. DE). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25, 28 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 25 avril; 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé Membre de la 3^e Commission des pétitions, t. 2, p. 381; — d'une Commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 4, p. 281; — de la Commission chargée d'examiner la loi portant prorogation de la prohibition du port d'armes en Corse, t. 4, p. 540. — Fait des rapports de pétitions, t. 4, p. 363.

TROUVENEL (M.) — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 28 février; 17, 19, 24 mars; 13, 15, 21, 25, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est appelé au Bureau, pour siéger comme Secrétaire provisoire à la séance du 13 janvier, t. 1, p. 17. — Est nommé secrétaire du 3^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 30. — Est désigné, par le sort, pour faire partie de la députation chargée de présenter l'Adresse à Sa Majesté, t. 1, p. 175. — Est nommé Membre de la 4^e Commission des pétitions, t. 3, p. 355. — Est entendu dans la discussion sur le § 7 du projet d'Adresse (*Italie; Question romaine*), t. 1, p. 95.

Tonnage (Droit de). — Loi ayant pour objet de modifier le mode de perception du droit de tonnage dans les ports de

l'Algérie, t. 4, p. 525. — Rapport par M. Dariste, t. 4, p. 663. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 667.

THULLIER (M.), *Conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de Commissaire du Gouvernement, à la délibération de la loi portant ouverture, sur l'exercice 1863, d'un crédit de 5 millions de fr. en faveur des localités où l'industrie cotonnière est en souffrance, t. 1, p. 48.

TOURANGIN (M.). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25, 28 février; 12, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 21, 25, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé Membre de la 1^{re} Commission des pétitions, t. 1, p. 31; — d'une Commission chargée d'examiner une loi relative à un échange d'immeubles, t. 2, p. 2; — de Commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 137, 176, 382; t. 3, p. 105, 617; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'ouverture au ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur l'exercice 1863, d'un crédit de 300 000 fr. pour les dépenses concernant la section française de l'Exposition universelle de Londres, et à l'annulation de pareille somme sur l'exercice 1862, t. 3, p. 6; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à la modification de plusieurs articles du Code pénal, t. 3, p. 500; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à la dérogation au paragraphe 1^{er} de l'article 429 et à l'article 431 du Code d'instruction criminelle, en ce qui concerne le ressort de la Cour impériale d'Alger, t. 4, p. 123; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'instruction des flagrants délits devant les tribunaux correctionnels, t. 4, p. 540. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 266, 640; t. 3, p. 325, 589. — Appuie une demande d'ajournement de la discussion sur une pétition relative à l'insuffisance des fonds affectés aux dépenses obligatoires des départements, t. 1, p. 325. — Ses observations à l'occasion d'une pétition signalant comme insuffisantes les mesures prises pour constater les décès, t. 1, p. 384, 385. — Est entendu dans la discussion sur une pétition relative aux baux à longs termes en faveur de l'agriculture, t. 1, p. 499. — Appuie une demande d'ajournement de la discussion sur

une pétition réclamant contre l'introduction en franchise des fontes et fers destinés à la réexportation, t. 1, p. 311. — Est entendu, au nom de la Commission, dans la discussion sur les pétitions relatives à la Pologne, t. 2, p. 384; — sur une pétition de M. Darimon, qui prie le Sénat d'user de son droit d'initiative, pour déterminer, en ce qui concerne le droit de discussion, le sens précis de l'article 42 de la Constitution, t. 3, p. 270, 285; — à l'occasion du procès-verbal de cette discussion, t. 3, p. 353; — dans la discussion sur une pétition réservée lors de la discussion sur les pétitions relatives à la Pologne (exercice du droit de pétition par les étrangers), t. 4, p. 107.

Traités internationaux. — Pétition du sieur Caumont, demandant que des traités internationaux rendent exécutoires en France les jugements rendus à l'étranger. — Rapport par M. Stourm, t. 2, p. 337. — Dépôt au Bureau des renseignements.

Travail. — Pétition du sieur Rachels, demandant une organisation des travailleurs. — Rapport par M. Larabit, t. 3, p. 314. — Ordre du jour.

Travaux du dimanche (Interruption des). — (Voy. Dimanche).

Travaux publics. — Pétition du sieur Rancoule et de trente-neuf serruriers, réclamant contre une adjudication faite pour le compte de l'administration départementale du département de l'Aude. — Rapport par M. le général marquis d'Hautpoul, t. 3, p. 667. — Ordre du jour.

TRÉHOUART (M. le vice-amiral). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 23 février; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars; 13, 15, 21, 25, 28 avril; 2, 5, 7, 9 mai. — Est nommé Membre de Commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 2, 382; t. 3, p. 501; t. 4, p. 281; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'ouverture au budget de la Légion-d'honneur, sur l'exercice 1862, d'un crédit de 26 000 fr., t. 2, p. 137; — de la Commission chargée d'examiner la loi relative à l'organisation du cadre de l'état-major général de l'armée navale, t. 3, p. 617.

Trésor public.

1. — Pétition du sieur Hugon, indiquant différentes mesures propres à augmenter les revenus du Trésor sans créer de nouveaux impôts. — Rapport par M. de Forcade La Roquette, t. 1, p. 204. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Vachal, se plaignant d'une retenue qui aurait été faite à son préjudice par le Trésor. — Rapport par M. Amédée Thayer, t. 2, p. 649. — Ordre du jour.

TRÉVISE (M. le duc DE). — Prend part au vote dans les séances des 30 janvier; 12, 14, 17, 19, 21 mars; 13, 15, 25, 28 avril; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est désigné, par le sort, pour faire partie de la députation chargée de présenter l'Adresse à Sa Majesté, t. 1, p. 175. — Est nommé Membre de la 4^e Commission des pétitions, t. 3, p. 355; — d'une Commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 4, p. 281.

Tribunaux de commerce. — Pétition du sieur Laroude, demandant que la représentation des parties soit libre devant la justice consulaire. — Rapport par M. Boujean, t. 4, p. 147. — Ordre du jour.

Tribunaux de l'esprit public. — Pétition du sieur Lorentz, demandant leur formation. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 4, p. 581. — Ordre du jour.

TROPLONG (M.), *l'un des Grands-dignitaires du Sénat, Président.*
— Siége comme Président, et prend part au vote dans les séances des 13 janvier, t. 1, p. 17; 26 janvier, t. 1, p. 29; 29 janvier, t. 1, p. 43; 30 janvier, t. 1, p. 143; 3 février, t. 1, p. 184; 19 février, t. 1, p. 237; 21 février, t. 1, p. 347; 25 février, t. 1, p. 425; 28 février, t. 1, p. 489; 5 mars, t. 1, p. 567; 9 mars, t. 2, p. 1; 12 mars, t. 2, p. 89; 14 mars, t. 2, p. 135; 17 mars, t. 2, p. 175; 18 mars, t. 2, p. 259; 19 mars, t. 2, p. 379; 21 mars, t. 2, p. 433; 24 mars, t. 2, p. 481; 8 avril, t. 2, p. 569; 11 avril, t. 3, p. 1; 13 avril, t. 3, p. 101; 15 avril, t. 3, p. 181; 18 avril, t. 3, p. 261; 21 avril, t. 3, p. 349; 25 avril, t. 3, p. 499; 28 avril, t. 3, p. 615; 1^{er} mai, t. 4, p. 1; 2 mai, t. 4, p. 119; 5 mai, t. 4, p. 205; 7 mai, t. 4,

p. 369; 8 mai, t. 4, p. 523; 9 mai, t. 4, p. 659. — Donne acte à MM. les Ministres, Commissaires du Gouvernement, du dépôt de l'*Exposé de la situation de l'Empire et du Recueil des documents diplomatiques*, t. 1, p. 22. — Annonce qu'il a reçu de M. le Ministre d'État, le rapport adressé à l'Empereur, sur la suite donnée aux pétitions renvoyées par le Sénat, pendant la dernière session, t. 1, p. 22. — Donne lecture du projet d'Adresse, t. 1, p. 35. — Annonce le décès de M. Barthe, t. 1, p. 43. — Donne lecture du projet d'Adresse préparé par la Commission, t. 1, p. 35. — Est entendu dans la discussion sur le § 7 du projet d'Adresse (*Italie; Question romaine*), t. 1, p. 151. — Présente l'Adresse à Sa Majesté, t. 1, p. 178. — Annonce le décès de MM. le général marquis de Cramayel, le comte de Villeneuve de Chenonceaux et le marquis de La Roche-lambert, t. 1, p. 238. — Ses observations dans la discussion sur une pétition relative à une créance de l'État, pour fournitures militaires faites en 1792 et 1793, t. 1, p. 343; — dans un incident relatif à la légalisation des signatures apposées aux pétitions, t. 1, p. 371; — dans un incident sur le retard apporté au rapport d'une pétition présentée, en 1862, par le sieur Leveau, ancien pensionnaire de la maison d'aliénés de Bicêtre, t. 1, p. 541; — dans la discussion sur cette pétition, t. 3, p. 599, 607. — Donne acte, à M. le Président du Conseil d'État, de la présentation du projet de Sénatus-consulte relatif à la constitution de la propriété en Algérie, dans les territoires occupés par les Arabes, t. 2, p. 38. — Ses observations dans les incidents à l'occasion de la lecture du rapport des pétitions relatives à la Pologne, sur la question de savoir si les étrangers peuvent être admis à jouir du droit de pétition, t. 2, p. 146, 157, 158; — dans la discussion sur les pétitions relatives à la Pologne (*Question préjudicielle relative au droit de pétition exercé par les étrangers*), t. 2, p. 187, 192, 193. — Transmet au Sénat une réclamation de M. le marquis de La Rochejaquelein contre l'attribution qui lui aurait été faite d'une interruption mise d'abord sous le nom de M. Fould, et contre laquelle celui-ci aurait également protesté, t. 3, p. 1. — Son observation dans un incident sur le retard apporté au rapport sur une pétition d'habitants d'une commune du département de la Haute-Saône, t. 3, p. 262.

— Donne acte du dépôt du rapport de la Commission de surveillance de la Caisse d'amortissement et de la Caisse des dépôts et consignation sur la situation de ces établissements, ainsi que des états à l'appui, t. 3, p. 542. — Ses observations dans un incident relatif aux réponses à adresser aux pétitionnaires, au sujet de pétitions d'anciens militaires demandant des secours, t. 4, p. 175, 176. — Donne acte, à M. le Ministre d'État, de la communication du décret de clôture de la session, t. 4, p. 756.

TURCOT (M. le marquis). — Prend part au vote dans la séance du 15 avril.

Tutelle. — Pétition du sieur Montané, demandant : 1° que le survivant des père et mère, destitué de la tutelle pour inconduite notoire, soit déchu de l'usufruit légal ; 2° que tous les droits de la puissance paternelle soient transférés au tuteur élu par le conseil de famille. — Rapport par M. Bonjean, t. 1, p. 371. — Observation de M. le comte Boulay de la Meurthe, p. 380. — Dépôt au Bureau des renseignements.

U

Usufruitiers. — Pétition du sieur Pellion, demandant que les usufruitiers ne puissent louer et affermer les biens dont ils jouissent qu'avec la publicité des enchères. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 42. — Ordre du jour.

V

VAILLANT (S. Ex. le maréchal comte). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier ; 25, 28 février ; 12, 14, 17, 19, 21 mars ; 13, 15, 21, 25 avril ; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Ses observations à l'occasion d'un rapport fait sur la pétition d'un insensé, t. 1, p. 204. — Demande l'ordre du jour sur une pétition relative au poids trop élevé des sacs de farine et de grains, t. 3, p. 588.

VAISSÉ (M.). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 24. — Prend part au vote dans les séances des 14, 17, 19, 21, 24 mars.

Valeurs au porteur. — Pétition du sieur Troyaux, demandant une loi qui fixe à trois années, au lieu de trente, le délai à l'expiration duquel le propriétaire de titres au porteur, perdus ou volés, peut obtenir un duplicata de ces titres. — Rapport par M. Bonjean, session de 1862, t. 6, p. 339. — Renvoi au Ministre de la justice et au Ministre des finances, t. 1, p. 194.

VANDAL (M.), Conseiller d'État. — Assiste, en qualité de Commissaire du Gouvernement, à la délibération de la loi approuvant les stipulations financières contenues dans une convention relative à l'exécution d'un service postal entre Nice et la Corse, t. 3, p. 200 ; — de la loi portant établissement d'une taxe supplémentaire sur les lettres expédiées après les levées générales, t. 4, p. 281.

VARENNE (M. le baron DE). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier ; 25, 28 février ; 12, 14, 17, 19, 21, 24 mars ; 13, 15, 21, 25, 28 avril ; 1^{er}, 2, 5, 7, 8, 9 mai. — Est nommé Membre d'une Commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 4, p. 3.

Végétation des plantes. — Pétition du sieur Lamarque, demandant que des savants soient chargés d'étudier la végétation des plantes. — Rapport par M. le baron de Lacrosse, t. 4, p. 520. — Ordre du jour.

Vérification de la constitutionnalité d'un décret nommant un nouveau Sénateur. — Commission désignée par le sort, t. 1, p. 211. — Rapport de cette Commission, t. 1, p. 23.

Vers blancs. — Pétitions du sieur Caillaud et de la société d'horticulture de Seine-et-Oise relatives à la destruction des vers blancs et des hannetons. — Rapport par M. de Ladoucette, t. 3, p. 584. — Renvoi au Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au Ministre de l'intérieur.

Veuves d'officiers. — Pétition de la dame Arnould appelant

l'intérêt du Sénat sur la position des veuves d'officiers retraités ou légionnaires. — Rapport par M. le général marquis d'Hautpoul, t. 4, p. 730. — Ordre du jour.

Viaducs. — Pétition relative à l'établissement, par la compagnie du chemin de fer de Saint-Cyr à Surdon, d'un viaduc dans la commune du Moutier-d'Orgerus. — Rapport par M. Mallet, t. 3, p. 703. — Ordre du jour.

Vicariats. — Pétition de l'abbé Peretti se plaignant de n'avoir pu obtenir, comme vicaire, aucun supplément de traitement. — Rapport par M. le baron de Lacrosse, t. 4, p. 519. — Ordre du jour.

VICENCE (M. le duc DE). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 33. — Prend part au vote dans la séance du 13 avril.

Vice-Secrétaires du Sénat. — Leur élection, t. 1, p. 27. — Sont élus : MM. Le Roy de Saint-Arnaud et le général comte de Goyon.

VILLEMAM (M.), *Conseiller d'État.* — Assiste, en qualité de Commissaire du Gouvernement, à la délibération de la loi relative à un appel de 100 000 hommes sur la classe de 1863, t. 3, p. 183.

VILLENEUVE DE CHENONCEAUX (M. le comte DE). — Prend part au vote dans la séance du 30 janvier.
Décédé, le 12 février 1863.

VINCENT (M. le baron DE). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 26.

Virements budgétaires. — Pétition du sieur Coudérolle signalant le préjudice causé par ces virements aux employés de certaines administrations publiques. — Rapport par M. le baron Brenier, t. 3, p. 468. — Ordre du jour.

Voirie. — Pétition du sieur Boullenot demandant que la petite voirie soit l'objet d'un règlement commun à toutes les localités de l'Empire. — Rapport par M. de Ladoucette, t. 1, p. 478. — Ordre du jour.

VUILLEVOY (M.), *Président de section au Conseil d'État.* —

Assiste, en qualité de Commissaire du Gouvernement, à la délibération du projet d'Adresse, t. 1, p. 50, 146; — de la loi portant ouverture, sur l'exercice 1863, d'un crédit de 5 millions de fr. en faveur des localités où l'industrie cotonnière est en souffrance, t. 1, p. 48; — de la loi qui approuve les clauses financières applicables à l'exécution des chemins de fer de Napoléon-Vendée aux Sables-d'Olonne, et de Napoléon-Vendée à Bressuire, t. 1, p. 429.

VUTRY (M.), *Président de section au Conseil d'État*. — Assiste, en qualité de Commissaire du Gouvernement, à la délibération du projet d'Adresse, t. 1, p. 50, 146; — de la loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1859, t. 2, p. 177; — à la lecture du rapport sur la loi relative aux suppléments de crédits de l'exercice 1862, t. 2, p. 434; — à la délibération de cette loi, t. 2, p. 511; — à la lecture du rapport sur le projet de Sénatus-consulte relatif à un échange entre la Liste civile et M. Barthe, t. 3, p. 263; — à la délibération de ce projet, t. 3, p. 409; — de la loi relative au règlement définitif du budget de l'exercice 1860, t. 4, p. 683.

W

WAGRAM (M. le prince DE). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 25 février; 12, 14, 17, 19, 24 mars; 13, 15, 21, 25 avril; 1^{er}, 5, 8, 9 mai.

WALEWSKI (M. le comte). — Prend part au vote dans les séances des 29, 30 janvier; 14, 24 mars. — Est entendu dans la discussion sur les pétitions relatives à la Pologne, t. 2, p. 280, 302, 309. — (*Voy.* Ministre d'État.)



PARIS. — IMPRIMERIE DE CH. LAHURE
Rue de Fleurus, 9
